

Au CLAIR de la lutte

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA

pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et RévolutionnairE
(fondée sur le programme historique de la IV^e Internationale)

N° 7, été 2010 — 1,5 € (soutien : 2 €)



Thibault/Domenech : les tactiques qui mènent dans le mur

***Pour gagner, un seul but :
la grève générale***

Crise de la dette

Une nouvelle étape de la crise du capitalisme

Préparation du congrès du NPA

Pour une tendance révolutionnaire

Mondial 2010

Un pion de l'échiquier capitaliste

Mobilisation contre la réforme des retraites : que faire ?

Une attaque de très grande ampleur contre le prolétariat

Dans un contexte aussi favorable pour lui, le gouvernement ne s'est pas privé de durcir la contre-réforme prévue :

- **Relèvement progressif, à raison de 4 mois par an (au lieu de 3 prévus initialement) à partir de la génération née en 1951, de l'âge légal auquel on peut prendre sa retraite :** les salariés qui sont nés en 1951 ne pourront partir qu'à 60 ans et 4 mois, ceux qui sont nés en 1953 ne pourront partir qu'à 61 ans et ceux qui sont nés en 1956 ne pourront partir qu'à 62 ans (en 2018). Les régimes spéciaux sont également touchés par le relèvement de l'âge légal, à compter de 2017.

- Parallèlement, l'âge de départ à la retraite, qui permet automatiquement de toucher une pension à taux plein¹ (quelle que soit la durée de cotisation), sera progressivement porté de 65 à 67 ans.

- Nouvelle augmentation de la durée de cotisation « en fonction de l'allongement de l'espérance de vie » : durée de cotisation portée à 41 ans en 2012 (prévue par la réforme de 2003), puis à 41 ans et 3 mois en 2013, et 41 ans et demi en 2020

- **Hausse du taux de « cotisation salariale » des fonctionnaires de 7,85 % à 10,55 % en 10 ans.** Cela revient à baisser de 3 % le salaire net !

- Pour les fonctionnaires : à compter de 2012, fermeture du

dispositif de départ anticipé sans condition d'âge pour les parents de trois enfants ayant 15 ans de service.

- Et pour couronner le tout, le nouveau « droit » octroyé par le gouvernement : la retraite à 60 ans pour les salariés qui, du fait d'une « situation d'usure professionnelle constatée » (maladie professionnelle ou accident du travail), ont une incapacité physique supérieure ou égale à 20 %. Autrement dit, il faut être invalide (et promettre de mourir rapidement ?) et prouver que cette invalidité est liée au travail pour voir reconnu son travail « pénible ».

Ce sont donc les travailleurs qui vont payer la contre-réforme et permettre au gouvernement de faire des milliards d'économies sur notre dos. Le gouvernement a en outre l'indécence d'annoncer de nouvelles exonérations de cotisations patronales (c'est-à-dire une baisse de la partie socialisée de notre salaire) pour les patrons qui embaucheraient des privés d'emploi de plus de 55 ans... veillant donc à creuser à l'avenir le trou de la Sécurité sociale... pour justifier de nouvelles attaques contre nos droits !

Pour tenter de faire passer la pilule, voire de présenter la réforme comme « juste », le gouvernement a annoncé une hausse des prélèvements sur les revenus des plus riches et sur le capital de 3,7 milliards en 2011. Il s'agit principalement de la création d'un prélèvement d'1 % sur la dernière tranche de l'impôt sur le revenu (hors bouclier fiscal), de l'augmentation d'un point des prélèvements sur les plus-values de cessions mobilières et immobilières et du prélèvement forfaitaire libératoire sur les dividendes et les intérêts, ainsi que d'un prélèvement accru sur les stock-options. Cet écran de fumée ne doit pas nous faire perdre de vue que cela représente bien peu (moins d'un cinquième) par rapport aux économies que le gouvernement

s'apprête à faire sur le dos des travailleurs.

Le gouvernement peut se permettre d'attaquer violemment nos acquis parce qu'il a bénéficié en amont de la collaboration des directions syndicales

Dans une situation où la bourgeoisie est obligée de procéder à des attaques brutales contre le prolétariat pour surmonter la crise, où la popularité de Sarkozy est au plus bas, les meilleurs alliés de Sarkozy sont les directions syndicales et les partis de la gauche bourgeoise et réformistes. Les directions syndicales acceptent de « jouer le jeu » en participant aux concertations et aux groupes de travail mis en place par le gouvernement. Elles participent notamment au Conseil d'Orientation des Retraites (COR), organisme mis en place par Jospin en 2001 pour préparer et légitimer les contre-réformes.

Si on avait encore des doutes sur la fonction du COR, sa dernière production est sans ambiguïté. Mardi 11 mai, le COR a sorti ses nouvelles projections avec « trois variantes » : l'allongement de la durée de cotisations, le report de l'âge légal de départ à la retraite et une combinaison de ces deux leviers. Pour le COR, l'augmentation des cotisations patronales n'est même pas envisageable et ne mérite même pas d'être modélisée ! Dans un passage, ils expliquent que, au nom de la « compétitivité », il est hors de question d'augmenter le taux de cotisation patronale. Comme chacun peut le constater, le COR a très bien préparé le terrain au gouvernement...

D'ailleurs, dans son document d'orientation du 16 mai, le gouvernement s'appuie longuement sur le COR (présenté comme une

¹ Il ne faut pas confondre le « taux plein » et la « retraite pleine ». Toucher une retraite « à taux plein » signifie qu'on touche une retraite proportionnelle au nombre d'années de cotisation. Cette retraite est « pleine » uniquement si on a cotisé le nombre d'années requis (40 ans et demi en 2010).

instance « neutre » puisque les syndicats y participent et valident les rapports) et son dernier engagement est... de poursuivre la concertation avec les syndicats jusqu'à l'adoption du projet de loi !

De façon honteuse mais malheureusement logique, les bureaucrates continuent à siéger et à donner leur caution à des rapports dont la fonction est plus que claire. À l'intérieur des syndicats, nous devons combattre pour obliger les directions à cesser toute concertation avec ce gouvernement (dans le cadre du COR ou dans les groupes de travail que Woerth a mis en place) et à cesser de jouer double jeu (en faisant mine de vouloir mobiliser tout en accompagnant la mise en place des contre-réformes).

Que comptent faire les directions syndicales après l'annonce du projet gouvernemental ?

L'intersyndicale (CGT-CFDT-FSU-UNSA-Solidaires) refuse d'exiger le retrait

Dans leur communiqué du 17 juin, l'intersyndicale refuse de se prononcer pour le retrait de l'ensemble du projet de loi. C'est d'ailleurs la position officielle de la CGT qui demande simplement la « réécriture » du projet, tout comme le PCF. Avant l'annonce du projet de loi, l'intersyndicale refusait de se prononcer contre tout recul, ne mettant en avant que la défense de l'âge légal à 60 ans, donnant ainsi son aval implicite à l'allongement de la durée de cotisation et à la hausse du taux de cotisation salariale. Ce refus de combattre sur une base claire permet au gouvernement de poursuivre les discussions avec les syndicats jusqu'en septembre. Ainsi Woerth a-t-il annoncé qu'il discuterait avec les syndicats sur les questions de la pénibilité et des carrières longues, ouvrant la voie à de possibles aménagements. En revanche, le gouvernement a dit clairement qu'il ne reviendrait pas sur ses principales mesures (l'âge légal, la durée de cotisation et la hausse des cotisations salariales pour les fonctionnaires).

Le plan d'« action » des bureaucrates est limpide : une journée d'action le 24 juin ; quelques actions cet été (pique-nique, rassemblements...) pour faire mine de continuer la mobilisation et une ou deux (au grand maximum) journées de mobilisation en septembre. Puis les bureaucrates nous expliqueront que leurs journées d'action auront au moins permis d'obtenir quelques « avancées » sur la pénibilité ou les carrières longues.



Chérèque (CFDT) et Thibault (CGT)
à la manifestation du 24 juin à Paris
Source : <http://www.phototheque.org>

Ainsi, dans son intervention au CCN de la CGT du 8 et 9 juin, Thibault nous explique son plan. Il évoque la possibilité de deux temps forts en septembre : celui incontournable de la journée d'action européenne du 29 septembre à l'appel de la CES¹ et celui éventuel du 7 septembre, jour de l'ouverture des débats à l'Assemblée nationale : « *Il peut donc se poser la question d'une initiative dès l'ouverture du débat à l'Assemblée le 7 septembre.* » Cependant, Thibaut semble trouver cela très, voire trop ambitieux : « *C'est peut être un peu délicat de prétendre à une manifestation nationale début septembre et une manifestation européenne fin septembre. Je ne suis pas sûr que d'un point de vue matériel et d'un point de vue militant, nous*

¹ La CES appelle à se mobiliser pour « développer davantage la gouvernance économique européenne », « des politiques industrielles durables », « un protocole social dont l'objectif est d'assurer un meilleur équilibre entre le marché unique et les droits sociaux », « la mise en place de mesures efficaces de régulation financière ». Il n'y a aucune revendication mise en avant, mais toujours les mêmes formules floues qui n'engagent à rien : « salaire décent », « meilleures retraites », etc.

puissions tout faire. Mais entre faire deux manifestations nationales à ce stade et rien, il y a sans doute d'autres modalités possibles. »

Il faut le dire clairement aux travailleurs, maintenant et pas simplement après la bataille : Thibault et ses compères proposent sciemment un plan de (dé)mobilisation qui aboutira à une défaite certaine. Notre responsabilité est donc de populariser un plan alternatif et de prendre des initiatives pour tenter de le concrétiser (cf. ci-dessous).

Le congrès de la CFDT valide le refus de la direction de combattre l'allongement de la durée de cotisation

Chérèque sort renforcé du dernier congrès de la CFDT. Son rapport d'activité a été approuvé à 87 % et il est parvenu à faire entériner ce qui avait été rejeté par le congrès de 2006 : l'acceptation « conditionnelle » de l'allongement de la durée de cotisation. En 2006, les délégués du congrès de Grenoble avaient rejeté à 54,5 % un amendement soutenu par le bureau national qui subordonnait l'allongement de la durée de cotisation à la réduction de celle-ci pour les personnes ayant été exposées à la pénibilité du travail. En 2010, les délégués ont voté à 58,9 % le choix d'un allongement de la durée de cotisation à condition d'obtenir un « *partage des gains d'espérance de vie et d'une possibilité de choix renforcée des contreparties* »... — conditions tellement floues que cela donne carte blanche à la direction pour faire ce qu'elle veut.

En outre, les délégués se sont prononcés à 79 % en faveur de l'unification des régimes public et privé alors qu'un des objectifs du gouvernement est justement d'aligner (par le bas) le régime des fonctionnaires sur celui du privé.

Seul anicroche pour Chérèque : le congrès a voté à 56 % contre la référence à « *l'ajustement à la hausse ou à la baisse* » des effectifs

publics, ce qui revenait à accepter les suppressions de postes dans la fonction publique.

FO cherche à apparaître comme plus radicale, mais s'inscrit également dans le cadre des journées d'action dispersées

Force ouvrière a quitté l'intersyndicale en mettant en avant des désaccords sur les revendications et les actions à entreprendre. De façon correcte, FO dénonce le refus de l'intersyndicale de mobiliser pour le retrait du projet gouvernemental et a justifié son refus de participer aux journées du 27 mai et du 24 juin pour cette raison. FO a également dénoncé les journées saute-mouton, en leur opposant des « grèves carrées » (c'est-à-dire de 24 heures)... Au-delà des différences de vocabulaire, cela revient au même ! En outre, FO accepte le principe d'une augmentation de la CSG, c'est-à-dire que les travailleurs paient leur protection sociale en amputant leur salaire direct.

Mardi 15 juin, FO a réussi à mobiliser à Paris autant de monde que l'ensemble des autres syndicats le 27 mai à Paris : 23 000 selon la police et 70 000 selon FO. Toutefois, il s'agissait d'une montée nationale, où l'appareil de FO a mis le paquet pour faire monter ses militants en régions. Il n'en reste pas moins que FO a recueilli un écho certain auprès des travailleurs en mettant en avant des revendications claires. Dans le cortège, très dynamique et déterminé, on pouvait entendre les slogans suivants : « Grève générale jusqu'à satisfaction », « À bas le plan Chérèque-Sarko », « Contre les manifs saute moutons »...

À l'heure où nous écrivons, FO prépare son retour dans l'intersyndicale, et il est probable que, comme en 2009, la direction se mette d'accord avec les autres directions pour un plan de journées d'action dispersées en septembre.

Le Parti ouvrier indépendant couvre totalement la politique de la direction de FO

Le POI mène une campagne dynamique (attirant à ses réunions de nombreux travailleurs) autour de mots d'ordre juste (aucun recul !) bien que limités, tout en dénonçant le refus des organisations (celles de l'appel de Copernic) de mener campagne pour le retrait du projet gouvernemental. Toutefois, le POI s'aligne totalement sur la politique de la direction de FO, en refusant de critiquer clairement la tactique des journées d'action dispersées et de se battre pour l'auto-organisation des travailleurs afin d'imposer les conditions de la grève générale. En outre, fidèle à son sectarisme habituel, le POI refuse de mener le combat à l'intérieur des collectifs unitaires, d'y faire venir les travailleurs qu'il influence, pour imposer l'unité la plus large autour d'une plate-forme minimale. Le POI renonce ainsi à mener une politique offensive de front unique et fait donc le jeu des bureaucrates qui n'ont pas beaucoup de mal à garder la main sur les collectifs unitaires.

Par exemple, à Orsay, ils ont refusé de signer un tract unitaire correct qui se prononçait pour le retrait du projet de loi... sous prétexte que ce tract appelait à manifester le 24 juin et qu'un tel appel relevait des prérogatives syndicales ! En fait, ici encore, le POI s'aligne sur la direction de FO.

Regarder la réalité en face et comprendre pourquoi les journées d'action ne mobilisent pas davantage

Dans « Retraites : l'épreuve de force » (*Tout est à nous !*, hebdomadaire du NPA, 3 juin), Sandra Demarcq affirme que la journée du 27 mai a été « réussie » et que la grève a été « bien suivie ». C'est se voiler la face : les manifestations ont regroupé 395 000 personnes selon la police et 1 000 000 selon les organisateurs. C'est trois fois moins que le 19 mars 2009 (1 200 000 selon la police et 3 000 000 selon les organisateurs) et deux fois et demi moins que le 29 janvier 2009 (1 080 000 selon la police et 2 500 000 selon les

organisateurs). C'est à peine plus que le 23 mars dernier (380 000 selon la police et 800 000 selon les organisateurs), alors que le gouvernement a dévoilé depuis les grands axes de son projet de loi. En outre, les taux de grève sont particulièrement faibles, encore davantage que le 23 mars : selon les chiffres du gouvernement, 13,8 % de grévistes dans la fonction publique d'État (contre 18,9 % le 23 mars), 8,9 % dans la fonction publique territoriale (contre 11,1 % le 23 mars), 7,67 % dans la fonction publique hospitalière (contre 7,9 % le 23 mars). La mobilisation a donc été faible, surtout si on la met en rapport avec la gravité des attaques : réforme des retraites, baisse de 10 % sur trois des dépenses de fonctionnement et d'intervention de l'État, poursuite et accentuation des coupes des effectifs de la fonction publique, etc.

Jeudi 24 juin, les manifestations ont regroupé deux fois plus de monde que le 27 mai : près de 2 millions selon les organisateurs et 800 000 selon la police. Les taux de grève sont plus élevés que le 27 mai, mais ils restent faibles par rapport à 2009 ou 2003 : 18,71 % des agents de la fonction publique d'État (contre 57 % en 2003), 13 % de ceux de la fonction publique territoriale, et 12,5 % de la fonction publique hospitalière. On recense 29 % de grévistes à France Telecom et plus de 40 % à la SNCF.

Si les travailleurs ne se mobilisent pas plus massivement, c'est :

- d'une part parce qu'ils se rendent compte que ces journées d'action ne permettront pas d'arrêter les attaques du gouvernement. Ils en ont de plus en plus marre de perdre des journées de salaire pour rien (d'où le fait que de plus en plus de travailleurs prennent des RTT ou des journées de congé pour venir manifester... ce qui explique que le nombre de manifestants soit important, alors que le nombre de grévistes est bien plus faible qu'en 2003 et 2009). Ils en ont marre d'être pris pour des cons, sans toutefois entrevoir la moindre alternative. Ainsi, selon un sondage BVA publié le 10 juin, 58 % des personnes interrogées pensent

que l'action des syndicats n'aura pas d'impact. 20 % seulement pensent que les manifestations à répétition sont le moyen le plus efficace pour peser sur la réforme des retraites, alors qu'ils sont 67 % à penser que c'est la grève générale qui est le moyen le plus efficace ;

- mais c'est aussi parce que les reniements et les trahisons successives des directions syndicales entraînent une crise de la conscience de classe elle-même. Par habitude, beaucoup de travailleurs ne se sentent pas brimés par l'organisation bureaucratique parce qu'ils sont maintenus dans l'incapacité (théorique) de saisir pleinement la logique capitaliste qui les asservit. Quand les chefs syndicaux utilisent de plus en plus la novlangue du pouvoir, refusent non seulement de combattre mais simplement de désigner l'ennemi de classe (le capital), cela produit un dépitement dramatique de la culture et de la conscience de classe.

La tâche des révolutionnaires est de tout faire pour politiser le mécontentement et pour que le ras-le-bol ne se transforme pas (comme aujourd'hui) en désespérance et en repli sur soi : il faut « oser » offrir une alternative crédible à la stratégie des bureaucraties syndicales, ce qui nécessite de les affronter clairement et de s'en donner les moyens.

Se battre pour réunir les conditions de la grève générale implique de cesser de demander aux bureaucrates des journées d'action !

Dans la propagande du NPA, la grève générale est une incantation, une abstraction, et aucune politique concrète n'est esquissée pour nous y conduire. Dans les faits, la direction du NPA appelle mécaniquement à participer à toutes les journées d'action, comme si cela allait de soi et comme si cela pouvait suffire à enclencher une dynamique nous conduisant vers la grève générale. Pourtant, il ne suffit pas d'appeler les travailleurs à participer massivement aux journées d'action pour que cela culmine en grève

générale ! Au bout d'un moment, la répétition des journées d'action ne peut qu'épuiser et lasser les travailleurs et il arrive forcément une période où le mouvement décline. C'est ce qu'on observe systématiquement, en France en 2009 et en Grèce aujourd'hui, malgré l'ampleur des attaques.



Dans la manifestation du 24 juin à Paris
<http://www.phototheque.org>

À l'issue d'une journée d'action, nous ne devons en aucun cas quémander aux bureaucraties une autre journée d'action pas trop éloignée dans le temps... La question n'est pas de savoir si la prochaine journée d'action viendra dans un ou deux mois, mais de réunir les conditions pour rompre avec ce cadre des journées d'action qui mènent systématiquement les travailleurs dans le mur ou qui les désespèrent.

Or, dans les *Infos du CE du 7 avril*, après la journée d'action du 23 mars, la direction du NPA nous explique qu'« *il faudrait œuvrer dès maintenant à un maximum de mandatements syndicaux pour un appel à une journée interpro de grève avant la mi-mai* »... Est-ce en faisant pression sur les bureaucraties syndicales pour qu'elles appellent à une journée d'action début mai plutôt que fin mai (ce qu'elles ont fait) qu'on progressera sur la voie de la grève générale ? Certainement pas. C'est au contraire s'inscrire dans le cadre des bureaucraties syndicales, en essayant de le gauchir à la marge,

avec des journées d'action plus rapprochées. C'est se mettre à la remorque des bureaucraties syndicales, et refuser de mener la bataille publique contre elles devant les travailleurs. C'est se priver de la possibilité de faire progresser d'un iota la conscience des travailleurs.

Et quand la journée du 27 mai a été décidée par les bureaucraties syndicales, la direction du NPA (*Infos du CE du 7 mai*) a maintenu le même cap : « *Cette journée doit donc être une réelle réussite et nous devons tout faire pour que les équipes syndicales à la base, intermédiaires poussent les directions à ce que cela ne soit pas la dernière avant septembre.* » Se battre, une fois de plus, pour demander aux directions syndicales une nouvelle journée d'action avant septembre... « Grande victoire » : les directions syndicales ont appelé depuis à la nouvelle journée d'action du 24 juin, et elles ne l'ont pas fait sous la pression des masses, mais tout simplement parce que c'est leur politique : canaliser le mécontentement par des journées d'action, dont la fréquence est déterminée par l'ampleur de la mobilisation.

Ce que nous devons exiger des directions syndicales, ce n'est pas une journée d'action supplémentaire, mais qu'elles cessent immédiatement les concertations avec le gouvernement (*via* par exemple leur participation au COR et aux groupes de travail mis en place par le gouvernement), qu'elles définissent une plate-forme revendicative minimale qui refuse de négocier le moindre recul et qu'elles appellent, sur cette base, à la grève générale jusqu'à satisfaction des revendications. Bien entendu, il ne s'agit pas de se contenter de marteler ce que les directions syndicales devraient faire si elles voulaient défendre les intérêts des travailleurs. Nous devons, de façon indissociable, œuvrer patiemment à l'auto-organisation des travailleurs, qui seule permettra de faire sauter le verrou mis en place par les bureaucraties, et nous diriger vers la grève générale.

Lutte ouvrière : donneuse de leçons ... mais toujours aussi attentiste !

Lutte ouvrière appelle les travailleurs à « montrer leur force » le 24 juin, en croisant les doigts pour que cette journée serve de tremplin à des actions plus dures. « *Il faudra des grèves, des actions répétées et de plus en plus massives, assez puissantes pour affecter les profits des bourgeois* », a-t-il été dit lors du Cercle Léon Trotsky du 18 juin. Oui, mais concrètement, LO n'a strictement rien à proposer aux travailleurs, si ce n'est de participer une nouvelle fois à la journée d'action convoquée par les bureaucrates.

Ainsi, les grandes leçons d'orthodoxie données par LO au NPA (notamment lors du débat à la dernière fête de LO) ne se traduisent pas sur le terrain par une orientation différente. Le programme maximum est agité de temps à autre pour rassurer les militants, mais LO ne met, pas plus que le NPA, en avant sur la place publique un programme de transition, et ne prend aucune initiative pour influer sur le cours des événements.

Quelle politique devons nous défendre dans les collectifs unitaires ?

Tout d'abord, la direction du NPA n'aurait pas dû faire une telle publicité à l'appel ATTAC/Copernic et appeler à constituer des collectifs unitaires sur la base de cet appel. En effet, même s'il contient des éléments positifs (juste dénonciation de la logique des réformes du gouvernement), cet appel ne définit aucun objectif revendicatif et en appelle à une mobilisation citoyenne plutôt qu'à une mobilisation des travailleurs pour défendre leurs acquis. De façon ridicule, lors du meeting « unitaire » du 7 juin à Marseille, un représentant d'Attac s'est enflammé : « *C'est en faisant un grand débat, dans toute la société, que nous paralyserons l'appareil productif de ce pays* », confondant visiblement la grève générale et le grand débat citoyen. L'appel de Copernic ouvre « naturellement » la voie à la bataille pour un

référendum, relayée notamment par la direction de la CGT, Mélenchon ou le pathétique Piquet¹, qui lui aussi s'est enflammé lors de ce même meeting du 7 juin : « *Nous pouvons gagner le référendum qui permettra d'emporter cette bataille de civilisation.* » Mais c'est bien sûr ! D'ailleurs la mobilisation citoyenne contre la privatisation de La Poste a prouvé toute son efficacité... Surtout, ne changeons pas une méthode qui perd !

En bref, cet appel ne définit pas un cadre de front unique, à savoir un cadre où nous cherchons à imposer aux directions traîtres du mouvement ouvrier de mobiliser les travailleurs sur des revendications minimales. Aujourd'hui, nous devons clarifier notre politique dans ces collectifs : le NPA doit batailler pour que les collectifs adoptent les objectifs les plus ambitieux (abrogation des réformes Balladur et Fillon, et donc retour aux 37,5) et élargissent leur champ à la question des licenciements et des salaires directs. Cependant, il ne s'agit pas d'être sectaire et de refuser de signer des tracts qui ne reprendraient pas l'intégralité de nos mots d'ordre. Alors que le projet du gouvernement est connu, nous ne pouvons pas signer des tracts qui refuseraient le combat (au nom de l'unité sans condition avec les bureaucrates et les réformistes) pour le retrait pur et simple de l'ensemble de la réforme, c'est-à-dire le refus de tout nouveau recul.

Le front unique est une politique de combat et nous ne pouvons pas nous contenter de mettre en avant la « défense de la retraite à 60 ans ». La base minimale est non seulement le maintien de l'âge légal à 60 ans, mais aussi le refus de tout allongement de la durée de cotisation, le refus de tout recul sur le salaire de référence qui sert de base au calcul des pensions et le refus de toute augmentation des cotisations salariales. Il faut exiger

une hausse de notre salaire indirect ou socialisé, sans baisse du salaire direct, c'est-à-dire une hausse des cotisations patronales, pour satisfaire nos besoins.



Dans la manifestation du 24 juin à Paris
<http://www.phototheque.org>

Cette bataille doit être menée sur la place publique. Nous devons dénoncer la politique d'accompagnement des directions syndicales et du parti socialiste qui refusent de mettre en avant cette base minimale qui est pourtant la condition sine qua non d'un combat victorieux. Nous devons faire la démonstration que nous cherchons l'unité sur des bases minimales (et non l'intégralité de notre programme) et regrouper l'ensemble des organisations et des travailleurs qui veulent se battre sur ces revendications. Diffuser notre matériel NPA tout en diffusant du matériel insipide qui est un obstacle à la mobilisation des travailleurs pour la défense de leurs acquis, ne définit pas une politique cohérente.

Enfin, nous devons nous battre pour faire venir les travailleurs dans les collectifs, pour ne pas nous retrouver en tête à tête avec les chefs bureaucrates et réformistes qui n'ont, eux, aucun intérêt à faire venir les masses.

Face à l'obstacle des bureaucraties, se donner les moyens organisationnels de les affronter

Nous ne sommes pas des commentateurs : il ne suffit pas de parler de la grève générale ou de dénoncer la politique des bureaucraties syndicales. Ce n'est pas en appelant abstraitemment à la convergence des luttes que celle-ci pourra s'opérer. Il faut se donner les moyens de regrouper et d'organiser

¹ Ancien dirigeant de l'aile droite de la LCR, il a quitté le NPA pour fonder son petit groupe (« Gauche unitaire ») qui a pu négocier quelques postes d'élus en échange de son soutien sans faille aux dirigeants du PCF.

les travailleurs pour combattre la politique des directions syndicales, même si cela ne plaît pas à Thibault et ses compères.

Alors que les bureaucrates sont organisés, à l'intérieur des syndicats, pour défendre leur ligne de collaboration de classe et d'accompagnement des contre-réformes, les militants du NPA doivent aussi intervenir de façon organisée à l'intérieur des syndicats et disputer la direction aux bureaucrates. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Ainsi, par exemple, il existe seulement une liste Internet des militants du NPA syndiqués à la CGT, qui permet de faire circuler certaines informations, mais cela ne va pas plus loin, parce que la direction du NPA refuse de prendre les initiatives qui s'imposent pour se donner les moyens d'affronter la bureaucratie syndicale. Chacun combat donc dans son coin, ce qui ne peut que démoraliser et décourager les militants les plus combatifs, alors que le parti devrait justement leur permettre d'inscrire leur combat dans un cadre collectif.

Pourtant, le NPA a les forces et l'audience pour prendre des initiatives visant à regrouper l'ensemble des syndicalistes lutte de classe dans un courant intersyndical de combat. Rien n'est fait aujourd'hui, alors que la situation l'exige plus que jamais, et que de plus en plus de travailleurs cherchent les moyens du « tous ensemble », c'est-à-dire de la grève générale. Pire, suite à une rencontre avec la direction confédérale de la CGT, la direction du NPA a donné les gages que Thibault attendait : « *Le NPA a tenu à dire à la CGT que sa crainte de construction d'un courant NPA dans la CGT, était sans fondement* »¹ !

Des regroupements « lutte de classe » existent à l'intérieur des syndicats : le « Front syndical de classe » impulsé par le PRCF, « Continuer la CGT » impulsé par l'URCF, « Où va la CGT » impulsé par VP Partisan, Le Collectif CGT

lutte de classe impulsé notamment par des militants NPA (sans le soutien du parti) qui cherchent à fédérer et qui a mis en avant la candidature Delannoy lors du dernier congrès confédéral CGT. Aujourd'hui, force est d'admettre que ce sont principalement des petites organisations « marxistes léninistes » issues du PCF qui mènent principalement ce combat, avec toutes leurs limites². Alors que la candidature Delannoy a recueilli un large écho à l'intérieur de la CGT, la direction du NPA s'en est largement désintéressée. Il est temps aujourd'hui de rompre avec cette politique attentiste et de prendre des initiatives fortes pour organiser notre travail dans les syndicats.



Cortège des ouvriers de PSA-Aulnay le 24 juin
<http://www.phototheque.org>

Que devons nous faire pour réunir les conditions d'une mobilisation victorieuse ?

Face aux journées d'action convoquées par les bureaucrates, nous sommes pragmatiques : il serait opportuniste et suiviste de toujours y appeler ; il serait gauchiste de ne jamais y appeler. Tout dépend de l'analyse concrète que nous faisons de la situation :

• Soit les perspectives de mobilisation et de débordement du cadre des bureaucrates sont faibles, et dans ce cas il est contre-productif d'encourager les travailleurs à perdre une journée de salaire pour

rien. Ainsi, le 13 juin 2009, il aurait été faux de pousser les travailleurs à faire grève, alors qu'il n'y avait plus aucun espoir d'amplifier la mobilisation ;

• Soit il existe des possibilités de s'appuyer sur une forte mobilisation pour remettre en cause le cadre fixé par les bureaucrates, et dans ce cas il faut jeter ses forces pour contribuer au succès de la journée d'action en la concevant comme point de départ d'un véritable mouvement.

Le 24 juin, après l'annonce du contenu exact de la contre-réforme, qui a provoqué une prise de conscience et de la colère chez beaucoup de travailleurs, il était juste d'inciter les collègues à participer à la journée de grève et de manifestations. Même si les directions syndicales refusent quant à elles d'exiger le retrait du projet de loi et continuent à négocier, il fallait montrer au gouvernement que les travailleurs ne sont pas prêts à se laisser faire. Mais, au delà du 24 juin, nous devons centrer notre message sur la nécessité d'un plan de bataille pour début septembre, en rupture avec la tactique des journées d'action.

Partout, il faut inciter les militants NPA à se battre dans les syndicats pour interpeller les directions confédérales pour qu'elles appellent à la grève générale jusqu'au retrait en septembre, pour refuser de façon explicite qu'il y ait une succession de journées d'action et de « temps forts » en septembre. Aujourd'hui, il faut diffuser un message clair : nous ne voulons pas d'une ou même de deux nouvelles journées d'action en septembre, nous voulons un appel à la grève générale jusqu'au retrait de la contre-réforme. Il faut populariser, par exemple, l'appel de la CGT Goodyear au blocage reconductible de l'économie. Il faut tout faire pour que les travailleurs s'auto-organisent et prennent eux-mêmes en main la discussion sur les revendications comme sur les moyens d'action. Toute l'intervention du NPA doit être sur cet axe, dans les collectifs unitaires et sur les lieux de travail.

Gaston Lefranc

¹ Communiqué du NPA du 02/10/09 : <http://www.npa2009.org/content/communiqu%C3%A9-du-npa-rencontre-npa-cgt>

² Les militants PRCF de la FSU (qui forment une sensibilité au sein du courant majoritaire) ont par exemple refusé de mener un combat frontal contre la direction de la FSU.

Ce que la direction du NPA doit cesser de faire : cautionner les analyses et la politique des bureaucrates et des réformistes

Il faut arrêter de signer des textes inacceptables avec les bureaucrates où nous apportons notre caution « anticapitaliste » à leur politique contraire aux intérêts des travailleurs. Dans une tribune publiée dans *Le Monde* du 14 juin (« Réformes des retraites : l'autre solution ») et cosigné par Olivier Besancenot :

• On cautionne la participation des directions syndicales au Conseil d'orientation des retraites (COR). De façon incroyable, le texte oppose le document d'orientation du gouvernement (méchant) et les rapports du COR (gentils). Alors que c'est précisément le contraire qu'il faut expliquer : les rapports du COR ont eu pour unique fonction de préparer la réforme du gouvernement ;

• On signe un texte qui ne met en avant aucun objectif même minimal : ni revendications, ni exigence de retrait du projet gouvernemental. Rien. Les mêmes formules creuses que celles de l'Appel de Copernic, qui n'engagent à rien et que tout le monde peut partager...

• On n'explique pas que les cotisations sociales sont une partie de notre salaire (la partie socialisée) et qu'il faut en exiger l'augmentation (sans baisse du salaire direct) pour financer nos besoins. Le texte se prononce pour une « *application du taux de cotisation patronale aux dividendes* ». Cela est un non-sens. La cotisation sociale n'est pas une taxe sur les profits, c'est une partie de notre salaire, que le capitaliste doit nous payer en même temps que notre salaire direct. En fait, même si le texte parle de « cotisation », il bascule dans une logique de fiscalisation, où il s'agirait de faire contribuer tous les revenus : les dividendes (revenus du capital) et les salaires (revenus du travail). Cela va dans le sens des réformes gouvernementales depuis 20 ans qui visent à fiscaliser la Sécu. C'est ce que demande avec force le MEDEF.

• On reprend le couplet habituel des réformistes keynésiens qui nous font croire qu'une autre politique économique est possible dans le cadre du capitalisme et qu'elle nous permettrait de sortir de la crise : « *L'argument éculé de la perte de compétitivité est ici fallacieux, puisqu'il s'agirait de n'amputer que les dividendes nets reçus par les actionnaires et non les capacités d'investissement des entreprises, et parce que cela ne renchérirait pas les coûts de production.* » C'est un mensonge : évidemment qu'augmenter les cotisations patronales nuit à la compétitivité des entreprises ! C'est pourquoi la défense jusqu'au bout des intérêts des travailleurs est antagonique avec la survie du système. Les réformistes ont intérêt à propager ces mensonges, alors que les anticapitalistes (et *a fortiori* les révolutionnaires) se doivent de les dénoncer (et en tout cas de ne pas les reprendre à leur compte !).

Ce texte est donc une escroquerie monstrueuse, que le porte-parole de notre parti signe alors qu'il faudrait le combattre de A à Z. Tout se tient : le fond théorique keynésien et les solutions réformistes. C'est ce même fond qui constitue le principal obstacle au développement de la conscience de classe. Aucun compromis n'est possible avec cette orientation 100 % révisionniste (sur le plan théorique), 100 % réformiste (sur le plan politique).

G. L.

DOCUMENT

La CGT Goodyear demande un blocage des zones industrielles en France

à M. THIBAULT Bernard
Secrétaire général de la CGT

Camarade,

Nous t'écrivons pour la seconde fois concernant la position de la CGT face aux attaques dont les salariés sont victimes.

La CGT en intersyndicale a décidé d'appeler à une nouvelle journée d'action pour la défense des retraites à 60 ans le 24 juin 2010.

La CGT Goodyear demande à ce que le mouvement soit à la hauteur de l'enjeu et de l'attaque du MEDEF et du gouvernement, ras le bol des rassemblements tous les mois pour des marches dans les principales villes de France, une en Mars, une en Mai et une en Juin, en attendant le gouvernement lui avance à grands pas et ce ne sont pas des mouvements

pour la forme qui le feront reculer !!!

Nous demandons que le 24 juin soit une vrai journée d'action, nous proposons le blocage de toutes les zones industrielles de France avec un mouvement reconductible jusqu'au retrait du projet de loi, nous devons faire fort face au mépris de ceux qui détruisent des millions d'emplois et qui veulent mettre à contribution ceux qui sont victimes de ce génocide salarial.

Il y a une crise montée de toute pièce par ceux qui veulent nous donner des leçons, jamais les patrons et les actionnaires n'ont eu autant de fric, les salariés souffrent comme jamais, les plans anti-sociaux se multiplient des centaines d'entreprises ferment et délocalisent utilisant comme prétexte une crise qui sert ceux qui l'ont mis en place.

La CGT est un syndicat qui se dit au plus près des préoccupations des salariés, depuis des années les formes de luttes deviennent de plus en plus souples voir adaptées à la demande du gouvernement, pensez tu camarade que se sont des manifestations main dans la main dans les centres villes qui feront reculer la politique de la casse sociale ???

La CGT doit être le syndicat qui s'oppose vraiment et non qui fait semblant, ras le bol de perdre des journées de 8.00 heures pour faire des promenades de santé, l'attaque que nous subissons est violente nous devons réagir vite et fort !!!

Nous avons une impression de mouvements obligatoires pour laisser croire que nous faisons quelque chose, un par mois jusque juillet et après les congés le gouvernement aura fait

passer son projet !!!

Il faut donc agir vite et avec vigueur, nous voulons qu'un appel soit lancé pour le 24 Juin au blocage de toutes les zones industrielles de France ou même blocages des poumons économiques, depuis des années nous perdons nos acquis et ce ne sont pas de grands discours qui changeront la politique du MEDEF et du gouvernement.

À la vitesse actuelle et si les centrales confédérales se complaisent dans cette situation, le monde du travail va crever, la CGT doit être le syndicat qui enclenche le mouvement attendu par des millions de personnes, salariés, privés d'emplois, retraités, étudiants...

Nous sommes en attente d'un signal fort il est vital que nous réagissions sans semblant ou en se donnant bonne conscience, la CGT Goodyear n'est pas le seul syndicat à demander et revendiquer depuis des mois un appel à la grève générale en France, mais hélas rien ne vient sauf des appels sporadiques qui mobilisent peu et ne font aucun mal au système financier et à ceux qui nous méprisent.

La CGT doit revenir à ses bases, la filosité actuelle, le manque de conviction et surtout de combativité, laisse une porte grande ouverte à la dictature patronale et au mépris du gouvernement, nous devons les stopper, les salariés du privés et du public saignent chaque jour un peu

plus, nous devons nous unir pour être plus fort, la CGT nationale doit tout mettre en œuvre pour stopper la casse actuelle, faute de quoi elle sera coresponsable de l'avenir que nous dessinent les fossoyeurs qui nous gouvernent.

Le 24 juin 2010 nous ne ferons pas de grève de complaisance, nous voulons une action plus dure et plus réaliste des attaques que nous subissons, espérant être entendu et avoir une réponse favorable, nous t'envoyons nos salutations fraternelles.

3 juin 2009

Le bureau CGT Goodyear
Cf. <http://www.cgt-goodyear-nord.fr>

Grève très combative de plusieurs semaines à la poste du 92, répression patronale contre les militants, notamment du NPA

Plusieurs dizaines de postiers du 92 sont en grève depuis fin avril (soit depuis près de deux mois au moment où nous écrivons) contre les conséquences de la contre-réforme « Facteurs d'avenir ». Pendant les premières semaines, la grève a été majoritaire (60 à 80 %) sur les trois bureaux de Châtillon, puis Clamart, puis Asnières, et elle l'était encore mi-juin dans ce dernier cas. Elle a touché enfin des bureaux de Bois-Colombes et de La Défense.

Partie de Châtillon avec la seule revendication que la réorganisation du travail soit reportée de trois semaines, la grève a ainsi entraîné d'autres postiers amenant leurs revendications : refus des suppressions de tournées, qui reviennent à accroître chaque tournée ; refus de l'auto-replacement et de la flexibilité des tournées, qui met en cause le principe « un facteur, une tournée » ; exigence que les CDD soient transformés en CDI sur place ; refus des suppressions de postes et de la délocalisation (Bois-Colombes)...

C'est d'ailleurs dans ce contexte qu'a été rendu public le rapport du syndicat des médecins de prévention des agents de la poste, qui a fait grand bruit car il dénonce en termes extrêmement clairs les effets catastrophiques des restructurations de la poste sur les agents, selon un scénario similaire à celui de France

Telecom. Dénonçant les « réorganisations rapides et successives » et des « injonctions contradictoires », ces médecins écrivent notamment : « Les agents de distribution sont confrontés à des situations d'épuisement physique et psychique. Cela est lié aux nouvelles organisations de travail, dont la mise en place est très variable d'un établissement à un autre. » Ils vitupèrent aussi le silence de la direction de la poste face aux avertissements qu'ils lancent depuis plusieurs années.



Le cortège des postiers du 92 dans la rue le 24 juin
<http://www.phototheque.org>

Détermination des grévistes, refus de négocier et répression de la direction

Au début de la grève, pendant une dizaine de jours, la direction départementale de la poste (DOTC : direction opérationnelle territoriale et courrier) a refusé d'ouvrir des

négociations, espérant que la grève ne tiendrait pas. Mais les grévistes ont décidé d'occuper les locaux de la direction départementale le 10 mai à Nanterre, ce qui a forcé la direction à ouvrir des négociations, même si elle a tout fait ensuite pour les ralentir. De plus, les grévistes du 92 ont décidé, lors d'une AG, de réaliser la jonction avec les postiers d'un centre de tri parisien (Paris 8) qui était lui aussi en lutte à ce moment-là. Même si la grève parisienne a cessé peu après, cela a permis un début de convergence des luttes le 28 mai et, malgré l'opposition de la CGT et notamment des militants de LO, une action commune a eu lieu au siège de la direction nationale de la poste pour exiger l'ouverture de négociations au niveau global.

Mais la direction a préféré miser sur l'intimidation et la répression en interdisant l'accès des grévistes du 92 aux locaux, voire en fermant purement et simplement les bureaux, et en envoyant des vigiles, des maîtres-chiens et autres huissiers. Et surtout, elle a décidé d'engager des procédures judiciaires et disciplinaires contre une trentaine de grévistes du 92 (ainsi que contre le secrétaire de Sud-PTT Paris pour sa participation à l'action commune du 28 mai). D'une part, une partie des postiers qui ont occupé la direction départementale le 10 mai sont traînés devant le tribunal

correctionnel sous l'accusation de « séquestration »... alors qu'ils s'étaient contentés de s'asseoir dans les escaliers, sans empêcher la circulation des personnes ! D'autre part, ils se voient menacés au mieux de blâme, au pire de procédures de mises à pied pouvant conduire à la révocation (pour les fonctionnaires) ou au licenciement (pour les contractuels). Les cibles de la direction sont principalement les délégués syndicaux (essentiellement de SUD) et les postiers mandatés par leurs collègues pour négocier en leur nom, contre lesquels elle maintient pour le moment ses sanctions alors qu'elle les a retirées pour certains autres grévistes.

Une répression politique contre le NPA

Il s'agit ainsi de faire un exemple en tentant de briser une équipe militante combative pour dissuader les postiers de lutter. Cette équipe militante avait déjà permis que l'application de la contre-réforme « Facteurs d'avenir », qui s'est faite département par département et bureau par bureau, soit retardée dans de nombreux bureaux du 92, alors qu'elle est désormais en vigueur presque partout en France. Il y avait eu notamment une grève de 72 jours début 2009, qui avait mobilisé jusqu'à 200 postiers. Les militants du NPA jouent un rôle important dans cette équipe et dans la grève en cours et subissent de plein fouet la répression, y compris Olivier Besancenot.

Il s'agit donc d'une répression extrêmement grave, non seulement contre des grévistes et des syndicalistes, mais aussi contre des militants et dirigeants du NPA, accusés en tant que tels. La direction de la poste bénéficie pour cela des relais de l'UMP (dont le 92 est un fief), mais aussi de la CFDT, qui a osé diffuser (par l'intermédiaire de cadres de l'entreprise) un tract diffamatoire contre les camarades du NPA, accusés d'utiliser des méthodes de « *voyous* » ! Ce tract disait notamment que « *Besancenot a peut-être sa place dans les médias, mais le terrain social, c'est celui des organisations syndicales : il n'a rien à y faire, ni lui, ni ses méthodes !* ».

Solidarité avec les grévistes et notamment avec les camarades NPA !

Il est donc essentiel de soutenir massivement les postiers grévistes du 92 et les camarades du parti. Une caisse de grève a été mise en place et des fêtes de soutien organisées pour aider les grévistes, dont les paies de mai ont été largement amputées. Un comité de soutien départemental a été monté (FSU, CGT-Fapt, Solidaires, Sud-PTT, Sud-Education, CFTC, NPA, PCF, Fase, MJCF, Attac, GEM, PG, M'PEP). Une pétition de soutien des postiers du 92 a récolté près de 1000 signatures, et une autre circule dans la population et parmi les élus du département. Les maires de Clamart et Asnières ont proposé de jouer les médiateurs, mais la direction de la poste a refusé. La pétition est maintenant adressée aux responsables nationaux des organisations syndicales et politiques de gauche. Enfin, des rassemblements de soutien ont eu lieu au moment des premiers entretiens préalables aux révocations ou licenciements.

La direction nationale du NPA doit monter en première ligne

Il est de la responsabilité de la direction nationale du NPA d'être au premier rang du combat contre la répression, puisque celle-ci touche des membres du parti, dont son porte-parole national. Nous devons montrer aux travailleurs qui veulent nous rejoindre que, dans la lutte, nous sommes toujours solidaires de nos camarades : c'est non seulement un devoir, mais aussi une condition pour que les travailleurs aient confiance en nous. Or, si la fédération du 92 a su mobiliser une partie des militants en soutien aux postiers (quoique d'une manière trop fragmentaire et insuffisamment politisée), la direction nationale du parti a quant à elle tardé à apporter son soutien aux camarades : elle ne l'a pas fait pendant plusieurs semaines, ses représentants n'étaient pas présents aux rassemblements jusqu'à celui du 14 juin, l'information

n'a pas beaucoup circulé dans le parti et il a même fallu attendre début juin pour que *Tout est à nous* publie de vrais articles sur cette grève et sa répression !

À l'heure où nous écrivons, la grève continue même si elle est devenue minoritaire dans les bureaux où elle avait commencé. Elle reste majoritaire à Asnières alors même que les travailleurs aient obtenu le rétablissement de deux des quatre tournées supprimées, l'embauche en CDI de quatre postiers en CDD et le report de la réforme jusqu'à 2011. Mais les grévistes restent soudés face à la répression, exigeant la levée des sanctions.

Lors du rassemblement du 28 juin contre l'inculpation des grévistes devant la tribunal de Nanterre, ont pris la parole les syndicalistes postiers (SUD et CGT), mais aussi Annick Coupé pour Solidaires, Arlette Laguiller pour LO, Alain Krivine pour le NPA, Pascale Le Léouannic pour le PG et Xavier Mathieu au nom des travailleurs de Continental Clairoix licenciés en 2009. Le procès a été fixé à juin 2011.

Même s'il est trop tôt pour faire un bilan définitif de ses forces (détermination, solidité du groupe gréviste, radicalité, efforts considérables pour l'extension à d'autres bureaux...) et de ses faiblesses (absence de comité de grève qui aurait permis de mieux développer l'auto-organisation, retard dangereux dans l'interpellation des directions fédérales SUD et CGT comme dans le lancement de la campagne unitaire et de masse contre la répression...), cette grève est d'ores et déjà une lutte d'importance nationale. Sa victoire ou sa défaite sur la question décisive de la répression est un enjeu de premier plan pour la lutte de classe.

Ludovic Wolfgang

• Soutien financier :

Chèques à l'ordre de SUD Poste 92, à envoyer au 51, rue Jean-Bonal, 92 250 La Garenne Colombes, mention « Soutien grévistes 92 » au dos.

• Blog de soutien aux grévistes :

www.gennevilliers-asso.org/le_blog_des_postiers-d-asnieres

Mead emballages (Indre) : les dégâts du capitalisme

Sans attendre les avis des instances consultatives de l'entreprise, la direction de Mead Emballages a brutalement annoncé aux salariés la fermeture du site de Châteauroux le 2 juin 2010. Les salariés de cette entreprise en parfaite santé et hautement performante, qui fabrique des cartons d'emballages alimentaires (Kronenbourg, Heineken...), sont bradés sur l'autel du capitalisme pour engraisser un peu plus les actionnaires. Aussitôt après avoir annoncé cette nouvelle aux salariés, les représentants de la direction sont partis par une porte dérobée et se sont engouffrés dans une voiture pour quitter au plus vite Châteauroux... Cette lâcheté, préparée depuis longtemps, est inhérente au capitalisme. À Châteauroux, ce sont 254 salariés qui se retrouvent à la rue avec tous les drames humains que cela comporte.

Les salariés ont aussitôt décidé d'occuper l'entreprise afin que la direction honore les engagements du plan social qu'elle avait annoncé il y a quelques mois. Bien conscients que l'outil de travail est à eux, ils se reliaient 24h/24 afin d'empêcher

que celui-ci soit retiré de l'entreprise.

Depuis cette occupation, les belles âmes de la gauche bourgeoise du PS se sont rendus sur le site (avec la presse bien sûr !), alors qu'on ne les avait pas beaucoup vues lors de la grève dure qu'a connue cette entreprise l'an passé... Il est curieux de constater qu'aucun, de Sapin à Weber (député européen) en passant par Laignel, n'ait évoqué à aucun moment le système capitaliste comme responsable. Amnésie également sur les décrets d'application d'une loi contre les licenciements qui n'ont jamais été promulgués par le PS lorsqu'il était au pouvoir... Les salariés ont même reçu la visite de Jean-François Mayet, sénateur-maire UMP de Châteauroux, alors que le même déclarait il y a quelque temps que si la boîte fermait, «*ce serait de la faute des syndicalistes qui ne veulent rien entendre*» !

Le comité NPA I.N.D.RE (Internationaliste, Novateur, Démocratique, REvolutionnaire), basé à Argenton, a soutenu dès le début la colère et la détermination des salariés à occuper les lieux et à barricader les entrées : visites régulières, collage contre les

licenciements, communiqué de presse, article dans le journal du comité distribué sur les marchés, participation à la manif devant la Préfecture pendant l'entretien des « patrons voyous » avec le Préfet... Le combat des salariés est tout à leur honneur et ils ont par ce fait déjà gagné leur dignité contrairement aux patrons qui, eux, ne méritent aucun respect.

La direction vient de faire quelques minimes concessions sur le PSE, mais demande en échange aux salariés, par un odieux chantage, d'abandonner l'occupation de l'usine et de renoncer à toutes démarches judiciaires concernant le premier plan signé et non respecté.

Ce n'est que par la convergence des luttes et l'auto-organisation des travailleurs que nous pourrons avancer vers la destruction du capitalisme. Les syndicalistes de Rencast, autre usine de Châteauroux en lutte l'an passé, l'ont bien compris, eux qui après avoir sauvé leur entreprise et obtenu qu'aucun licenciement n'ait lieu, ont soutenu ceux de la Mead lors de la grève de 2009.

Correspondants

DOCUMENT

Nouvelle répression envers le syndicat CGT PHILIPS DREUX

Le syndicat CGT Philips Dreux tient à remercier tous les camarades qui ont apporté un soutien financier à la suite de notre appel à la solidarité. Mais dans cette affaire la situation évolue et nous tenons à vous informer qu'une saisie attribution d'un montant de 10 267,75 euros a été signifiée le 07 juin 2010 par le déposant suivant : SCP GAUDIN & DOIZY, huissiers de justice à DREUX CEDEX agissant pour le compte de SA PHILIPS France.

Cette saisie rend indisponible la totalité des avoirs au jour de réception sur le compte du syndicat CGT PHILIPS EGP DREUX. Le compte demeurera bloqué jusqu'à la main

levée de la saisie ou paiement au créancier.

Cette saisie a été demandée par un membre de la direction du site de Philips Dreux. L'huissier refuse tout dialogue avec le syndicat, même de mettre en place un échéancier. Aujourd'hui, cet huissier s'est présenté avec force de l'ordre et serrurier pour nous informer de la notification de la saisie, bien sûr, il a rebroussé chemin, mais dès lundi 14 juin 9h 00, il se représentera à la porte de notre local syndical pour nous notifier.

Aujourd'hui, nous sommes loin d'avoir récolté ce montant. Mais nous appelons tous les camarades à soutenir notre lutte par toutes les

actions possibles (...).

Il est sûr, que si nous récoltons cette somme, nous organiserons une grande manifestation à Dreux afin que le cortège de classe ouvrière fasse entendre sa colère face au grand capital.

**Pour vos dons, veuillez les envoyer chez Manuel Georget
10 rue des Primevères 28000 Chartres
À l'ordre du Syndicat CGT
PHILIPS EGP DREUX**

<http://p-dreux.over-blog.com/>

Le management de la qualité totale : un projet totalitaire de réduction du cerveau de l'être humain à une simple « ressource » au service du capital

La « monstruosité anodine » du management de la qualité totale

Le « nouveau management » dit de la « qualité totale », introduit au Japon dans les années 1960 comme une composante du « toyotisme », inaugure une nouvelle étape dans l'histoire de « l'art » capitaliste qui consiste à maximiser l'exploitation et à minimiser les résistances. Alors que l'insubordination ouvrière constituait dans les années 1970 un réel souci pour les capitalistes, le « nouveau management » arrivait à point pour permettre la reproduction des rapports capitalistes dans des conditions plus apaisées.

Dès le milieu des années 1980, les constructeurs automobiles français d'abord, et le reste de l'industrie par la suite, ont commencé à introduire dans leurs usines les principales composantes de ce système : la production en flux tendu, le travail en équipe, la qualité totale, l'organisation en juste-à-temps, etc. Alors que le taylorisme codifiait les gestes des travailleurs et les soumettait au rythme de la machine, le toyotisme vise à coloniser les cerveaux pour tuer à la racine toute velléité de résistance. Il s'agit de fixer (ou mieux : de faire en sorte que les travailleurs se fixent eux-mêmes) des objectifs de plus en plus ambitieux tout en octroyant une marge d'autonomie aux travailleurs pour qu'ils les atteignent, avec un management moins bêtement autoritaire... du moins pour les travailleurs qui « jouent le jeu ».

L'enjeu central est donc de mobiliser l'esprit des travailleurs pour les transformer en capitaux humains mettant toutes leurs ressources disponibles (au travail mais aussi si possible en dehors) au service de la valorisation du capital. La réussite de ce système « dépend

de façon déterminante de l'implication de la main-d'œuvre dans la réduction des coûts»¹. Autrement dit, à la possibilité de pousser les travailleurs à œuvrer patiemment et « volontairement » à la destruction de leur propre humanité et à celle de leurs collègues. Tout l'art du management est d'instiller la barbarie au cœur des relations de travail, sans que les travailleurs puissent prendre conscience de l'origine de leur souffrance et s'organiser collectivement pour y faire face.



[http://www.ulcgroisy.fr/IMG/jpg/souffrance
-au-travail3.jpg](http://www.ulcgroisy.fr/IMG/jpg/souffrance-au-travail3.jpg)

S'appuyer sur la pression des « clients » ou des « collègues » pour transformer les comportements et faire adhérer les travailleurs aux objectifs du capital

Pour obtenir l'implication des travailleurs, le capital se cache derrière une logique de concurrence présentée comme « naturelle ». Il s'agit de mettre en concurrence, de façon continue, les salariés entre

¹ « Travailler chez Toyota : de l'emploi à vie à la course à la survie », Revue de l'IRES, n° 62, 2009.

eux. Chaque service (collectif de travail) étant mis en compétition avec les autres sur la base de ses performances productives, les salariés sont soumis à la pression qui provient de l'intérieur du groupe, de la part de leurs propres collègues. Chacun est poussé à travailler toujours plus pour ne pas pénaliser l'ensemble du groupe et pour ne pas être mis à l'index. L'adversaire n'est plus le patron mais le collègue qui n'arrive pas à suivre le rythme.

En outre, il s'agit de passer d'une logique de la qualification (qui protège, dans une certaine mesure, le salarié de l'arbitraire patronal) à une logique de l'employabilité où le salarié doit constamment se remettre en cause et se former pour simplement continuer à avoir sa place dans l'entreprise.

Enfin, l'impératif absolu de satisfaire à tout prix le client (c'est-à-dire, la plupart du temps, un autre travailleur) est le moyen pour le patronat de légitimer la dégradation des conditions de travail et, dans la fonction publique, de transformer radicalement la nature du bien ou du service qui est produit.

Après France Telecom, une nouvelle preuve des dégâts dramatiques du management de la qualité totale : l'exemple de La Poste

Le syndicat professionnel des médecins de La Poste a adressé au président du groupe, Jean-Claude Bailly, un courrier² dans lequel il s'alarme d'une forte « dégradation de la vie au travail » dans la société, suicides à la clé. « Les agents de

² Le rapport de la médecine du travail à la poste est consultable sur : http://www.letelegramme.com/complements/2010/06/03/943190_letrrec_orrige.pdf

distribution sont confrontés à des situations d'épuisement physique et psychique», «les accidents du travail et les maladies professionnelles sont en très forte augmentation» relèvent les médecins du travail, en soulignant que «cela est lié aux nouvelles organisations du travail». Ils tirent une nouvelle fois la sonnette d'alarme en exigeant «des actions concrètes pour enrayer ce qui pourrait vite devenir un processus morbide connu aujourd'hui par d'autres entreprises» (comme à France Telecom). Ils font face à l'autisme de la direction: «Nous avons loyalement alerté nos directions et notre filière de cette situation alarmante et sommes déçus par le peu de considération apportée, voire, plus grave, par le déni manifeste.» Un syndicaliste de SUD résume les choses crûment: «Le but, c'est de casser toute résistance, de rendre les gens serviles. Qu'ils se raccrochent à la première bouée qu'on leur tend et qu'ils acceptent n'importe quoi.»¹

La responsabilité écrasante de la bureaucratie syndicale et la nécessité de s'organiser collectivement pour bloquer la mise en place du management de la qualité totale

Dans la plupart des entreprises, les réorganisations des conditions de travail sont passées sans que les syndicats cherchent à organiser ou même à simplement alerter les travailleurs. Enfermés dans une routine syndicale qui laisse tout le pouvoir au patronat d'organiser à sa guise le procès de travail, les syndicats tendent à réagir seulement quand les conséquences dramatiques se manifestent au grand jour.

¹ <http://www.letelegramme.com/ig/generales/france-monde/france/la-poste-sud-ptt-a-force-de-tirer-sur-l-elastique-il-finit-par-lacher-02-06-2010-941887.php>

Il est essentiel de se battre à l'intérieur des syndicats pour qu'ils organisent la résistance face à la dégradation des conditions de travail. Cela pose directement la question du contrôle des travailleur sur l'organisation de la production, à l'opposé d'une logique de cogestion qui accompagne et légitime les stratégies patronales. Parvenir à bloquer tel ou tel dispositif de contrôle ou de flicage, aussi minime en apparence soit-il, est une immense victoire qui fait prendre conscience aux travailleurs de leur force, quand ils parviennent à ne pas se laisser atomiser par le patronat. Cela pose aussi la question, à une échelle au départ réduite, de qui doit décider dans l'entreprise, et cela permet aussi de poser la question centrale de qui doit diriger à l'échelle de la société. C'est la tâche des révolutionnaires de faire le lien entre les résistances quotidiennes à la barbarie capitaliste, et la perspective du gouvernement des travailleurs. Et de convaincre sur la nécessité de s'organiser en conséquence, sur le lieu de travail, et au sein d'un parti qui se bat ouvertement pour la perspective du pouvoir des travailleurs à tous les niveaux.

L'exemple de l'INSEE : quand le management de la qualité totale débarque dans les administrations...

Depuis plusieurs mois, la direction de l'INSEE prépare son projet de moyen terme pour les cinq ans qui viennent. Depuis plusieurs mois, la direction de l'INSEE ne cache pas sa volonté de copier le type de management mis en place à La Poste ou à EDF. Depuis plusieurs mois, la direction de l'INSEE ose affirmer que les personnels de ces établissements sont «satisfait» des changements... et depuis plusieurs mois, les directions syndicales ne prennent pas la véritable mesure de cette menace: ils jugent la démarche qualité totale comme un simple hochet que la direction brandit bêtement sans réfléchir. Leur analyse est que la direction n'a pas vraiment de plan et qu'elle applique ainsi le management de la qualité totale par suivisme. C'est la raison pour laquelle aucune analyse sérieuse, aucune campagne de mobilisation contre cette offensive n'ont été faites.

Pourtant, des militants CGT bataillent pour qu'enfin le combat soit lancé et commencent à marquer quelques points. Le texte ci-dessous (légèrement remanié), distribué au sein de l'INSEE, présente une analyse précise du projet de la direction de l'INSEE. Si nous le publions, c'est parce que le processus en cours à l'INSEE a valeur d'illustration de ce qui se passe aujourd'hui dans la fonction publique en général. Et partout, la question est posée de décortiquer la stratégie de nos adversaires de classe, de convaincre les camarades de s'organiser de manière autonome et de construire une riposte de classe.

François Jeaume



http://www.bakchich.info/IMG/jpg_Suicide-a-France-Telecom.jpg

Vers la transformation radicale de l'INSEE : Le management de la « qualité totale » ou comment contraindre les agents à fournir un travail maximal

L'avenir « industriel » de la statistique publique : rendement maximal et logique de marché

L'Ambition 2015 de la direction : faire de l'INSEE une véritable entreprise...

Le cœur du projet de Moyen Terme de la direction de l'INSEE - « *INSEE Ambition 2015* » - est la recherche du rendement maximum et le moyen pour l'atteindre est le management de la qualité totale. C'est l'objet de la mission *Renforcer la démarche qualité à l'INSEE*. Aidé par le cabinet privé Bernard Julhiet (évidemment grassement payé pour prodiguer ses conseils), la direction annonce clairement la couleur : son ambition est de « consolider la performance “industrielle” et économique de l'INSEE » par la mise en place progressive d'« une discipline collective de processus ». Cette dernière est en effet nécessaire à l'industrialisation, donc aux gains en fiabilité et efficience ». Cette « discipline collective de processus » est connue dans le monde de l'industrie sous le terme de « management par le stress » ou encore « management de la qualité totale ».

... au service des intérêts des plus gros « Clients »

Dans ce même document, il est préconisé de « centrer plus étroitement le système de décision et de planification sur “la voix de l'utilisateur” ». Pour ce faire, l'INSEE doit tout d'abord se lancer dans l'« identification des utilisateurs-clés (clients au sens qualité) ». Et histoire d'être bien sûr de servir le plus efficacement possible les intérêts de ses gros « clients/utilisateurs », l'Institut devra « prioriser l'offre » vers les « segments-clés » (gros clients), offre qu'il faudra adapter en fonction des désirs de ces derniers via la « [mise] en place [d']une mesure

barométrique de satisfaction propre à chaque segment-clé ».

Pour que le basculement vers la logique de l'économie de marché soit complet, le rapport recommande de s'engager dans le « développement du recours à des financements externes »... et les coupes budgétaires de la RGPP arrivent à point nommé pour faire passer une telle décision pour une nécessité !

Une Révolution culturelle...

Le choix des termes « offre », « clients », « segments-clés » et « industrielle » n'a rien d'anodin : si l'usager devient « client » (et *a fortiori* « segment-clé ») c'est alors lui qui définit ce qui doit être produit et l'Institut devient donc un « fournisseur » au service des intérêts particuliers du client. C'est d'ailleurs ce que vise explicitement le rapport : « *[S]ous l'angle du chantier utilisateurs, l'un des attraits serait de faire entrer un client “réel” au cœur du dispositif de définition de l'offre.* »

La direction de l'INSEE cherche ainsi délibérément à *faire basculer l'institut d'une logique de service public rendu à des usagers vers une logique de service marchand rendu à des clients rentables*. C'est là le fameux « changement culturel au sein de l'Institut » que la directeur de l'INSEE, M. Cotis, appelait de ses vœux dans un communiqué de février 2009.

... et un grand bond en avant

Le rapport explique qu'il faut forcer l'INSEE (c'est-à-dire, concrètement, les agents qui produisent des statistiques et les commentent) à la « nécessité d'agir en permanence pour faire face aux nouvelles contraintes » et à l'« impératif d'adaptation continue de l'organisation ». Les agents devront s'adapter « en continu » aux « contraintes » dictées par les gros « clients » à qui ils devront fournir des « produits » d'une « qualité totale » : c'est la définition

même de la démarche de qualité totale. Ce nouveau type d'organisation militaire du travail des agents permettra ainsi à la direction de l'INSEE d'atteindre ses objectifs « industriels et économiques », à savoir : « gains de productivité de l'ordre de 2 % par an en termes réels, taux de non-conformités (« irrégularité ») en production passant de 19,3 % à 7,1 % sur 5 ans ».

L'orientation client : un « levier fondamental » pour la mise en place de la qualité totale

Le rapport de la direction sur la qualité totale le rappelle et y insiste lourdement : le basculement vers une logique « Clients » constitue le « levier le plus fondamental d'une démarche qualité structurée ». C'est là en effet un moyen très pratique pour mettre une pression accrue sur l'ensemble des agents de l'INSEE, tout en dédouanant la direction de l'INSEE qui ne serait que le porte parole des intérêts des « clients ». Si l'« orientation clients » est si « fondamentale » c'est précisément parce qu'une fois largement acceptée, cela va conduire à faire basculer l'INSEE vers une gestion d'« une rigueur de type industriel » et ainsi permettre à la direction de s'engager dans l'« industrialisation et [le] pilotage des outils méthodologiques et des processus-clé de production et de management ».

Soumettre les agents à la pression extérieure du marché...

Pour soumettre les agents de l'INSEE à la pression extérieure du marché afin de les obliger à intensifier leur travail, le rapport préconise :

- la « mise en place progressive d'une gestion par processus orienté clients sur l'ensemble des activités de production » ;
- le « développement du recours à des financements externes » ;

- la « mise en place des interfaces de service avec les clients payants » ;
- et de « centrer plus étroitement le système de décision et de planification sur “la voix de l’utilisateur” ».

S'appuyer sur l'utilisateur, ou plutôt le « client », pour contraindre les agents à travailler plus, voilà un procédé classique et malin pour mieux faire passer l'intensification du travail. Refuser de travailler toujours plus, ce serait non pas s'opposer à sa hiérarchie (et à ses intérêts), mais mépriser le client, notre semblable ...

... et à la pression d'un « marché » interne

Cette logique « client » doit également s'appliquer en interne : « Chaque projet de production pourrait s'insérer dans une contractualisation interne entre les unités concernées, prenant en compte les moyens nécessaires et les délais ». Des unités « fournisseurs » auront donc pour tâche de « livrer » un « produit » à des « unités » « client » qui pourront exiger par contrat des « délais » les plus courts possibles et une « qualité » la plus totale possible. Il s'agit bien évidemment d'instituer une pression à l'intérieur de tous les services (ou « unité de production » en novlangue) pour forcer les services « fournisseurs » (c'est-à-dire concrètement les agents qui y travaillent) à augmenter sans cesse leur productivité en intensifiant le travail : c'est le but même du management par la qualité totale.

Le dressage des agents par le management de la qualité totale : renforcer les pouvoirs de la hiérarchie, pour mieux soumettre les agents

Pour atteindre ses objectifs de rendement maximum, la direction de l'INSEE est déterminée à mettre en place le management de la qualité totale. Ce management est ainsi caractérisé par un effort permanent de réduction des temps et des coûts. Cette chasse aux temps morts dans l'exécution du travail par les agents vise à éliminer tout ce qui n'est pas *strictement nécessaire à la production*, tous les « à côté » du travail qui permettent de le rendre supportable. Une telle démarche constitue un redoutable outil de

dressage des travailleurs pour les contraindre à intensifier toujours plus leur travail, avec des exigences de « qualité » toujours plus grandes et des moyens toujours plus restreints (aussi bien en terme d'effectifs que de temps). On touche là du doigt le « cœur de métier » des patrons de l'INSEE : maximiser le surtravail des agents pour remplir les objectifs de la classe dominante (en supprimant au passage le travail « inutile » car pas immédiatement rentable).

Nous allons maintenant passer en revue la Sainte Trinité de la qualité totale, à savoir :

• **doter la direction d'instances décisionnelles renforcées** (chargées de piloter le management de la qualité totale) ;

• **renforcer le pouvoir de la hiérarchie** inférieure et intermédiaire (chargée d'appliquer le management de la qualité totale) ;

• pour *in fine discipliner au maximum les agents* (soumis à la pression du management de la qualité totale)

Renforcement des instances directionnelles et dépossession des agents

La qualité totale : ses comités de pilotage et son gardien suprême

La direction de l'INSEE indique que « la “comitologie”, adaptation au monde statistique du “teamworking” célèbre dans les démarches qualité, serait systématisée ». Le principe du « teamworking » dans l'industrie est le suivant : les managers y examinent la façon de faire progresser le rendement du travail des agents, d'accroître la quantité de leur production et d'en augmenter l'exigence d'une qualité toujours meilleure (qualité totale). La direction veut ainsi multiplier les comités – « comité des programmes », « comité des processus », « comité des ressources humaines » –, avec au sommet une « unité qualité centrale », composée de « quelques experts de haut niveau », et chargée notamment de « faciliter l'orientation clients et demande ». Elle veillera pour cela à « garantir la dynamique du changement par le management de la qualité ».

Créer une direction méthodologie toute puissante et aux ordres

Pour les patrons de l'INSEE, la création d'une direction de la méthodologie est cruciale car « une organisation centralisée de la méthodologie émerge... comme un puissant levier d'amélioration continue de la production et dans la mise en œuvre de nouvelles méthodes et de nouveaux produits. (...) [C]ette fonction concentre en effet ses efforts sur la maîtrise des productions et des délais ». La direction de l'INSEE décrit l'actuelle « tendance lourde à l'autonomie ou à la dispersion des méthodes et des pratiques propres à l'activité statistique » comme une « situation dommageable », un véritable frein à l'implémentation de la qualité totale. Au nom du postulat selon lequel les méthodes sont neutres et qu'il est plus rentable d'avoir des super experts chargés de mettre en place des méthodes que les agents n'ont plus qu'à utiliser, on appauvrirait considérablement le travail des agents et on uniformiseraient les travaux de l'INSEE. L'INSEE fournirait des travaux standards, qui se ressembleraient tous. Les agents ne pourraient plus prendre le temps de « sortir des clous » : il faudrait fournir un maximum de « résultats » (publications, etc.) utilisant les méthodes labellisées par les super experts.

C'est pourquoi le rapport préconise « la concentration des ressources méthodologiques [qui] contribuerait à apporter une partie de réponse à ces problèmes » et précise : « [C]e regroupement contribuera à l'optimisation des méthodes de production et la mise en place d'une gestion analytique des temps et des coûts »... bref un outil au service du management de la qualité totale.

Renforcement des pouvoirs de l'encadrement

Formations au management de la qualité totale

La direction a déjà annoncé son intention de renforcer et de professionnaliser le nouveau type de management ; pour y parvenir, le rapport sur la qualité préconise le « renforcement des programmes de formation au leadership » qui devront faire appel à des pros du management par la qualité (le tout pour un « montant externalisé d'environ 500 000 euros, à répartir sur 3 à 5 ans », précise le rapport).

Renforcement des outils de management

Le renforcement du pouvoir de la hiérarchie passe également par le rôle de plus en plus central de l'entretien individuel d'évaluation. Celui-ci doit devenir un véritable outil de management de la qualité totale : fixation d'objectifs avec obligation de résultats, optimisation du rendement de chaque agent, individualisation des « mérites » avec en ligne de mire la généralisation du salaire au mérite, l'obligation de formation pour augmenter la productivité (et la diminution du temps des formations dont l'effet sur la productivité sur le poste ne serait pas évident). Ce pouvoir de l'encadrement, sommé d'appliquer le management de la qualité totale, permettra de discipliner les agents au maximum pour en tirer le meilleur rendement.

Discipliner les agents pour en tirer le maximum

La direction, comme tout patron, a pour rôle de forcer les agents à mobiliser l'ensemble de leurs ressources (physiques et intellectuelles) pour augmenter perpétuellement leur productivité. Pour faciliter l'accomplissement de cette tâche « moderne » par des agents trop souvent enclins à travailler pour vivre plutôt qu'à vivre pour travailler (feignasses!), le moyen terme *Ambition 2015* se propose de leur cheviller au corps l'amour du travail sans temps mort.

Concrètement, la direction leur offre généreusement :

• **remise en cause permanente de leurs compétences ;**

• **individualisation accrue** (travail, carrière, rémunération) ;

• **flexibilisation maxi-male** ;

• et **gestion à flux tendu** de leurs tâches (par la réduction des effectifs et le contrôle systématique de leur travail).

Remise en cause permanente des compétences pour obliger les agents à entretenir leur « capital humain »

Le document de synthèse du moyen terme *Ambition 2015* prône la mise en place d'un système de « gestion active des compétences », en réaction aux « enquêtes de

satisfaction » menées auprès des clients. Ou comment utiliser les usagers pour mettre la pression sur les agents, la formation devenant une obligation pour rester compétitif. L'« amélioration continue des compétences » devient un impératif catégorique. Si la qualité n'est pas « totale », la faute en incombe à l'agent qui doit mettre à jour ses compétences. C'est l'objet du volet « Ressources Humaines » du moyen terme : les agents se verront sommés de faire des formations pour se remettre dans le droit chemin des exigences tracées par la démarche de qualité totale (formations pour optimiser son travail, gérer son stress, prévenir les conflits entre collègues, être plus « participatif »...bref être un véritable acteur de l'amélioration continue de la productivité).

Individualisation des agents : diviser pour mieux pressurer

La direction dispose déjà d'un outil privilégié qu'elle se propose maintenant d'utiliser au maximum pour engager un processus de dressage des agents (et ainsi les rendre les plus corvéables possibles) : **l'entretien individuel d'évaluation**. Cet outil est directement inspiré des pratiques de qualité totale issue de l'industrie automobile et dont le modèle de référence est Toyota¹. Trois avantages à cela :

Tout d'abord, la direction peut « évaluer la valeur professionnelle et humaine » des agents pour les obliger à devenir plus rentables en les contraignant à ajuster régulièrement leurs compétences aux besoins productifs de la direction.

D'autre part, l'entretien individuel permet de forcer les agents à augmenter régulièrement leur charge de travail et leur rendement. C'est en effet à l'occasion de ce moment d'isolement privilégié que le manager (dit « de proximité ») impose à chaque agent ses objectifs individuels de performance, conformément aux objectifs généraux

qui lui auront été fixés par la hiérarchie supérieure.

Enfin, par ce biais, la direction dispose d'un moyen pour « la mise en place d'une certaine part variable dans les rémunérations ». Il suffira de fusionner l'entretien individuel d'évaluation (qui sanctionne les résultats des objectifs fixés pour l'année écoulée) avec la notation (qui est sensée « valoriser » le travail fourni par l'agent) ; puis instaurer (au nom d'une reconnaissance plus « juste » du travail fourni par l'agent) un système de rémunération dont une partie sera liée à l'atteinte ou non desdits objectifs...

Ceci permettrait à la direction de l'INSEE de se doter du même privilège que les autres patrons : celle de déterminer une partie significative de la rémunération de ses salariés en fonction de leur soumission.

« Réexaminer progressivement toutes les procédures de gestion du DRH, en utilisant notamment une démarche de qualité totale »

L'outil « entretien individuel d'évaluation » ne sert pas seulement à intensifier le travail. Il est également un outil précieux à la disposition de la direction pour mettre en place une gestion optimale de ses « ressources » humaines. D'un point de vue « qualité totale », cet outil possède en effet l'énorme avantage de collecter toutes les données essentielles se rapportant à un agent vu comme simple « ressource » humaine (comportement, postes occupés, objectifs atteints, compétences mobilisables, ambitions, motivation, etc). Une fois centralisée, classée et ordonnée par critères, notamment via « un outil de gestion qui garde la mémoire des parcours effectués » (comme l'écrivit la direction de l'INSEE), cette manne peut permettre à la direction de rendre des profils comparables et de décider (par exemple, parmi les agents qui demandent un poste donné) des candidats les plus utiles à la direction sur tel ou tel poste. C'est une résurgence du bon vieux livret ouvrier mis en place par Napoléon... ou comment le nouveau management remet au goût du jour le pire du capitalisme du 19^e siècle. La direction pourra ainsi disposer d'un outil « rationnel » pour gérer ses « ressources » (humaines) avec un rendement maximum. C'est ce que la direction appelle : « Réexaminer progressive-

¹ Il est intéressant de noter que la Direction Générale de la Modernisation de l'État (DGME) fait directement référence aux méthodes de management de Toyota (méthodes dites LEAN) qu'elle compte appliquer à l'administration : « *Dans le cadre de la RGPP, nous voulons donc changer de vitesse, diffuser les méthodes LEAN à grande échelle* » (M. Migeon, directeur général de la DGME, cf. <http://www.modernisation.gouv.fr>)

ment toutes les procédures de gestion du DRH, en utilisant notamment une démarche de qualité totale.»

**Gérer à flux tendu :
réduction drastique des effectifs
et contrôle systématique des temps**

La direction de l'INSEE se propose de contribuer de manière décisive à la mise en place concrète de la démarche de qualité totale : par la réduction drastique des effectifs et par le flicage du temps passé par chaque agent pour effectuer son travail. Dans son plan d'action 2010-2015, elle se donne en effet pour tâche de « définir pour chaque unité des cibles d'effectifs (A, B, C) à moyen terme (3 à 5 ans). Une enveloppe initiale d'effectifs sera définie pour chaque unité, ainsi qu'une cible à atteindre (...). Cela passe par une contractualisation d'objectifs des directeurs sur leurs activités et leurs ressources pour les 3 ans à venir, en fonction de l'évolution de la demande prévisible qui s'adresse à eux (...). » Évidemment l'objectif sera de compresser le plus possible les effectifs pour obtenir un rendement maximum (logique de la RGPP) et d'ajuster régulièrement les « ressources » en fonction des « exigences » du marché (logique de la qualité totale).

La direction de l'INSEE note cependant qu'une contrainte aussi draconienne sur les effectifs (qui oblige tous les services à travailler à flux tendu) empêcherait tout service donné d'avoir ses propres moyens pour faire face aux imprévus. Consciente de ce risque, elle nous donne l'antidote : « Pour gérer les imprévus (tant de la demande externe que des personnes), il faut envisager un système assurantiel, constitué par exemple d'une ressource mobilisable facilement (secrétaires, ingénieur-projet...) ». Le cynisme de la direction est sans limite : après avoir dégradé les conditions de travail des agents d'une manière telle qu'ils seront en incapacité de gérer les imprévus (intensification massive du travail), la direction en profite pour flexibiliser et intensifier encore plus le travail des agents non-statisticiens comme les secrétaires (réquisitionnables à tout moment pour prendre en charge la gestion des imprévus).

Encore mieux : la direction envisage ici de s'engager dans la logique du recours au travail

temporaire (qui constitue le « cœur de métier » des agences d'intérim dont la « raison » d'être est exactement de fournir aux entreprises un tel « système assurantiel »).

Dans ce même plan d'action, la direction de l'INSEE insiste sur le second moyen d'augmenter la productivité : la mesure précise des temps pour contraindre chaque agent à intensifier le travail. Depuis quelques années la direction a déjà testé puis mis en place, dans certains services régionaux, un logiciel (SOFT) de suivi des temps. Elle se propose maintenant de généraliser et de renforcer l'utilisation de ce logiciel : tous les agents de l'INSEE seront désormais sommés de déclarer le temps qu'ils ont passé pour effectuer telles ou telles tâches (via l'application SOFT).

Allons-nous accepter la réduction drastique des effectifs et la mise en place du management de la qualité totale ?

Dans un contexte européen où la priorité des gouvernement est de faire payer la crise aux travailleurs...

Le rapport *Renforcer la démarche qualité à l'INSEE* a été écrit avant l'aggravation spectaculaire de la crise des dettes publiques dans la zone euro. Depuis, les différents gouvernements ont mis à l'ordre du jour des plans d'austérité d'une violence inégalée depuis l'après guerre. En Grèce, le gouvernement a supprimé deux mois de salaire aux fonctionnaires. En Espagne, Zapatero a décidé dans l'urgence de baisser de 5% les salaires des fonctionnaires dès le mois de juin. Partout, des réformes attaquant nos retraites se préparent. En France, Fillon a annoncé la baisse de 10 % des dépenses de fonctionnement et d'intervention en trois ans. Mais ce n'est rien comparé à ce qui se prépare pour les mois et les années à venir... Dans un tel contexte, nous pouvons être certains que les attaques vont être d'une brutalité sans précédent pour imposer un grand bond en arrière, pour sauver leur système, leurs banques, et leurs profits.

Fondamentalement, pour baisser les dépenses publiques, le gouvernement dispose de deux leviers :

- baisser drastiquement les effectifs ;

- imposer de nouvelles conditions de travail, visant à faire travailler le plus possible les fonctionnaires.

Tout cela peut nous sembler relativement abstrait aujourd'hui. Nous pouvons nous sentir relativement protégés. Pourtant, il n'y a qu'à voir la brutalité de la dégradation des conditions de travail à *France Telecom*, en quelques années, pour bien comprendre que cela pourrait nous concerner très rapidement. Cette voie est en tout cas délibérément et clairement tracée par la direction de l'INSEE dans son moyen terme *Ambition 2015...* et l'ampleur de la crise poussera le gouvernement à faire pression pour chaque administration (dont l'INSEE) agisse encore plus fort que ce qu'elle avait prévu.

**... nous avons les moyens,
à l'INSEE, de contribuer à la résistance contre ces plans**

Accepter le triste sort que la classe dominante nous réserve sans réagir collectivement, comme si cela était une « catastrophe naturelle », c'est renoncer à vivre pour tenter de survivre chacun dans son coin. Les travailleurs grecs nous montrent la voie : ils résistent. Nous avons la force d'empêcher la mise en œuvre de ces plans de rigueur. À condition de nous en donner les moyens. En tant qu'agents travaillant à l'INSEE, contribuer concrètement à la résistance contre ces attaques passe par une lutte sur notre lieu de travail contre la déclinaison qui en est faite à l'INSEE par notre direction. C'est-à-dire :

I) revendiquer clairement :

- le refus de la mise en place du management de la qualité totale dans le SSP : non à la mise au pas !

- le remplacement de tous les départs à la retraite : 1 départ = 1 embauche !

II) Et agir concrètement
pour saisir ces revendications :

- le refus de la qualité totale passe par l'organisation du **boycott collectif de l'entretien individuel d'évaluation** ;

- exiger le remplacement de tous les départs à la retraite passe par l'organisation du **refus collectif de reprendre le boulot des personnes non remplacées** ;

- le passage en force de la direction doit se traduire par **le sabotage systématique des réunions de direction**.

Des travailleurs de l'INSEE

**Contribution de 62 militants pour une Tendance révolutionnaire du NPA
à l'occasion de la réunion nationale de la position B du 23 mai**

**Un an après la fondation du NPA, nous avons besoin
d'un programme et d'une stratégie ouvertement révolutionnaires**

Seize mois après sa fondation, le NPA est dans une situation de crise. Celle-ci était latente depuis le début des négociations électorales avec les réformistes du PCF et du PG, mais elle a éclaté après l'échec des régionales, qui a mis en évidence le net recul de la sympathie dont notre parti bénéficiait au début parmi les travailleurs et les jeunes. Cette crise se manifeste d'abord par le départ ou le découragement de nombreux militants, mais aussi par une grande difficulté à mettre le parti en ordre de bataille pour intervenir dans la lutte des classes avec une orientation stratégique claire. Il ne s'agit pas de hurler à la catastrophe, mais de constater lucidement la réalité de cette crise pour en comprendre les causes et trouver les moyens de relancer le NPA comme parti anticapitaliste cohérent et conséquent, c'est-à-dire révolutionnaire.

Il faut donc ouvrir le débat programmatique et stratégique bien au-delà de la question électorale, en remontant à la racine, c'est-à-dire aux ambiguïtés constitutives du NPA. C'est ce que font d'ailleurs les courants droitiers assumés (courant Convergence et alternative et autres sensibilités de l'ex-position C) aussi bien que les différentes composantes de la majorité (ex-position A). Les partisans d'un NPA révolutionnaire ne sauraient sous-estimer l'importance d'un bilan critique en revenant sans concession sur les fautes et faiblesses qui caractérisent l'orientation de notre parti depuis le début et en soumettant à partir de là des propositions radicalement alternatives pour le congrès de novembre.

C'est à cet objectif que la présente contribution entend contribuer, à l'initiative de camarades dont le parcours a été jusqu'à présent différent, mais qui ont défendu l'ex-position B et sont partisans d'une

Tendance révolutionnaire immédiate dans le NPA.



Manifestation du 24 juin à Creil. Photothèque rouge/GP. — Cf. <http://orta.dynalias.org/fotorougeafficher-photo?id=12972>

Les conditions objectives et subjectives sont favorables à la construction d'un parti anticapitaliste révolutionnaire

La crise du NPA peut sembler paradoxale si on la rapporte à l'analyse de la situation. Celle-ci, en effet, est favorable à la construction d'une parti anticapitaliste cohérent et conséquent, que l'on considère la crise capitaliste mondiale ou la vitalité de la lutte de classe en France.

1) Le lancement du processus NPA a coïncidé avec les premiers effets de la crise capitaliste mondiale. Depuis le début de l'année 2010, la nouvelle vague de la crise en Europe, qui frappe au premier chef la Grèce, le Portugal et l'Espagne, mais ébranle plus fondamentalement toute l'Union européenne, montre qu'on n'est nullement sorti de cette crise profonde du système capitaliste, contrairement à ce que prétendaient les gouvernement et les « experts » à la fin de l'année dernière. D'une part, la croissance capitaliste ne repart pas dans les pays européens, les investissements stagnent et la

consommation régresse ; le chômage continue en conséquence de croître, les plans de licenciements s'ajoutent les uns aux autres et les patrons bloquent les salaires encore plus qu'avant la crise. D'autre part, si les Etats capitalistes ont réussi à mobiliser des centaines de milliards pour sauver le système financier mondial et les grands groupes industriels les plus menacés au départ (notamment ceux de l'automobile), cela n'a pu se faire qu'au prix d'un endettement public gigantesque, faisant voler en éclats notamment le pacte de stabilité européen : il s'agit maintenant de faire payer la facture aux travailleurs. Enfin, avant même le début de la crise, la pression de la concurrence internationale et des tensions interimpérialistes rendait de toute façon inévitable l'accélération des réformes structurelles visant àachever le démantèlement des conquêtes sociales de l'après-Seconde Guerre mondiale ; c'est vrai tout particulièrement dans un pays comme la France où la résistance partielle des travailleurs depuis 1995 a retardé la baisse du coût du travail, principale variable d'ajustement pour faire repartir la compétitivité des entreprises.

Dans un autre ordre d'idées, la crise climatique et les dégâts environnementaux considérables provoqués par le capitalisme angoissent une frange croissante du prolétariat. Les luttes écologiques ne sont désormais plus circonscrites aux seuls militants altermondialistes traditionnels. Le souci écologique est désormais un formidable vecteur de l'anticapitalisme et un nombre croissant de travailleurs, parmi les plus mobilisés, tentent de faire la synthèse entre leur résistance à l'exploitation et leur souci de préservation de la planète.

2) Les conditions subjectives, c'est-à-dire l'état d'esprit d'un nombre croissant de travailleurs, sont elles aussi favorables. On est déjà loin, en effet, de la période ouverte au tournant des années 1980, dite « néo-libérale », où l'offensive de la bourgeoisie au niveau international s'était accompagnée d'une revanche idéologique visant à présenter le capitalisme comme l'horizon indépassable de l'humanité. Aujourd'hui, même les gouvernements tentent d'expliquer aux travailleurs, pour justifier de nouveaux sacrifices, qu'il s'agit de réguler, de reverdir ou d'humaniser le capitalisme, de limiter le pouvoir de la finance, etc. Mais les travailleurs se font de moins en moins d'illusions sur les partis de droite comme de gauche qui se succèdent au pouvoir depuis des années, comme le montrent notamment les records d'abstentions aux élections.

C'est d'autant plus vrai en France que, contrairement à ce qui s'est passé dans la plupart des pays comparables, les travailleurs ont commencé à résister aux contre-réformes dès 1995. Cette résistance a ensuite été constante, quoique partielle. C'est ce que montrent tout particulièrement les grandes mobilisations du printemps 2003, la lutte des lycéens et la révolte des jeunes des quartiers populaires (malgré ses importantes limites politiques) en 2005, la mobilisation partiellement victorieuse de 2006 contre le CPE, celle des cheminots à l'automne 2007... Dans ces luttes, ce sont les travailleurs du public (cheminots, enseignants...) et les jeunes qui ont joué le rôle majeur, alors que le poids du chômage et la crise du mouvement ouvrier laissaient au second plan les travailleurs du privé.

Or l'éclatement de la crise capitaliste mondiale a vu le prolétariat industriel revenir sur le devant de la scène en 2009 à travers des luttes contre les licenciements et des méthodes radicales qu'on n'avait plus vues depuis les années 1970, comme les occupations d'usines avec piquets, les séquestrations de patrons, les attaques de préfectures et même, de manière éphémère et embryonnaire, une expérience de contrôle ouvrier chez Philips à Dreux. C'est ainsi que le premier semestre 2009 a été marqué par une situation potentiellement explosive où,

dynamisée par la grève générale antillaise, se sont cumulées les mobilisations « classiques » des secteurs du public et la réémergence des luttes du privé, avec des jonctions éphémères lors des journées d'action massives des 29 janvier, 19 mars et 1^{er} mai.

Les défaites sur lesquelles ont finalement débouché la plupart de ces mobilisations ont certes fait baisser ensuite la tension sociale, mais cette première réponse globale des travailleurs de France à la crise a montré qu'ils n'étaient pas prêts à la payer sans se battre. De fait, les luttes sont restées nombreuses depuis un an, quoique dispersées et moins visibles, notamment dans le privé. Globalement, sous l'effet de la crise qui les touche de plein fouet, de nombreux travailleurs sont poussés au combat contre les patrons et le gouvernement et prêts dès lors à entendre un parti qui développerait une orientation anticapitaliste révolutionnaire concrète.

La fondation et la première année d'existence du NPA ont donc eu lieu dans un contexte favorable qui aurait dû lui permettre de se construire sérieusement. S'il a au contraire perdu de nombreux militants et sympathisants, c'est manifestement que son orientation ne correspondait pas aux attentes du moment. Certains considèrent que notre échec prend sa source après les élections européennes, au moment des déclarations pré-électorales communes de notre parti avec les réformistes du PG et du PC. À notre sens, cela constitue une erreur d'analyse qui méconnaît deux aspects essentiels :

- le flou de nos axes programmatiques découlant directement de l'ambiguité de nos textes fondateurs ;

- la faiblesse de notre intervention concrète dans la lutte des classes et dans l'ensemble des mobilisations.

Il est d'autant plus urgent d'avancer sur ces deux questions indissociables que les nouveaux développements de la crise du capitalisme en Europe vont sans doute provoquer une intensification de la lutte des classes. L'exemple de la Grèce, l'un des maillons faibles de l'Union européenne, n'est à cet égard qu'une première manifestation de ce qui attend tous les travailleurs européens, avec d'un côté des attaques extrêmement brutales du gouvernement, de l'UE et du FMI contre les acquis et de l'autre une radicalisation de la résistance

ouvrière et populaire, dont témoignent la journée de grève, les manifestations massives et les affrontements avec la police du 5 mai. Nous devons donc nous préparer à participer à des affrontements de classe beaucoup plus aigus, rendant nécessaire un parti révolutionnaire.

Réforme ou révolution ?

Retour sur les ambiguïtés des « principes fondateurs »

À notre avis, les « Principes fondateurs » tels qu'actuellement rédigés constituent un texte qui contient certes, formellement, un certain nombre de points en eux-mêmes très justes, mais où les considérations fondamentales sont mélangées avec celles de moindre importance et où un certain nombre de questions décisives ne sont pas tranchées, de sorte que tout le monde puisse y trouver son compte...

Par exemple, le texte affirme à juste titre qu'*« une domination de classe ne peut pas être éliminée par voie de réformes »*, qu'*« il faudra une révolution sociale pour abattre le capitalisme »* et notamment *« renverser l'État et les institutions »*, qui sont *« une machine rodée à la défense des intérêts de la bourgeoisie »*. Mais nulle part n'apparaissent clairement les corollaires logiques de ces postulats : la perspective finale du communisme (société sans classes et sans État) et les voies pour y parvenir (rien n'est dit de concret sur la conquête du pouvoir par les travailleurs, ni sur le pouvoir des travailleurs, à part qu'il sera « démocratique »). Or la nature a horreur du vide : si nous n'avons pas de projet révolutionnaire clair, nous ne pouvons aller jusqu'au bout du combat contre le capitalisme et l'État bourgeois. Cela conduit donc inévitablement à garder dans un tiroir les axes les plus radicaux des principes fondateurs au lieu de les défendre ouvertement dans la presse, dans nos tracts et dans les réunions du parti pour en convaincre les travailleurs. De fait, depuis seize mois, on n'a plus beaucoup entendu les dirigeants de notre parti parler de ces objectifs. Or de deux choses l'une : soit on ne croit pas à ces objectifs, et alors il faut les enlever de nos principes fondateurs, soit ils sont indispensables pour construire le parti et dans ce cas il faut les défendre

centralement et lier systématiquement le combat pour les revendications immédiates avec cette perspective.

En effet, il nous semble qu'une des tâches centrales du NPA doit être de porter cette perspective, non pas que nous attendions le « grand soir » pour demain matin, mais parce que, s'il est vrai qu'on ne peut décréter le réveil de la conscience révolutionnaire du prolétariat, l'horizon du socialisme peut accompagner ce réveil en aidant à en préciser les idées et à en cerner les buts.

Sur l'orientation actuelle du NPA

Négliger de défendre clairement la perspective de la révolution, c'est nécessairement dériver vers l'électoralisme, puis vers le réformisme. C'est ce qu'a montré cette année la politique d'alliances électorales avec les réformistes en abandonnant le plus souvent le programme du NPA, pour se rallier à celui du PG, voire du PCF — incluant même dans certains cas, rappelons-le, les subventions aux entreprises privées. Mais la position assumée de nos camarades de la position C est loin d'être la seule à combattre si nous voulons construire un NPA révolutionnaire. Les tenants de cette position ont d'ailleurs au moins le mérite de revendiquer leur politique de façon conséquente, en se battant pour une orientation électoraliste et un front systématique avec les réformistes.

Bien moins claire est l'orientation défendue par la majorité de l'ex-position A, qui ne nous convient pas davantage. Prenons pour illustration le texte présenté au dernier CPN, et intitulé « Un second souffle pour le NPA »¹. Celui-ci affirme de façon

assez péremptoire que le NPA a été fondé parce que les « *modèles révolutionnaires du XIXe et du XXe siècles (...) aujourd'hui ne sont plus opératoires* » et que, en particulier, « *un processus de transformation révolutionnaire d'une société capitaliste comme la société française ne ressemblera pas à la révolution russe mais sans doute pas non plus à un mai 68 qui irait "jusqu'au bout"* ». Faut-il en conclure que la « transformation révolutionnaire de la société » ne se fera ni par une insurrection armée s'appuyant sur l'auto-organisation des masses (soviets), ni par une grève générale permettant de renverser le gouvernement et de mettre en place un gouvernement des travailleurs ?

Mais alors, où veut nous conduire la majorité de la direction ? Il s'agit, nous dit-on, de « *défendre la perspective d'un gouvernement en faveur de la population s'appuyant sur la mobilisation populaire* » — en d'autres termes d'un gouvernement qui ne serait pas incompatible avec les institutions actuelles (le texte ne les met pas en cause) et qui n'aurait aucune délimitation de classe : le texte ne parle pas de gouvernement des travailleurs, évoque la « population » en général et remplace même la notion de lutte des classes par celle, bien plus vague, de « mobilisation populaire » (pourquoi pas des référendums, par exemple ?).

Si nous comprenons qu'il faut s'adresser aux travailleurs avec des termes actuels, qui leur « parlent » et ne revêtent pas un caractère désuet, il ne faudrait pas que la légitime recherche de ce vocabulaire accessible masque un recul dans la conception de l'idéal que nous poursuivons. Cette crainte est malheureusement corroborée par la suite du texte qui, pour ce qui concerne les moyens de parvenir à un tel gouvernement, affirme : « *Contrairement à ce que défendent un certain nombre de camarades dans la dernière période, les élections ne sont pas pour nous qu'une tribune. Il y a un rapport dialectique entre luttes et élections, c'est un des terrains de la lutte des classes, qui matérialise les rapports de force* ». Autrement dit, le « *gouvernement au service de la population* » que la direction du parti

propose au NPA naîtrait de façon combinée des luttes et des élections. Qu'est-ce que cela peut signifier concrètement ?

Toute l'expérience du XX^e siècle montre qu'il n'y pas d'intermédiaire entre le soutien à des gouvernements bourgeois et le combat pour un gouvernement des travailleurs eux-mêmes. Les gouvernements de « fronts populaires », comme en 1936 en France ou en 1970 au Chili, arrivés au pouvoir par les urnes sur fond de mobilisations ouvrières, ont en fait servi à canaliser celles-ci dans le cadre de l'ordre capitaliste au moyen de concessions significatives, mais en dupant et en désarmant les masses, ce qui a conduit fatallement la contre-offensive réactionnaire et fasciste. Nous devons aussi nous rappeler que, plus récemment, l'orientation confuse sur la question centrale du gouvernement a conduit des organisations du « Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale » (dont l'ex-LCR était la section française) à soutenir des gouvernements bourgeois, comme au Brésil (participation active au gouvernement Lula) et en Italie (soutien au gouvernement Prodi).

Il est clair en tous cas que la voie d'*« un gouvernement en faveur de la population s'appuyant sur la mobilisation populaire* » est contraire à celle du combat pour la « *révolution sociale pour abattre le capitalisme* », pour « *renverser l'Etat bourgeois* », et que son adoption par le congrès de novembre signifierait que le NPA, au lieu d'être un parti au programme et à la stratégie confus comme aujourd'hui, dériverait encore plus vers le réformisme. Nous sommes donc d'accord sur un point avec les auteurs de ce texte : le choix de l'orientation programmatique et stratégique du NPA est bien l'*« enjeu majeur du congrès* » de novembre prochain, car « *on ne peut construire un parti sans perspective même hypothétique de pouvoir, d'alliance, de programme* ». Si la politique du NPA était au moins rouge et s'il se battait sérieusement pour la grève générale, nous pourrions même être d'accord avec la majorité de la direction pour dire qu'*« un parti n'est pas un syndicat rouge* » et que *« les luttes, la grève générale, ne sont pas des perspectives politiques en elles-mêmes : elles ne disent pas comment les travailleurs, la population*

¹ Texte présenté au CPN des 27-28 mars par F. Borras, M. Duboz, C. Faivre, P.-F. Grond, I. Hayes, A. Leclerc, G. Liegard, M. Martin et C. Wawrzyniak, membres du CE. C'est le texte le plus élaboré au sein de la direction. Un second texte de partisans de l'ex-position A, « Le NPA dans les régionales : un message brouillé, une campagne compliquée », critique la façon dont ont été menées les discussions avec le PC et le PG et insiste sur la construction du parti à la base, mais il ne propose pas d'orientation réellement différente. Par ailleurs, la sensibilité du bulletin *Débat révolutionnaire*, partie intégrante de la direction et de l'ex-position A, font quelques propositions sur la « gauche »,

parfois contradictoires avec le noyau de l'orientation majoritaire, mais sans remettre en cause celui-ci.

prennent le pouvoir ». De fait, c'est cette question qui n'a pas été tranchée en 68 en France, le PCF, la SFIO et les directions syndicales ayant préféré s'en remettre aux élections organisées par De Gaulle — avec le résultat qu'on sait — plutôt que d'aider les travailleurs à prendre le pouvoir pourtant vacant à l'apogée de la grève générale.

Mais à partir de là notre désaccord avec la majorité de la direction actuelle du NPA (*a fortiori* avec les tenants de l'ex-position C) apparaît dans toute sa netteté et oppose les deux seules orientations sérieuses, mais irréconciliables, entre lesquelles il n'y a de place que pour la confusion : pour ces camarades, il s'agit de mettre en place un « gouvernement au service de la population » en combinant les luttes et les élections ; c'est une position réformiste du type de celle défendue par le PG et ce n'est pas parce qu'on parle de « nouvelle période, nouveau programme » qu'on la rend moins éculée. Pour nous, au contraire, s'il est clair qu'il n'y a pas de « modèles » dans le sens d'abstractions sectaires qu'il s'agirait de reproduire, il y a des principes de classe solides qui se nourrissent des révolutions réelles du passé comme de la réflexion sur leurs limites, notamment la Commune de Paris et la révolution d'Octobre 1917 : il s'agit d'aider les travailleurs, avec un parti révolutionnaire solide, expérimenté et audacieux, à se préparer pour détruire le capitalisme et l'État bourgeois, pour construire leur propre pouvoir par et pour eux-mêmes, sur la base de l'expropriation des capitalistes, de l'auto-organisation des masses (soviets), de leur armement pour empêcher la contre-révolution et du pluripartisme révolutionnaire pour garantir la démocratie ouvrière. De ce point de vue, une grève générale serait sans doute l'une des meilleures occasions pour que se pose concrètement la question du pouvoir en paralysant la société et en fragilisant le pouvoir bourgeois, à condition que l'auto-organisation démocratique des masses crée une situation de double pouvoir et que les propositions offensives d'un parti révolutionnaire solide et expérimenté permettent aux travailleurs d'aller jusqu'au bout.

Ce sont ces propositions offensives que nous souhaitons voir défendues ouvertement par notre parti, d'autant que les conditions

objectives et subjectives décrites plus haut les rendent désormais audibles par le plus grand nombre.

Face à la droite assumée du NPA et à l'orientation pro-réformiste de la direction, il faut rassembler les partisans d'un NPA révolutionnaire sur la base d'un programme alternatif

Il nous semble évident que, pour contrer l'orientation des droitiers assumés du parti et de la direction, on ne saurait se contenter d'un retour aux textes du congrès fondateur, comme le proposent certains de nos camarades de l'ex-position B. Ce serait en effet revenir à une étape complètement dépassée par la réalité et ne pas se hisser à la hauteur des enjeux posés par la direction, dont la politique a conduit à la crise du NPA

Nous devons donc absolument refonder et clarifier nos axes stratégiques et nos orientations, faute de quoi la crise va s'accentuer et nous conduire à une impasse dans laquelle d'autres se sont déjà fourvoyés. En effet, cette crise du NPA n'est pas un cas isolé. C'est l'expression française des limites inhérentes à tout « parti anticapitaliste » construit sans délimitation de classe et sans programme révolutionnaire clair. C'est ce que confirme la crise, à chaque fois après une période d'euphorie plus ou moins brève, de tous les autres partis de ce type qui ont vu le jour et qui ont comme traits communs une orientation électoraliste et opportuniste. C'est le cas de la coalition électorale *Respect* structurée autour du SWP anglais, qui a rapidement explosé, pour ne pas parler du Parti de la refondation communiste en Italie, qui a fini dans le gouvernement Prodi avant de sombrer en perdant tous ses députés. C'est ce que montre aussi la crise actuelle du PSOL brésilien, qui est en train de se déchirer autour de la désignation de son candidat à la présidentielle, avec des accusations réciproques de fraudes et des violences diverses ; or la racine de cette crise, ce sont les forces concurrentes de l'appareil, chacune organisée autour d'un noyau d'élus qui veulent garder leur poste et entendent profiter chacun à sa façon d'un parti qui leur a toujours donné la priorité pour se construire, au détriment de l'intervention dans la

lutte des classes.

Enfin, il serait d'autant plus illusoire de vouloir revenir au NPA du congrès fondateur au lieu d'avancer dans la clarification programmatique que la dynamique du processus constituant, portée par le succès de la candidature Besancenot en 2007, ne peut évidemment pas être récréée de la même façon. D'autant moins qu'entre-temps ont émergé la figure de Mélenchon et le Parti de Gauche, qui ont remis en selle le PCF par la création du Front de gauche. De ce point de vue, seule une orientation révolutionnaire peut relancer le NPA comme parti réellement alternatif au réformisme et l'orientation réformiste proposée par la direction transformerait la crise cardiaque actuelle du parti en mort clinique pure et simple. En effet, la place du réformisme est déjà prise, qu'on le veuille ou non, par ceux dont l'histoire pluri-décennale et les moyens matériels assurent qu'ils resteront les plus sérieux à cet égard, c'est-à-dire le PCF, le PG et les directions syndicales. La seule place qui resterait alors pour le NPA serait celle d'un (petit) groupe de pression sur le Front de gauche.

Il faut au contraire que la crise actuelle soit le coup de semonce permettant un sursaut de tous les militants révolutionnaires du NPA et que nous menions désormais tous ensemble le combat pour un NPA véritablement révolutionnaire. De ce point de vue, il ne nous semble pas qu'il suffise de doter le parti d'un « programme d'urgence » — comme le propose l'appel pour la réunion du 23 mai —, sans définir d'abord l'orientation stratégique qui définira l'axe révolutionnaire concret d'un tel programme. Autrement, le risque est, comme le dit à juste titre la majorité de la direction, que nous nous contentions de défendre une orientation para-syndicaliste, certes tournée vers les luttes, mais qui se limiterait à des revendications immédiates en évitant de poser les questions centrales, comme l'expropriation des capitalistes et la conquête du pouvoir politique par les travailleurs auto-organisés.

C'est pourquoi le tendance que nous voulons construire doit se battre pour un NPA qui définisse un projet apte à recréer la conscience de classe et à favoriser l'intervention politique dans toutes les luttes.

Aider le prolétariat à se constituer comme classe révolutionnaire

La disparition de tout projet révolutionnaire a créé une crise de la conscience de classe qui est un obstacle fondamental pour le développement et la politisation des luttes. Aujourd'hui, les travailleurs qui luttent le font toujours de manière partielle, défensive, sans se considérer comme porteurs d'une alternative sociale et politique radicale. Dès lors, ils subissent le plus souvent des défaites et n'ont réussi jusqu'à présent qu'à ralentir le rythme des attaques de la bourgeoisie.

Les responsabilités de l'extrême gauche

Certes, le poids des conditions objectives a été déterminant : l'offensive mondiale de la bourgeoisie depuis les crises capitalistes des années 1970, sur fond d'un chômage de masse, a réussi à diviser, fragmenter et précariser la classe ouvrière, tout en bouleversant les conditions concrètes de travail pour augmenter le taux d'exploitation. De plus, l'aide des réformistes et des staliniens à cette offensive a été décisive partout dans le monde, car ils ont choisi généralement d'aller jusqu'au bout de leur intégration à l'État ; ils ont provoqué ainsi une crise profonde du mouvement ouvrier lui-même : même si leur politique de collaboration de classe avait déjà nourri cette crise dans la période précédente, c'est plus fondamentalement l'existence même de la classe ouvrière et sa capacité à agir comme sujet indépendant qui ont été remises en cause à une échelle de masse. Enfin, d'un point de vue idéologique, l'offensive néo-libérale s'est nourrie aisément de cette crise du mouvement ouvrier et notamment du discrédit du stalinisme, puis elle a cru triompher lorsque le Mur de Berlin et l'URSS se sont effondrés. Globalement, la majorité de la classe ouvrière a perdu confiance dans ses propres forces et a intérieurisé l'idée qu'il ne serait plus possible de changer le monde.

Cependant, il faudra faire aussi le bilan des organisations d'extrême gauche, dont la résistance politique et idéologique n'a été que très partielle. Tout d'abord, et sous prétexte qu'une

nouvelle génération de militants est apparue, avec une vraie révolte mais sans fondement idéologique, l'extrême gauche, et tout particulièrement le NPA, a progressivement abandonné les fondements du marxisme alors qu'il aurait fallu aider les différentes expériences à s'en nourrir. C'est donc fort logiquement que d'un point de vue pratique, depuis 1995, l'extrême gauche français n'a pas su s'appuyer sur la combativité d'un certain nombre de secteurs pour aider la classe à reprendre confiance dans ses forces et pour relancer un projet stratégique capable d'armer les travailleurs et les jeunes qui se tournent vers elle. Pire encore, elle a parfois privilégié la conquête de responsabilités dans les appareils syndicaux, sans que cela exprime toujours le triomphe d'une orientation radicale ratifiée par la base, et elle a été souvent suiviste des orientations proposées par les directions syndicales, qui ont joué un rôle central pour contenir les potentialités explosives des luttes. Enfin, l'extrême gauche s'est souvent contentée de capitaliser électoralement la colère d'une fraction des travailleurs et des jeunes écoeurés par le PS et le PCF, avec les bons scores d'Arlette Laguiller en 1995 et 2002, des listes LO-LCR en 1999 et 2004 et d'Olivier Besancenot en 2002 et 2007 ; mais le succès électoral n'est que l'indice d'une sympathie plus ou moins diffuse, il ne saurait justifier ou définir une politique.

La politique proposée par la tendance que nous voulons construire est celle d'une extrême gauche indépendante, qui cherche à construire la rapport de force par la base, en fédérant les travailleurs et les militants les plus révoltés, sans suivisme vis-à-vis des organisations réformistes et en revendiquant le caractère prolétarien de notre parti. Cela ne signifie en aucun cas le refus de tout front unique, comme nous en accusons une partie de nos camarades, mais nous devons refuser toute compromission et tout accord politique avec les réformistes qui nous conduise à un recul idéologique. Mais il s'agit d'affirmer une politique révolutionnaire vis-à-vis des travailleurs car, par delà la crise de la conscience de classe, ils n'ont jamais eu plus de poids social qu'aujourd'hui, occupant massivement une place centrale dans la société. Or les

travailleurs ne sont pas de simples victimes souffrant du système, ni même des sujets de luttes purement revendicatives, mais une classe potentiellement hégémonique, capable de s'émanciper elle-même et de libérer l'ensemble de la société.

Pour une intervention politique active dans les luttes ouvrières

Nous n'en sommes qu'au début du regain des luttes ouvrières. Leur existence même et la radicalité de leurs méthodes ont d'emblée inquiété la bourgeoisie : celle-ci est obligée de faire preuve d'une certaine prudence pourtant contradictoire avec la pression qu'elle subit au moment où la compétitivité de la France est en recul, notamment par rapport à l'Allemagne, tandis que le déficit public explose. Cependant, ces luttes restent isolées les unes des autres et se soldent encore le plus souvent par des défaites. En fait, les luttes ouvrières partent souvent vaincues en se limitant au combat pour de meilleures indemnités, les travailleurs ne se sentant pas capables d'imposer la défense des emplois et estimant plus réaliste de faire payer le patron le plus possible. Or les indemnités ne permettent évidemment pas d'assurer la subsistance des travailleurs sur le long terme, au moment où sévit un chômage de masse, et la fermeture des usines affaiblit le prolétariat. Pourtant, rien n'est fait par les organisations pour aider les travailleurs confrontés aux plans de licenciements à se fédérer et à s'approprier collectivement un programme de lutte à la fois plus avancé et plus efficace. Les directions syndicales et réformistes refusent de soutenir sérieusement les luttes ouvrières et de les coordonner pour éviter une situation qui leur échapperait. Mais l'extrême gauche elle-même, si elle soutient les luttes, n'y intervient pas toujours avec un programme et des propositions dignes des révolutionnaires.

C'est le cas de LO, pourtant présente dans de nombreuses entreprises grâce à sa volonté parfaitement juste de se construire en priorité dans la classe ouvrière, qui écrit dans l'un des textes de son dernier congrès (décembre 2009) : « *Une véritable lutte contre les fermetures d'entreprises demande-*

rait un haut niveau de conscience et de combativité, car comment empêcher des patrons qui veulent vraiment fermer leurs entreprises de le faire... autrement qu'en se battant pour l'expropriation de ces entreprises et leur gestion sous contrôle ouvrier ? Mais qui oserait prétendre que, dans les circonstances actuelles, c'est à l'ordre du jour ?

» Mais alors, comment accuser les directions syndicales de ne rien faire pour qu'une réponse d'ensemble soit donnée par la classe si l'on n'est pas même prêt à essayer de faire avancer le rapport de force et à vérifier jusqu'où il serait possible d'aller dans une lutte contre une fermeture d'entreprise ? L'argument des circonstances a bon dos : il revient à renoncer à les changer par l'intervention politique, au profit de la passivité économiste, de la routine parasyndicale.

Ce qui a manqué et qui manque cruellement, c'est le combat politique de l'extrême gauche pour la coordination des luttes autour des plus exemplaires et des plus radicales, pour une lutte d'ensemble contre les licenciements qui aurait permis de poser à un niveau global le combat contre le patronat et le refus de payer la crise capitaliste. C'est d'autant plus grave qu'il y a des travailleurs en lutte qui refusent de négocier des indemnités et se battent pour le maintien des emplois, prouvant que ce programme politique correspond à l'état d'esprit d'une partie de l'avant-garde ouvrière actuelle et pourrait donc être étendu à bien d'autres travailleurs..

Mais la direction du NPA n'a pas pris elle non plus d'initiative politique pour faire avancer et converger les luttes ouvrières et n'a même pas su faire connaître ou montrer en exemple comme il l'aurait fallu des luttes particulièrement importantes et porteuses d'espoir. C'est ainsi qu'au printemps dernier les 120 travailleurs de la fonderie Rencast dans l'Indre (fabricant de pièces pour PSA et Renault) ont fait une grève avec occupation et piquets pendant 18 jours, suivie à 98%, sous la direction d'un syndicat CGT lutte de classe. Or ils ont emporté une victoire totale, imposant l'annulation de la fermeture, zéro licenciement et même le paiement intégral des jours de grève ! Pourtant, si des militants du NPA local, partisans d'une orientation révolutionnaire, ont

soutenu activement cette lutte, la direction nationale du NPA n'a rien fait pour la montrer en exemple, même après sa victoire pourtant très rare (au-delà de la publication d'un article factuel dans *Tout est à nous !*, rédigé par un camarade de l'Indre).

De leur côté, les travailleurs de Goodyear Amiens Nord se battent depuis trois ans contre la fermeture de leur usine et les 817 licenciements prévus, refusant d'envisager une quelconque négociation des indemnités. Dirigés par un syndicat CGT lutte de classe, ils combinent les recours judiciaires et les mobilisations (manifestations à Amiens, notamment avec les Conti, jonction avec les travailleurs en lutte de la région, montées à Paris, etc.). Pourtant, la direction nationale du NPA ne semble pas s'intéresser à cette lutte exemplaire, elle n'en parle jamais, elle ne va pas les soutenir à Amiens et n'est même pas présente quand ils montent au siège de Goodyear à Rueil ou au tribunal de Nanterre !

La direction de notre parti a même gardé un silence presque complet durant la lutte très avancée des Philips Dreux, où pourtant un militant du NPA, Manuel Georget (par ailleurs tête de liste départementale aux régionales), jouait un rôle dirigeant à travers un syndicat CGT lutte de classe caractérisé par son refus d'accepter la fermeture de l'usine et de négocier les licenciements. De plus, les travailleurs de cette usine avaient mis en place en janvier, de façon éphémère à cause de la répression patronale, mais exemplaire, un contrôle ouvrier sur la production, expérience sans précédent depuis des années en France et précieuse pour toute la classe ouvrière. La victoire judiciaire contre le lock-out aurait pu relancer la lutte pour le maintien de l'emploi si les dirigeants du syndicat majoritaire FO ne l'avaient trahi en acceptant de négocier des indemnités de licenciements alors même que le plan de fermeture était reconnu comme illégal par le tribunal. Mais il est évident aussi que, si le NPA comme parti avait mis toutes ses forces dans la bataille, en en faisant une affaire nationale — comme l'ont fait les patrons de Philips, la grande presse et le ministre Estrosi lui-même, qui est intervenu directement —, l'issue aurait pu être différente.

Même lorsque des militants du NPA prennent l'initiative exemplaire de coordonner les luttes ouvrières contre les licenciements, comme l'ont fait les camarades de la Meuse avec le Comité de Résistance Ouvrière au printemps dernier, qui a connu un succès significatif, la direction du parti ne s'appuie pas sur cet exemple pour appeler à le reproduire partout en mettant toutes les forces de l'organisation dans la bataille.

Malheureusement, on pourrait multiplier les exemples. Mentionnons simplement pour finir le silence dans lequel, l'année dernière, la direction avait laissé la grève de 60 jours des postiers du 92 contre la restructuration des services (« facteur d'avenir »), pourtant dirigée par des militants du NPA... avec la participation d'Olivier Besancenot lui-même !

En revanche, combien de temps nos directions départementales et surtout nationale ont-elles passé à des réunions entières sur la question électorale entre juin 2009 et mars 2010 ? Ce n'est pas le fruit d'une simple erreur, mais le symptôme d'un profond scepticisme quant à la possibilité d'agir dans la lutte de classe pour changer réellement les choses. Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas seulement d'un soutien général et en fait dispersé aux luttes, mais d'une intervention pratique qui sache renouer avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier. Cela devrait permettre d'aborder toute lutte importante comme une bataille qui fasse progresser l'expérience et la conscience de la classe, tant dans les victoires que dans les défaites « dignes » qui permettent aux travailleurs les plus combatifs de tirer des leçons et d'avancer.

Propositions pour un programme transitoire que pourrait porter un NPA révolutionnaire en vue du renversement du système capitaliste

Pour lutter avec le maximum de conscience, de courage et d'efficacité, les travailleurs ont besoin d'une perspective qui n'hésite pas à mettre en cause ouvertement le système capitaliste, une perspective qui ne soit pas masquée et ne figure pas qu'en filigrane de nos propositions,

une perspective qui donne un débouché à notre programme de transition. Ce programme, quant à lui, ne saurait être un livre de recettes dogmatiques, mais il doit être suffisamment concret pour que travailleurs s'en saisissent comme d'un instrument efficace pour leurs luttes immédiates. Il doit donc consister en un système de revendications transitoires dont le sens est de s'attaquer toujours plus résolument et ouvertement à la propriété privée des moyens de production et à l'État bourgeois. Car si le capitalisme n'est pas capable de satisfaire les revendications liées aux maux qu'il engendre lui-même, alors il devient clair qu'il faut le renverser. Les revendications transitoires doivent constituer un lien entre la défense des intérêts immédiats fondamentaux des travailleurs et la nécessité, pour les garantir, de détruire l'État bourgeois. Il s'agit en effet de construire une société communiste, sans classes et sans État, égalitaire et libertaire, condition pour l'émancipation de tous les êtres humains.

Ce programme doit viser avant tout à unifier l'ensemble de la classe ouvrière, les hommes et les femmes, les travailleurs en CDI comme ceux en CDD, précaires ou intérimaires, les travailleurs ayant un emploi comme ceux qui en sont privés — notamment les jeunes issus des quartiers populaires —, les travailleurs français et étrangers, qu'ils aient ou non des papiers. Contre toute tentation corporatiste, il est nécessaire de se battre pour l'extension des revendications des secteurs en lutte aux salariés les plus exploités et précarisés qui souvent travaillent aux côtés des secteurs mobilisés.

La criminalisation et la surexploitation des travailleurs sans-papiers doivent être combattues par tous les travailleurs en France. La régularisation immédiate de tous les sans-papiers, l'égalité des droits politiques, sociaux et démocratiques, à commencer par le droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections, voilà des revendications qui devraient être centrales pour le mouvement ouvrier. Il faut combattre de ce point de vue l'orientation de la direction CGT qui refuse d'exiger la régularisation de tous les sans-papiers, conduit dans l'impasse la grève des travailleurs sans-papiers en acceptant la logique des « critères de

régularisation » et en refusant son extension et avait même fait évacuer par la force l'occupation légitime de la Bourse du travail par des sans-papiers qui lui demandaient de se battre pour la régularisation de tous. Il ne faut pas oublier non plus d'exiger l'égalité salariale de branche pour les travailleurs sans-papiers auprès des patrons « gentils » qui appuient les demandes de régularisation de leurs exploités. Cela implique aussi de lutter pour des conditions de vie dignes pour les travailleurs immigrés, avec ou sans-papiers, qui sont souvent victimes des marchands de sommeil, alliés des patrons les plus négrriers.

La surexploitation des femmes doit aussi être un axe d'intervention principal dans notre combat. Si d'un côté les femmes sont entrées massivement sur le marché du travail, la division sexuelle des métiers reste très marquée et les femmes — notamment les immigrées avec ou sans papiers — sont majoritaires dans les emplois sous-qualifiés, précaires et à temps partiel imposé. Le patronat joue sur cette division qui lui permet d'avoir une main-d'œuvre particulièrement précaire et corvéable. Les femmes subissent aussi une situation d'inégalité sur le plan des tâches domestiques : en moyenne, pour un couple où les deux partenaires travaillent à temps complet, elles fournissent près de quatre heures de travail contre deux heures et quart pour les hommes. La lutte pour l'égalité homme-femme dans le travail, pour la mise en place de structures telles que des restaurants collectifs, l'ouverture massive de crèches, permettra d'inclure davantage de travailleuses dans notre combat.

Le non-renouvellement des CDD est un instrument de licenciement. Le patronat s'en sert pour ajuster ses coûts de production aux dépens de la vie même des travailleurs. Tous les travailleurs savent que c'est à eux de former les CDD ou les intérimaires quand ils arrivent, et ce sans aucune contrepartie, mais que c'est aussi à eux de couvrir les postes laissés vacants lorsqu'ils repartent. C'est en ce sens que la lutte contre les licenciements des précaires et des intérimaires et la transformation de leurs contrats en CDI est primordiale pour l'ensemble des travailleurs. Cela implique également d'organiser les précaires et les intérimaires au sein

du syndicat de l'entreprise où ils travaillent. Le moyen le plus efficace pour organiser l'unité de classe entre travailleurs en CDI, en CDD, précaires et intérimaires, est de mener les luttes ensemble par l'auto-organisation (AG, comités de grève et de lutte...).

Le patronat utilise la menace du chômage pour faire pression sur les travailleurs. Mieux vaut avoir un emploi, même dans les pires conditions, que ne pas en avoir du tout, surtout lorsque les attaques contre les droits des travailleurs au chômage se multiplient et que la crise économique continue à faire des ravages. Afin d'en finir avec ce mécanisme pervers, nous devons lutter pour imposer le partage des heures de travail avec réduction de la semaine de travail sans réduction de salaire ni flexibilité, et ce jusqu'à la résorption complète du chômage. Par ailleurs, il faut combattre pour que toutes les organisations syndicales du mouvement ouvrier organisent les travailleurs privés d'emploi au côté des travailleurs actifs.

Face à l'augmentation du nombre de fermetures d'entreprises, nous devons nous battre non pour de meilleures indemnités de licenciements, mais pour le droit au travail : zéro licenciement, car ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise ! Si les patrons disent ne pas pouvoir maintenir l'emploi dans les boîtes, revendiquons leur expropriation et leur nationalisation sous gestion ouvrière. Loin d'être une utopie dans le contexte actuel ou d'un retour aux nationalisations bourgeois comme en a connu le pays dans le passé, il s'agit de la seule réponse concrète à la crise, l'unique solution pour maintenir les postes de travail, le salaire, et en finir avec le despotisme patronal dans les entreprises. En Argentine les ouvriers céramistes de l'usine Zanon dans le Sud du pays ont démontré qu'il était possible d'occuper, de produire sans patron ni chefs et de lutter pour l'expropriation de l'ex-patron par l'État.

Face à la crise financière et à la dette publique, qui n'est pas celle des travailleurs mais s'explique par tous les cadeaux faits aux banques, aux patrons et aux riches, nous nous battons pour la répudiation de la « dette », pour l'expropriation des banques sans indemnités ni rachat et pour la constitution d'une banque nationale unique permettant un

système de crédit à bon marché pour celles et ceux qui vivent de leur travail.

Contre la hausse du coût de la vie, nous devons réclamer une augmentation immédiate de 300 euros pour tous, y compris les travailleurs privés d'emploi, et un SMIC d'au moins 1600 euros nets. Il n'est pas tolérable que le nombre des travailleurs pauvres continue à augmenter et que des millions aient du mal à arriver à la fin de mois. On ne peut pas non plus permettre que les gouvernement et le patronat continuent à avancer dans la dégradations de nos retraites et pensions qui constituent une part de salaire socialisé.

Où faudrait-il prendre l'argent pour garantir le droit au travail et à une existence digne pour tous et toutes ? Dans les profits capitalistes. Si les patrons veulent nous faire croire que les caisses sont vides, alors il faut qu'ils le démontrent en ouvrant les livres de compte des entreprises. Même s'ils arrivaient d'ailleurs à prouver qu'ils ne font aucun bénéfice actuellement, ce qui est loin d'être le cas dans la majorité des grosses entreprises, nous serions en mesure de démontrer qu'ils ont amassé des millions voire des milliards au cours des dernières années grâce à notre travail et qu'ils ont souvent organisé leur déficit.

Face à la contre-réforme majeure qu'est en train de concocter le gouvernement et qui constitue le dossier central de l'actualité sociale, nous devons exiger le maintien des acquis et la reconquête de ceux qui nous ont été arrachés : aucun recul de l'âge de départ à la retraite ! Non à la hausse du nombre d'annuités ! Abrogation des décrets Balladur de 1993 et des lois Fillon de 2003 et 2007, pour la retraite après 37,5 annuités de cotisations pour tous, intégrant les années d'études et de chômage, calculée sur la base de 75% du salaire des 6 meilleurs mois pour tous. Nous devons donc dénoncer et combattre systématiquement et frontalement (et non ponctuellement et timidement, comme le fait la direction du NPA) la collaboration des directions syndicales qui négocient avec Sarkozy, temporisent et refusent d'engager un mouvement d'ensemble avec l'objectif de la grève générale comme seul moyen de gagner — qui ne se décrète certes pas, mais se prépare. Nous devons également critiquer ouvertement

l'appel ATTAC/Copernic face auquel la direction du NPA se montre suiviste alors que, au-delà de sa dénonciation du projet de Sarkozy, ne contient aucune revendication et ne propose aucune perspective de lutte, risquant de limiter les collectifs unitaires à des coquilles vides. La seule façon de réaliser l'unité des travailleurs et des organisations sur la base des revendications et dans une perspective de lutte, c'est d'aider les travailleurs à s'auto-organiser par des collectifs dont ils définissent eux-mêmes souverainement le cadre et les objectifs et où nous devons tout faire pour aller le plus loin possible, en luttant politiquement contre les réformistes dans le cadre du nécessaire front unique.

Enfin, les révolutionnaires sont au premier rang pour défendre les libertés démocratiques. C'est le cas notamment dans le combat contre les lois sécuritaires et liberticides, contre la politique de stigmatisation des immigrés et des jeunes des quartiers populaires, contre la criminalisation des actions militantes. Nous défendons aussi la laïcité, conquête démocratique de la bourgeoisie française dans sa phase progressiste dont les acquits ont été défendus par la classe ouvrière, les enseignants et la jeunesse, contre cette même bourgeoisie dans sa phase impérialiste. La bourgeoisie et son gouvernement ne font référence à la laïcité, qu'ils piétinent quotidiennement, que pour monter des campagnes de stigmatisation raciste vis-à-vis des immigrés. En même temps, ils continuent de financer les écoles privées majoritairement confessionnelles, maintiennent le statut d'Alsace Moselle, proclament la supériorité du curé sur l'instituteur, tolèrent les aumôneries dans les collèges et les lycées, les chapelles dans les hôpitaux publics. Les révolutionnaires doivent s'opposer aux lois racistes et, en même temps, combattre pour le respect des acquis progressistes de la laïcité.

Contre « notre » propre État impérialiste, pour l'internationalisme prolétarien et le soutien à la résistance des peuples opprimés

Être internationaliste aujourd'hui dans l'Hexagone veut avant tout dire se poser en rupture par rapport à l'impérialisme français et à

sa République, entendue comme fiction, qui prône la Liberté, l'Égalité, la Fraternité et la Laïcité pour mieux continuer à garantir, sur le territoire national et dans l'arrière cour semi-coloniale, les affaires de la bourgeoisie et l'asservissement des peuples.

La lutte contre l'impérialisme est une tâche prioritaire des révolutionnaires, en particulier contre notre propre impérialisme. Nous devons soutenir partout la mobilisation des masses contre l'impérialisme, y compris leur résistance armée. Tous les coups qu'elles portent à l'impérialisme sont des actes légitimes du point de vue du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et, en entravant ou affaiblissant les puissances néocoloniales, ils permettent en outre de favoriser la lutte des classes dans les pays impérialistes eux-mêmes. Ce soutien à la résistance des masses ne veut pas dire que les révolutionnaires apportent un quelconque soutien au programme et à la stratégie des organisations nationalistes bourgeois et petites-bourgeoises. On ne peut qualifier de « résistance » tout ce qui porte un fusil et, en particulier, des organisations comme Al Qaïda qui a été propulsée par l'impérialisme américain (Opération Cyclone de Jimmy Carter en 1979). Dans la lutte anti-impérialiste, il ne faut pas perdre la boussole de classe comme l'ont fait tous ceux qui se sont couchés devant les directions nationalistes, par exemple le parti stalinien Toudeh devant Khomeiny en Iran, avec à la clé la liquidation de milliers de militants du mouvement ouvrier. C'est ainsi que :

- Nous soutenons le peuple vénézuélien contre toute attaque directe ou indirecte de l'impérialisme, nous combattons tout putsch contre Chavez fomenté par l'impérialisme, mais nous n'apportons aucun soutien à la politique bourgeoise de Chavez, qui fait obstacle au combat révolutionnaire des masses et tente de se subordonner le mouvement ouvrier.

- Nous soutenons la lutte du peuple palestinien contre l'État raciste d'Israël, pour ses droits nationaux, pour le droit au retour et pour un seul État démocratique et socialiste sur l'ensemble du territoire de la Palestine historique. Dans ce cadre, nous prenons clairement

position contre l'assassinat d'élus du Hamas, leur enlèvement et leur emprisonnement par Israël. Mais nous n'apportons aucun soutien au Hamas en tant que parti réactionnaire qui maintient la propriété privée, opprime les masses palestiniennes en s'appuyant sur la charria, interdit les enseignants masculins dans les écoles de filles, oblige les femmes à se baigner habillées et organise des mariages forcés.

• Nous soutenons la résistance du peuple irakien, y compris militaire, contre l'impérialisme qui occupe son territoire et qui l'opprime, mais nous combattons ceux qui, au nom de l'islam radical et de la charria, s'attaquent aux syndicats et aux partis ouvriers, tentent de briser les grèves les armes à la main, assassinent les étudiants et terrorisent les femmes. Ce sont les ennemis jurés de la classe ouvrière et de son émancipation.

- De manière générale, nous soutenons la résistance des masses contre les armées et les représentants de l'impérialisme et du sionisme en Palestine, en Irak, en Afghanistan, au Liban, etc., même lorsque, en l'absence de directions progressistes, elles utilisent les moyens militaires d'organisations bourgeois ou petites-bourgeoises, laïques ou religieuses. Mais nous nous opposons à la stratégie des attentats aveugles contre les populations

civiles, qui conduisent à solidariser celles-ci avec leur gouvernement au lieu de les faire rompre avec lui et dont l'impérialisme se sert pour justifier sa présence.

Enfin, au moment où le gouvernement nationaliste-bourgeois de Hugo Chávez au Venezuela lance son projet d'une prévue Ve Internationale aux contours politiques flous et au contenu interclassiste, il nous faut défendre au contraire la nécessité de l'Internationale ouvrière révolutionnaire qui fait cruellement défaut aujourd'hui et qui chercherait à se lier à l'avant-garde du prolétariat en lutte contre les effets de la crise mondiale. Qu'on imagine à quel point la situation actuelle serait différente si les travailleurs disposaient d'une Internationale capable d'appeler tous les travailleurs d'Europe et du monde à la lutte commune et simultanée contre les plans de destruction de tous les acquis sociaux, pour un programme de transition révolutionnaire ! Il faudra donc ouvrir la discussion, au sein de la Tendance révolutionnaire du NPA, sur la délimitation, les références et le programme de cette Internationale que nous voulons. Dans ce cadre, nous discuterons en particulier du programme historique de la Quatrième Internationale et du bilan des organisations qui en sont issues.

Conclusion

La présente contribution pour la réunion nationale de la position B du 23 mai est soumise au débat parmi d'autres. Ses signataires espèrent qu'elle pourra contribuer à l'élaboration d'une plate-forme commune des partisans d'un NPA révolutionnaire pour le congrès, porteuse d'une alternative programmatique et stratégique radicale à l'orientation défendue par les dirigeants des ex-positions A et C. Nous pensons que cette plate-forme commune doit être portée immédiatement par une véritable Tendance révolutionnaire, qui soit clairement délimitée afin de peser efficacement sur les orientations du NPA. Nous avons en effet besoin d'une force organisée pour convaincre et rassembler un maximum de camarades du parti, pour que nos propres discussions puissent désormais avoir lieu régulièrement et s'approfondir et enfin pour proposer à nos comités, partout où c'est possible, de prendre des initiatives pratiques dans la lutte de classe immédiate, prouvant que nos propositions ne sont pas seulement justes en théorie, mais aussi réalistes et efficaces.

Texte signé par 62 camarades du NPA, dont ceux de la Tendance CLAIRE

Contribution de la Tendance CLAIRE du NPA après la réunion de 350 partisans de l'ex-position B le 23 mai

Poursuivons les discussions communes pour une plate-forme de congrès radicalement alternative à celle de la direction

Avançons en même temps vers une tendance révolutionnaire du NPA avec tous les camarades qui en sont d'accord !

350 camarades ont participé à la réunion nationale de l'ex-position B le 23 mai à Paris. Cette forte participation, en plein week-end de Pentecôte et sachant qu'il s'agissait d'une réunion entièrement auto-financée, montre le besoin de discussions collectives et la volonté de construire pour le NPA une orientation radicalement alternative à celle mise en œuvre par la direction. Pour notre part, nous demandions

une telle réunion depuis plus de six mois, regrettant que la politique défendue par les camarades de l'ex-position B au CPN soit définie par eux seuls, sans discussion à la base, et qu'elle n'aille pas jusqu'au bout du combat pour un NPA révolutionnaire. Nous nous réjouissons donc vivement du succès de cette première rencontre, qui a permis aux militants de commencer à mieux se connaître.

Cela a été une première occasion pour échanger, confronter les analyses et les propositions entre militants aux parcours et aux sensibilités différentes : courant officieux des dirigeants du 92 Nord (ancienne gauche de la majorité de l'ex-LCR) et de la majorité du secteur jeune (ex-JCR), militants issus du courant Démocratie révolutionnaire de l'ex-LCR, Fraction L'Étincelle issue de LO,

courant Gauche révolutionnaire, secteur automobile du NPA, représentants des comités de Mulhouse, de la Meuse et de la Franche-Comté appelant les uns et les autres à une Tendance révolutionnaire dans le NPA, courant La Commune, groupe des militants issus du Comité de Stéphane Just (ex-OCI), Contribution des 62 pour une Tendance révolutionnaire incluant les militants de la Tendance CLAIRE... Il nous semble particulièrement important de lever les a priori qui peuvent exister et de savoir faire de cette diversité une richesse pour essayer d'avancer ensemble vers l'élaboration d'une orientation révolutionnaire pour le NPA. Cela implique d'acter à chaque étape les points d'accord et de poursuivre les discussions sur les points en débat.

Une discussion riche, qui a fait apparaître à la fois des préoccupations communes et des différences

Sur la situation politique et l'orientation immédiate du NPA

En ce qui concerne le premier point à l'ordre du jour, la situation politique et les campagnes à proposer au NPA, deux thèmes ont dominé. **Beaucoup d'intervenants ont évoqué la crise en Grèce, manifestation la plus aiguë de la crise mondiale du capitalisme**, qui est en même temps la pointe la plus avancée de l'offensive bourgeoise pour faire payer la crise aux travailleurs et de la résistance de ceux-ci, qui cherche la voie d'une radicalisation (grèves et manifestations du 5 et du 20 mai, rassemblements contre le Parlement, affrontements avec la police). On a remarqué notamment la proposition d'une campagne de solidarité internationaliste avec le peuple grec, articulée au combat contre notre propre gouvernement, qui nous prépare une cure d'austérité préventive. **La question de la lutte en France pour la défense des retraites a également été centrale**. Plusieurs intervenants ont défendu l'idée qu'il fallait s'investir avant tout dans les « collectifs unitaires » regroupant les organisations syndicales et politiques, généralement sur la base de l'appel ATTAC/Copernic, mais en les

concevant comme outils de mobilisation. D'autres, en revanche, ont souligné à juste titre la nécessité de se battre pour mettre sur pied des collectifs de mobilisation qui définissent eux-mêmes leurs revendications, les plus avancées possible, tout en dénonçant centralement les directions syndicales qui « négocient » avec le gouvernement, l'exigence qu'elles rompent ce « dialogue social » étant alors une condition pour réaliser un véritable front unique ouvrier. En ce sens, il se confirme que le combat plus général pour un courant lutte de classe et anti-bureaucratique dans les syndicats est crucial, comme l'ont souligné quelques intervenants. Il nous semble cependant que la discussion aurait pu être davantage préparée à l'avance pour voir s'il était possible de sortir de la réunion avec une orientation à proposer à tout le NPA, afin de mener de façon révolutionnaire le combat central contre la réforme des retraites de Sarkozy-Fillon. Car, si nous croyons essentiel de mener la lutte politique pour une stratégie et un programme révolutionnaires, il nous semble tout aussi important de montrer concrètement ce que cela implique pour l'orientation immédiate du parti.

Sur le bilan du NPA depuis sa fondation

Le second point à l'ordre du jour, consacré au bilan du NPA, a fait apparaître des différences d'appréciation. **Pour certains camarades, notamment les représentants de la position B au CPN, la dérive de la direction aurait commencé en juin 2009, au moment de l'ouverture des discussions électorales avec le PC et le PG. D'autres, dont nous faisons partie, pensent que les « principes fondateurs » sont eux-mêmes ambigus et que les résolutions adoptées par le congrès étaient erronées.** Sans pouvoir épouser ici cette discussion, rappelons quelques arguments :

• La résolution sur les élections européennes adoptée par le congrès disait : « *Le congrès fondateur du NPA est favorable à un accord durable de toutes les forces qui se réclament de l'anticapitalisme.* (...) Le NPA entend agir comme force d'unité et est prêt, de façon publique, à en explorer

immédiatement et sans exclusive les voies, y compris pour les élections européennes, en particulier avec les forces avec lesquelles nous avons mené campagne aux dernières élections municipales. » C'était indiscutablement ouvrir la porte à des discussions et à un accord avec des partis « qui se réclament de l'anticapitalisme » sans être anticapitalistes, comme le PG et le PCF. La principale condition posée était non seulement que cet accord concerne les luttes et les élections, mais aussi qu'il soit « durable », c'est-à-dire qu'il englobe les européennes de 2009 et les régionales de 2010.

• **Les principes fondateurs sont manifestement ambigus.** En particulier, s'ils contiennent des formules tout à fait justes disant que, pour renverser, le système il faudra une révolution, ils ne sont pas organisés autour de l'objectif que nous poursuivons : la conquête du pouvoir par les travailleurs, la république des conseils, ouvrant la voie vers l'expropriation du capital et le socialisme, par l'extension internationale de la révolution.

• Des camarades représentant l'ex-position B au CPN ont soutenu que les militants souhaitant trancher dans un sens révolutionnaire les principes fondateurs se mettraient de fait en dehors du cadre du NPA. Pourtant, **il est du droit de tout militant de vouloir modifier le programme du parti dans le sens qui lui semble juste.** Les dirigeants de la position C et une majorité de ceux de la position A ne se privent d'ailleurs pas de le faire, proposant de modifier les principes fondateurs dans un sens réformiste. C'est pourquoi il est à la fois juste et nécessaire de mener la discussion de fond.

• On a aussi entendu dire que seuls des principes fondateurs ambigus pouvaient permettre un parti large. C'est à notre avis une **confusion entre le programme du parti et ceux auxquels il s'adresse**. Il faut chercher à toucher largement tous les travailleurs, chômeurs, jeunes, révoltés par le capitalisme, mais cela n'implique pas qu'il faille le faire au détriment d'une stratégie claire, ni qu'on le fera plus facilement dans la confusion, bien au contraire. D'ailleurs, cet argument, déjà erroné selon nous au moment du congrès fondateur, se voulait en tout cas provisoire : l'ambiguité était censée tenir compte du manque de

formation et d'expérience des milliers de « primo-militants », mais tout le monde s'accordait pour dire que la discussion programmatique n'était pas close. Le texte des « principes fondateurs » reconnaît lui-même, dans son introduction, qu'il contient des « forces et des faiblesses » et que « ce n'est pas un programme complet, détaillé, un "manifeste" ». Or, seize mois après, dans une situation de crise du parti et de nombreuses démissions, il est crucial de revenir sur ces manques et ces faiblesses programmatiques et stratégiques, d'approfondir les discussions pour relancer le NPA.

• De ce point de vue, il nous apparaît important d'étudier l'expérience et de tirer collectivement le bilan politique de tous les « partis anticapitalistes larges » formés dans différents pays, comme la coalition Respect en Angleterre, le PSOL au Brésil ou encore le Bloc de Gauche au Portugal. Relevons en particulier que les députés de ce dernier viennent de voter le 7 mai au Parlement le plan de « soutien » à la Grèce présenté par le gouvernement, donc les mesures d'austérité terribles pour le prolétariat grec, sous prétexte d'éviter la faillite de la Grèce. C'est un argument qui ressemble malheureusement beaucoup à celui de Papandréou et des bureaucraties syndicales grecs pour faire accepter ces mesures aux travailleurs. En France, même le PC et le PG n'ont pas osé voter avec l'UMP et le PS pour ce prétendu plan de sauvetage, bien qu'ils en aient approuvé le principe !

Il y a eu moins d'interventions pour discuter le bilan de la politique menée par la direction actuelle du NPA dans la lutte des classes. Cela nous a semblé dommage car c'est bien en vue de cette intervention que nous construisons notre parti. Peu de camarades ont cherché à répondre au problème soulevé par Manu Georget, qui a souligné le peu de soutien du NPA national à la lutte pourtant exemplaire des Philips Dreux. Plus généralement, il a été peu question de la faiblesse de l'intervention du NPA national dans une séquence de la lutte des classes pourtant particulièrement riche depuis janvier 2009, marquée par la grève générale aux Antilles, les journées d'action puissantes, les grèves ouvrières en France, nombreuses et radicalisées dans leurs méthodes, etc. Cela a été à notre avis

une faiblesse de la réunion, d'autant plus surprenante que nombre de camarades ont insisté sur l'importance de la pratique, en l'opposant parfois de façon bien schématique à la question du programme.

Les dirigeants de l'ex-position B se sont opposés à la volonté de faire des pas significatifs vers une tendance révolutionnaire

Durant l'après-midi, il s'agissait de discuter de la question : « Quel NPA voulons-nous ? », puis de la préparation du congrès. L'échange a fait apparaître là aussi des différences, notamment entre des camarades voulant se battre pour un NPA clairement révolutionnaire, assumant son programme au quotidien dans les luttes, et les partisans d'un parti anticapitaliste large dont l'orientation soit certes indépendante des partis réformistes, axée vers les luttes et plus radicale que celle de la direction actuelle, mais sans pour autant sortir d'une sorte de parasyndicalisme plus ou moins radical.

Retour au NPA des origines ou avancées vers un NPA révolutionnaire ?

Pour justifier leur refus d'une tendance révolutionnaire, les dirigeants de l'ex-position B ont invoqué deux types d'arguments. Ils ont mis en avant des considérations tactiques. Selon eux, le fait de mettre en place trop tôt une tendance révolutionnaire risquerait de nous couper du parti. Ce souci ne nous semble pas fondé, car il n'y aucune raison pour qu'une telle tendance ne puisse mener le débat dans tout le parti sur ses propres positions ; la constitution d'une telle force dans le parti serait au contraire la meilleure façon de convaincre tous ensemble un maximum de camarades en s'adressant à eux en toute clarté.

Les dirigeants de l'ex-position B ont évidemment déclaré leur refus de s'associer au texte récemment publié par la majorité de la direction (ex-position A s'alliant avec une partie de l'ex-position C), mais ont aussi affirmé leur volonté de chercher des accords avec certains de ses signataires, auteurs de formulations alternatives

au sein même de ce texte, sous la forme de « fenêtres » certes plus à gauche, mais non pour autant en rupture avec la logique générale de la direction. Bref, ils subordonnent leur orientation au principe d'obtenir une majorité au congrès avec des dirigeants qui en partagent une autre pour l'essentiel.

Ce sera bien sûr l'un des enjeux du congrès d'empêcher que le parti ne devienne réformiste. De ce point de vue, il va de soi qu'il faudra faire des blocs tactiques avec tous ceux qui refusent de s'engager dans cette voie. Mais cela n'implique pas du tout que les révolutionnaires doivent renoncer à défendre leur propre programme et leur propre orientation. Une majorité solide ne saurait se construire par d'éventuels compromis boiteux, mais se construit par en bas, en convaincant patiemment les camarades du parti. C'est en opposant à la stratégie réformiste proposée par la majorité de la position A une stratégie révolutionnaire que l'on peut aider le mieux à la clarification du débat et que l'on pourra entraîner des camarades au-delà de la position B. C'est d'autant plus vrai que le développement de la crise laisse de moins en moins de place à une illusoire orientation intermédiaire entre réforme et révolution.

Au lieu de permettre un cadre de discussion unificateur des différentes sensibilités, les organisateurs ont proposé un texte inamendable !

Un texte présenté par ses auteurs comme inamendable

Durant la pause de midi, une commission s'est réunie pour que les organisateurs présentent leur projet de déclaration, qui n'avait pas été envoyé à l'avance, mais distribué seulement le matin aux participants. Quelques camarades ont exprimé leur déception que le texte ne soit pas plus radical, qu'il se contente de revendiquer les principes fondateurs, affirmant que nous aurions « changé d'orientation en juin 2009 », et qu'il ne mentionne pas l'objectif d'une Tendance révolutionnaire. D'autres se sont opposés expressément à l'objectif

d'une telle tendance et demandé qu'on précise que l'objectif était de parvenir à une majorité au congrès pour diriger le parti — ce qui impliquait selon eux de préparer la jonction avec une partie des dirigeants ayant soutenu l'ex-position A. Cela laissait espérer une discussion importante et riche pour l'après-midi... Mais les organisateurs ont alors annoncé un amendement pour inclure d'office la dernière proposition et surtout déclaré que **le texte était de toute façon celui des représentants de l'ex-position B au CPN : il n'était donc amendable que par eux !** Cette annonce anti-démocratique s'est accompagnée de la présentation d'une liste préétablie de camarades appelés à participer à un Comité d'animation provisoire pour assurer la poursuite de l'élaboration après cette journée, notamment en vue des textes de congrès. D'autres camarades ont demandé à intégrer le collectif.

Propositions pour permettre un cadre de discussion réunissant toutes les sensibilités de la position B

Dans la mesure où le texte était présenté comme non amendable, les signataires de la Contribution des 62 pour une Tendance révolutionnaire participant à cette commission ont quant à eux voulu consulter leurs camarades avant de proposer ou non des candidatures pour le Comité d'animation ; ils ont décidé finalement de demander que soient soumis des amendements au texte et par ailleurs, avant la reprise de la séance plénière en début d'après-midi, ils ont transmis deux candidatures (dont celle d'un représentant de la Tendance CLAIRE) à l'un des organisateurs. Durant la discussion de l'après-midi en séance plénière, **un camarade a donc proposé trois amendements au texte pour permettre à tous les participants d'avancer ensemble tout en poursuivant leurs discussions sur les points de désaccord.** Le premier proposait de préciser expressément que l'objectif commun était une « plate-forme pour un NPA révolutionnaire » : même sans trancher immédiatement la question de faire ou non une tendance, cela permettait de fixer clairement l'objectif d'une alternative radicale aux propositions de la

direction actuelle. Les deux autres amendements étaient liés : il s'agissait de ne pas diviser les participants sur le passé afin de leur permettre de poursuivre leurs discussions pour le présent et l'avenir ; pour cela, il suffisait tout simplement de retirer la phrase disant que le NPA aurait « *changé d'orientation en juin 2009* » et de remplacer la formulation selon laquelle il s'agirait d'*« affirmer notre projet, celui d'un parti anticapitaliste et révolutionnaire tel qu'on le trouve dans les principes fondateurs »* par l'idée qu'on veut construire le NPA « *en s'appuyant sur les acquis des principes fondateurs et en approfondissant les discussions programmatiques et stratégiques* ». Ces amendements étaient parfaitement acceptables par tous les participants si l'on voulait parvenir à un cadre de discussion satisfaisant, à ce stade, pour toutes les sensibilités.

Refus de ces propositions et fin de la réunion

Enfin, pour conclure cette journée, les organisateurs ont annoncé la soumission au vote de leur texte, en y intégrant seulement deux amendements : **les leurs !** Outre celui déjà mentionné, soulignant leur volonté de constituer une majorité au congrès, ils ont ajouté que la discussion sur la question d'une tendance révolutionnaire avait eu lieu et qu'elle se poursuivrait... Mais, au lieu d'en être co-élaboratrice, la masse des militants rassemblés n'était appelée qu'à avaliser leur texte tout ficelé, comme si la discussion durant toute une journée n'avait servi à rien ! D'autre part, les dirigeants ont présenté la liste des camarades désignés par eux pour participer au comité provisoire d'animation, sans même la soumettre au vote... Or les deux signataires de la Contribution des 62 dont les candidatures avaient été transmises en début d'après-midi n'avaient pas été retenus sur la liste (et étaient les seuls dans ce cas parmi les rares candidats « spontanés »)...

Dans ces conditions, un camarade a demandé la parole : il s'agissait de proposer que les trois amendements présentés en séance plénière (et transmis par écrit à la tribune) soient soumis au vote (sachant qu'aucun autre amendement n'avait été proposé), d'appeler à l'abstention sur le texte s'il n'était pas

amendé et de demander l'intégration dans le comité provisoire d'animation des deux représentants de la Contribution des 62. Cela aurait duré deux minutes (d'ailleurs, l'ordre du jour avait été parfaitement respecté et on n'était même pas en retard...). Pourtant, **la tribune a refusé de donner la parole au camarade, en assumant que le texte était inamendable.** Cet acte d'autoritarisme injustifiable a soulevé une vague de protestations et un désordre de plusieurs minutes. La tribune a donné la parole au représentant de la Fraction L'Étincelle qui voulait expliquer pourquoi celle-ci s'abstendrait sur ce texte, comme c'est parfaitement légitime. Mais, lorsque le représentant de la Tendance CLAIRE a voulu pouvoir au moins, lui aussi, appeler à s'abstenir, la parole lui a de nouveau été refusée ! Quant à la désignation sans vote du comité provisoire d'animation, il a fallu que le camarade Manu de Dreux (l'un des signataires de la Contribution des 62) insiste pour pouvoir faire acte de candidature à condition, a-t-il dit, que toutes les sensibilités soient représentées dans le Comité d'animation et que l'accord avec le texte proposé ne soit pas la condition pour y participer. C'est alors que les organisateurs ont annoncé que celui-ci était ouvert à d'autres camarades que ceux dont ils avaient dressé la liste. Des camarades de la Tendance CLAIRE et de la Contribution des 62, comme les représentants de la Fraction L'Étincelle, ont donc finalement participé à la première réunion de ce comité immédiatement après la séance plénière.

Il est regrettable que les organisateurs n'aient pas voulu parvenir à un texte permettant de rassembler les différentes sensibilités et que la réunion se soit terminée par un épisode fort critiquable du point de vue de la démocratie¹. Cela a suscité

¹ Cette décision des dirigeants de l'ex-position B est d'autant plus regrettable que la commission de médiation du NPA vient d'envoyer aux membres du CPN et du CE une lettre demandant au prochain CPN (celui des 29-30 mai) d'adopter une résolution concernant la Tendance CLAIRE... faute de quoi elle serait obligée de nous accorder un observateur au CPN, en réparation de la faute commise à notre encontre au moment de l'élection du CPN lors du congrès fondateur (cf. *Au CLAIR de la lutte* n° 1, <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=10>). Alors que la demande d'une

un réelle colère chez un certain nombre de camarades, y compris parmi les partisans d'un texte inamendé. Entre les désaccords politiques et le mécontentement concernant les méthodes, il n'est pas étonnant que, **sur 245 présents au moment de l'adoption du texte, seuls 154 aient voté pour (moins de 63%), 10 camarades votant contre, 81 s'abstenant et 2 ne prenant pas part au vote.** Pour gagner la majorité dans le parti, il aurait fallu tout faire pour rassembler toute la base de l'ex-position B tant que les discussions n'ont pas permis de trancher les questions fondamentales. Il faut donc espérer maintenant que les dirigeants de l'ex-position B tîtront les leçons du résultat limité du vote en faveur de leur texte et accepteront d'aller jusqu'au bout de la discussion en vue d'une plate-forme révolutionnaire cohérente et conséquente, tout en adoptant désormais des méthodes démocratiques pour la prise de décisions.

Acquis et limites du texte adopté

Si l'on fait abstraction des conditions de son adoption, **le texte adopté contient un grand nombre d'éléments positifs, qui justifiaient qu'on ne vote pas contre lui :**

telle résolution n'avait pas été réitérée avant le précédent CPN (celui de mars), il s'agit ainsi de remettre à l'ordre du jour une attaque qui, grâce à la campagne démocratique menée en décembre-janvier, et notamment grâce à l'intervention des dirigeants de l'ex-position B au CPN de janvier, n'avait finalement pas eu de suites. Relancer cette attaque aujourd'hui, alors que la page avait été tournée de fait et que s'ouvrent les discussions pour le congrès, serait une atteinte à la démocratie encore plus intolérable qu'auparavant. Ce serait à l'évidence un acte d'intimidation. Il est crucial que les camarades de l'ex-position B, au-delà de nos divergences politiques, réitèrent leur combat démocratique de janvier contre toute mesure d'intimidation qui serait proposée au CPN des 29-30 mai. Il est juste également d'appuyer la proposition que la Tendance CLAIRE, qui existe de fait depuis le congrès fondateur, ait enfin un observateur au CPN, afin d'accéder pour la préparation du congrès aux mêmes informations et aux mêmes discussions que les autres sensibilités du parti.

• Il affirme la nécessité d'un « *outil politique susceptible de rassembler largement les exploités et les opprimés autour d'un programme qui appelle clairement à renverser le système capitaliste, en lien avec les travailleurs du monde entier* » ;

• Il dénonce « *les journées syndicales sans lendemain et la volonté clairement affichée par les directions syndicales de négocier de nouveaux reculs avec le patronat et le gouvernement, notamment sur les retraites* » ;

• Il s'attaque non seulement à « *l'accompagnement et la justification des politiques de rigueur par la social-démocratie* », mais aussi à « *l'incapacité de la prétendue "gauche radicale" à la gauche du Parti socialiste d'appeler à autre chose que la "révolution par les urnes"* ».

• Quant aux perspectives, il appelle à « *faire le lien en permanence entre les aspirations immédiates de la population et la nécessité de renverser le capitalisme en inscrivant toute notre intervention politique dans le cadre d'une démarche transitoire* », il prône l'auto-organisation et affirme qu'il s'agit de « *poser la question du pouvoir des travailleurs et d'une autre société (...), le socialisme* ».

• Il appelle également à « *prendre des initiatives dans les mobilisations, (à) ne pas laisser les élections constituer l'agenda de notre parti, et développer dans celles-ci comme ailleurs une indépendance vis-à-vis de la gauche institutionnelle* ».

• Il appelle enfin à construire la parti « *par en bas, en direction des entreprises, des quartiers populaires et de la jeunesse* ».

Cependant, le texte contient aussi des faiblesses importantes. Outre l'affirmation d'un prétendu « changement » de politique en juin 2009 et la revendication des principes fondateurs comme socle intangible du NPA, qui le rendaient inacceptable selon nous, c'est un texte qui reste confus par plusieurs aspects

• Il ne parle pas de la *centralité du prolétariat* (la classe ouvrière, la classe des travailleurs salariés et exploités) et ne dit pas que notre parti doit avant tout l'aider à se constituer comme classe révolutionnaire consciente ; il emploie en revanche les

notions floues de « population », de « classes populaires » et de « parti large », qui sont privilégiées par la direction du NPA dans le cadre de sa politique confuse. En ce qui concerne la « démarche transitoire », si elle permet aux auteurs du texte de dépasser les ambiguïtés réformistes du « plan d'urgence » qu'ils préconisaient jusqu'à présent (dans la continuité de l'ex-LCR), elle ne débouche pas encore clairement sur un véritable *programme de transition* révolutionnaire, car elle n'est pas suffisamment articulée avec le combat pour la conquête du pouvoir par les travailleurs. Celle-ci est certes présente dans le texte, mais pas assez centralement : elle apparaît plutôt comme une possibilité naissant des « étapes de la lutte » que comme une nécessité pour satisfaire les aspirations et revendications immédiates, devant dès lors être défendue de façon systématique et non seulement épisodique.

• Corrélativement, si l'État est défini comme « *fondamentalement un instrument de domination entre les mains de la bourgeoisie* », il est très insuffisant de lui opposer seulement de « *nouvelles formes de pouvoir que les travailleurs feront surgir dans les luttes elles-mêmes, en rupture et en opposition avec l'État* » (ou « *en rupture avec les institutions* », comme dit le texte plus loin). En effet, si de telles « formes de pouvoir » apparaissent (comités d'usine, comité central de la grève générale, communes, soviets...), créant une situation de double pouvoir, il ne s'agira pas seulement de « s'opposer » à l'Etat bourgeois, mais de le *détruire* et de *construire* sur la base des « nouvelles formes de pouvoir » un État révolutionnaire, celui des travailleurs eux-mêmes.

• En ce qui concerne l'intervention dans les luttes, la tactique du front unique ouvrier n'est pas clairement proposée : si le texte qu'il faut « *contribuer à rassembler le monde du travail* », il préconise pour cela de « *s'adresser aux milieux que les directions syndicales et politique de la gauche continuent d'influencer en s'appuyant sur les évolutions de conscience des travailleurs eux-mêmes comme levier politique* ». Autrement dit, il propose de contourner l'obstacle central des directions syndicales et réformistes au lieu de mettre au centre le combat contre elles, qui suppose la

combinaison de la dénonciation concrète de leur politique, étape par étape, et de l'exigence qu'elles en changent. En effet, pour convaincre les travailleurs qu'elles influencent, il faut leur proposer de se battre ensemble pour des mots d'ordre et des actions qu'ils attendent eux-mêmes de leurs organisations (revendications claires, refus des « concertations » avec le gouvernement, méthodes de lutte efficaces). C'est la seule façon de leur faire comprendre jusqu'au bout que les directions sont des obstacles.

Conclusion : les discussions communes doivent se poursuivre... mais les partisans d'une tendance révolutionnaire n'attendront pas

Avec les nouveaux développements de la crise en Europe et les effets qu'elle ne manquera pas de produire dans le sens d'une intensification de la lutte des classes, comme on le voit en Grèce, il est vital **d'avancer maintenant beaucoup plus profondément et plus vite dans la discussion fondamentale sur la nature et le programme du NPA révolutionnaire** dont la classe ouvrière a besoin pour combattre et pour vaincre.

Poursuivre et approfondir les discussions au sein de l'ex-position B

Si les discussions de fond ont (enfin !) pu commencer le 23, elles ne pouvaient se conclure en une seule journée. **Nous espérons que le Comité d'animation provisoire, auquel les signataires de la Contribution des 62 participeront activement, permettra d'avancer dans la clarification d'un maximum de questions et dans l'adoption d'orientations les plus avancées possible, pour une plate-forme radicalement alternative à celle de la direction du parti.** Mais en même temps, face au refus des dirigeants de l'ex-position B d'aller vers une tendance révolutionnaire (dû aux limites de leurs conceptions politiques, clairement perceptibles dans leur texte, mais aussi à des espoirs ou calculs concernant certains membres de la direction), il est légitime que l'ensemble des camarades qui veulent constituer cette tendance révolutionnaire n'attendent pas. Le combat au sein du NPA, notamment contre les positions de plus en plus droitières de la direction, exige d'aller jusqu'au bout dans l'élaboration d'une orientation révolutionnaire et de la défendre dans tout le parti au moyen d'une force organisée, avec clarté, audace et fermeté. C'est même une nécessité vitale pour que les militants déçus par les résultats de la réunion du 23 mars ne rejoignent pas les rangs de plus en plus nombreux de tous ces ouvriers et

ces jeunes qui ont déjà claqué la porte du NPA.

Avancer vers une tendance pour un NPA révolutionnaire

L'appel des camarades de la Meuse pour une tendance révolutionnaire, les réponses favorables qu'ils ont reçues, le vote de l'AG des camarades du Grand-Est pour une tendance révolutionnaire, la contribution de la Fraction L'Étincelle pour la réunion du 23, etc., offrent à la fois les matériaux et les occasions pour nourrir la discussion en vue d'une tendance révolutionnaire du NPA. C'est en ce sens également qu'a été élaborée la Contribution des 62 pour la réunion du 23. Il s'agit maintenant **d'organiser une réunion nationale de tous les camarades partisans d'une tendance (ou d'un courant) révolutionnaire clairement identifiée dans le NPA, pour un NPA révolutionnaire.**

Cette réunion serait organisée de façon intégralement démocratique d'un bout à l'autre et permettrait de poser les premières bases d'une tendance révolutionnaire, en actant après discussion l'ensemble des positions sur lesquelles se dégage un accord large et en ouvrant une débat approfondi sur les éventuels points de divergence, qui se mènerait progressivement sans entraver ce processus de rassemblement urgent et nécessaire.

Paris, le 27 mai 2010

Contribution de la Tendance CLAIRE du NPA

Le Comité d'animation provisoire de l'ex-position B, qui dit vouloir relancer le projet du NPA comme parti révolutionnaire, décide d'exclure les partisans d'une Tendance révolutionnaire !

Pour quelle politique veulent-ils empêcher ainsi les discussions de fond ?

La première réunion du « Comité d'animation provisoire » désigné lors de la réunion nationale du 23 mai, à l'initiative des partisans de l'ex-position B au CPN, s'est tenue le dimanche 6 juin à Paris avec une trentaine de camarades. Elle a adopté un texte qui a été envoyé le 10 juin aux comités du NPA et dont nous allons discuter certains points ci-

après. Malheureusement, cette réunion a aussi été marquée par **l'exclusion des deux militants représentants de la Contribution des 62 pour une Tendance révolutionnaire (et membres de la Tendance CLAIRE) qui avaient pourtant été intégrés au Comité d'animation provisoire à l'issue**

de la réunion du 23 mai. Rappelons d'ailleurs que, si la réunion du 23 mai a rassemblé 300 militants en tout, comme le rappelle le texte du 6 juin, seuls 154 camarades sur 245 présents à la fin avaient voté pour la déclaration qui en est issue, à laquelle il avait été interdit de faire des amendements autres que ceux décidés par les

membres du CPN... Il y avait eu 81 abstentions, 10 contre et 2 refus de vote, prouvant l'insatisfaction de 38% des votants eu égard aux limites du texte proposé et aux méthodes employées pour l'imposer.

Le prétexte à l'exclusion des deux camarades a été qu'ils se sont abstenus sur le texte du 6 juin, après rejet de tous leurs amendements. Pourtant, ils avaient été intégrés dans le Comité d'animation le 23 mai, tout comme les camarades de la Fraction L'Étincelle et le représentant de la Meuse, malgré leur abstention sur le texte issu de cette réunion. **La première réunion du Comité d'animation n'avait donc évidemment aucun mandat pour exclure les camarades qui ne voteraien pas pour son texte** — encore moins pour une contribution à la discussion qui n'est pas encore un texte pour le congrès et qu'une bonne partie des camarades présents ont d'ailleurs découverte le matin même... De plus, il y a des camarades, membres du CPN, qui ne s'étaient pas seulement abstenus, mais avaient voté *contre* le texte du 23 mai... mais dont nul n'a évidemment demandé l'exclusion du Comité d'animation ! Plus généralement, il est évident d'un point de vue démocratique qu'aucune instance mandatée ne peut s'autoriser à exclure certains de ses membres sous prétexte qu'ils ne votent pas les textes proposés : une telle méthode ne peut qu'empêcher le débat, en interdisant par avance à quiconque de s'opposer aux propositions des dirigeants ou de s'abstenir. Les dirigeants de l'ex-position B ont beau dire dans leur texte qu'ils « *s'adressent aujourd'hui à tous les militants du NPA* », leur pratique montre qu'en réalité ils procèdent par des ultimatums et des mesures administratives pour empêcher les discussions politiques à la gauche du parti. **Ce n'est certainement pas ainsi qu'ils pourront convaincre les militants de la base du NPA, dégoûtés par les orientations et les méthodes de la direction, de leur faire confiance.**

Les dirigeants de l'ex-position B ont également pris comme prétexte le fait que la Tendance CLAIRE, d'une part, le comité de Chartres (où il n'y a aucun militant de la Tendance CLAIRE, mais avant tout des militants de l'ex-LCR), d'autre part,

ont appelé, après le 23 mai, à amplifier les discussions pour aller vers une Tendance Révolutionnaire du NPA. Pourtant, **à partir du moment où la réunion du 23 mai a refusé la constitution d'une Tendance révolutionnaire, il est du droit de celles et ceux qui en sont partisans d'avancer dans cette direction, tout en voulant continuer en même temps la discussion avec les camarades de l'ex-position B qui n'en sont pas encore convaincus.** Où est le problème ? Le Comité d'animation issu de la réunion du 23 mai est mandaté pour mettre en œuvre une orientation qui pourrait déboucher sur une plate-forme politique pour le congrès, mais tout le monde sait qu'il est composé de plusieurs courants officiels ou officieux qui ne poursuivent pas nécessairement les mêmes buts, mais ont en réalité bien des divergences entre eux, même s'ils décident de ne pas en parler (courant ex-LCR du 92 Nord et des JCR organisé autour de la revue officieuse *Actualité de la révolution*, militants issus de l'ex-courant Démocratie révolutionnaire de l'ex-LCR, courant Gauche Révolutionnaire, groupe de Mulhouse/Montbéliard dirigé par des camarades ex-LO, Fraction L'Étincelle issue de LO, militants issus de cette Fraction, groupe La Commune, groupe Prométhée, militants issus du groupe ex-OCI de Stéphane Just...).

Dans ces conditions, pourquoi ne faire de procès d'intention que contre la Tendance CLAIRE et les autres signataires de la Contribution des 62... alors qu'ils ont justement le mérite, quant à eux, de jouer cartes sur table, de diffuser leurs textes dans tout le parti, de ne pas cacher leurs points de divergences avec les autres courants de l'ex-position B, de dire ce qu'ils font et de faire ce qu'ils disent ? **Il est affligeant de constater que les dirigeants de l'ex-position B aient recours à la « méthode » du procès d'intention qu'ils ont pourtant combattue à juste titre quand elle avait été employée par la direction du parti contre la Tendance CLAIRE.** Ils confirment ce faisant que les procédés qu'ils ont employés le 23 mai (en refusant tout amendement qui ne soit pas d'eux-mêmes, en voulant exclure certains candidats du comité d'animation au

lieu de le faire élire et en refusant de donner la parole à un représentant de la Tendance CLAIRE sur ces questions) n'étaient pas accidentels, mais relèvent malheureusement d'une véritable méthode politique de lutte administrative contre les militants avec lesquels ils peuvent avoir des désaccords. **Croient-ils pouvoir empêcher ainsi que se poursuive la discussion pour une Tendance révolutionnaire entamée le 23 mai**, où tout le monde a pourtant pu constater qu'il s'agissait d'une question importante et largement débattue ? Ou faut-il envisager la pire hypothèse explicative, c'est-à-dire que **l'exclusion du comité d'animation des vilains petits canards serve en quelque sorte de garantie de modération pour permettre l'ouverture de négociations avec la « gauche » de l'ex-position A**, appelées de leurs voeux par les dirigeants de l'ex-position B, comme nous allons le voir ? L'avenir le dira peut-être...

En tout cas, **les dirigeants de l'ex-position B n'ont aucune légitimité pour exclure quiconque du Comité d'animation, qui n'appartient à personne, mais a été « mis en place » (comme le rappelle expressément le texte du 6 juin !) par l'ensemble des militants réunis le 23 mai**, avec la participation de tous les courants de l'ex-position B. À la fin de cette réunion, en effet, la tribune a expressément affirmé devant toute la salle que le Comité d'animation serait ouvert et n'a nullement posé comme condition que les participants votent nécessairement pour ses textes ! Dès lors, seule une réunion nationale de même nature aurait la légitimité nécessaire pour exclure des militants — et encore, il faudrait que ce soit sur la base de fautes politiques irréfutables. Les deux camarades de la Fraction L'Étincelle et celui de la Meuse ont d'ailleurs protesté avec fermeté contre cette exclusion des représentants de la Contribution des 62 et de la Tendance CLAIRE. Nous exigeons leur réintégration et appelons l'ensemble des camarades qui étaient présents le 23 mai ou qui se retrouvent dans la gauche du parti à se prononcer en ce sens. **Au moment où s'ouvrent les discussions pour le congrès, il en va de la crédibilité démocratique et politique de**

toute l'ex-position B aux yeux de tous les militants de notre parti.

Pourquoi les dirigeants de l'ex-position B s'opposent-ils de toutes leurs forces à la clarification de certaines questions politiques majeures ?

La plupart des membres du Comité d'animation provisoire issu du 23 mai considère que les dérives de la direction du NPA ont commencé le jour où celle-ci a publié des déclarations communes avec le PC et le PG en juin 2009. Ils estiment que la solution est donc de revenir au « NPA des origines », c'est-à-dire aux textes flous et ambigus adoptés par le congrès fondateur. Nous avons déjà montré dans notre contribution sur la réunion du 23 mai que cette orientation est non seulement fausse (on ne peut résoudre les problèmes en s'arc-boutant sur des ambiguïtés !), mais illusoire : la droite (ex-position C) et la direction du parti (majorité de l'ex-position A) sont bien décidées, quant à elles, à surmonter les ambiguïtés des textes fondateurs... mais en les tranchant dans le sens de la réforme et non de la révolution. C'est pour cela qu'il est nécessaire que la gauche du parti ne fuie pas le débat, mais réponde au même niveau d'ambition, en se hissant jusqu'aux enjeux centraux du combat politique anticapitaliste, qui se concentrent sur la question du pouvoir, de la centralité prolétarienne et de la grève générale.

Or, si le texte du 6 juin contient tout un ensemble de choses parfaitement justes, qui constituent le fonds commun de l'ex-position B (critique de la campagne des régionales, projet de construire le parti par en bas et non par des recompositions au sommet de la gauche antilibérale, critique des thèses politiques droitières soumises par la majorité de la direction au dernier CPN, effort pour proposer de premiers éléments en vue d'un programme de revendications qui se veut transitoire, insistance sur la nécessité de rompre avec les institutions, proposition de campagnes concrètes sur la question

de la crise, des retraites et pour la construction du parti, etc.), il reste faible dans la délimitation programmatique et stratégique, en reprenant des formules confuses de la direction du NPA et en n'étant pas axé sur les questions essentielles, qui se retrouvent noyées au milieu de considérations plus générales. Il était donc parfaitement légitime de chercher à l'amender pour le rendre meilleur : comme d'autres camarades, les représentants de la Contribution des 62 et de la Tendance CLAIRE ont proposé quelques amendements concis que l'on pouvait certes rejeter, mais qui avaient à l'évidence toute leur place dans la discussion démocratique visant à dégager l'orientation la plus juste possible pour la gauche du parti.

Pour que tous les camarades puissent se faire leur propre opinion, nous présentons ici ces amendements, en les justifiant sur la base des insuffisances du texte (et en sachant que, le projet ayant été découvert le matin, il a fallu rédiger ces amendements de façon quelque peu précipitée) :

Conquête du pouvoir et programme de transition

• **Amendement 1 :** Remplacer « *un programme pour les luttes aujourd'hui, pour le pouvoir des travailleurs demain* » par : « *un programme qui articule les luttes avec l'objectif de la prise du pouvoir politique par les travailleurs eux-mêmes. Celle-ci ne passera pas par les élections, mais par une révolution sociale, par l'insurrection de la masse des travailleurs auto-organisés.* » (2 pour, 2 abstentions, tous les autres contre.)

Explication : Les principes fondateurs du NPA disent certes qu'il ne faut pas cogérer le système, comme le font les réformistes, mais ne propose pas une orientation alternative concrète. Or il n'y a pas de troisième voie possible entre la gestion réformiste des institutions et la révolution prolétarienne ! Il est d'autant plus important de le dire aujourd'hui qu'une majorité de l'ex-position A, s'appuyant sur l'impasse où conduit ce flou, lance une offensive pour

trancher les ambiguïtés dans un sens réformiste : elle balaie l'idée d'une prise du pouvoir par une insurrection des ouvriers auto-organisés comme en 1917 ou par une grève générale, comme Mai 68, qui irait jusqu'au bout. Elle lui oppose un « gouvernement en faveur de la population », supposé mettre en œuvre un programme minimum, issu d'une combinaison de luttes et d'élections.

En réalité, les travailleurs ne peuvent affronter victorieusement l'offensive de la bourgeoisie pour leur faire payer la crise qu'à condition de conquérir eux-mêmes le pouvoir politique. Certes, ils n'y sont pas encore près aujourd'hui, mais c'est précisément la tâche d'un parti révolutionnaire de les y préparer systématiquement. Cela suppose de rejeter toute séparation du programme en deux, avec un programme minimum pour les luttes et un programme maximum pour un futur indéterminé.

Or le texte du 6 juin évoque certes la question du pouvoir, mais il n'en fait pas un axe de son orientation : il considère que cette question est de toute façon pour « demain » et son articulation avec la lutte pour les revendications immédiates reste donc assez abstraite. Face au programme catastrophique pour les révolutionnaires que veut faire passer la majorité de la direction actuelle, les dirigeants de l'ex-position B nous proposent de nous en tenir aux principes fondateurs au lieu d'avancer dans le sens d'une clarification révolutionnaire. D'ailleurs, même la phrase que nous proposons de remplacer par une formulation plus claire ne figurait pas dans la toute première version du texte et il a fallu un amendement, intégré quant à lui, pour que soit réaffirmé l'objectif fixé par les principes fondateurs de « renverser l'appareil d'État ».

Exproprier seulement les banques... ou tous les grands groupes capitalistes ?

• **Amendement 2 :** Après « *expropriation des banques* », ajouter : « *et des grands groupes capitalistes et leur nationalisation* »

sous contrôle des travailleurs». (4 pour, 1 abstention, tous les autres contre.)

Explication : Nous ne voyons aucune raison de limiter le combat pour l'expropriation du capital aux seules représentants de la finance. On ne peut pas séparer un méchant capitalisme financier d'un bon capitalisme industriel, car le capital bancaire a précisément fusionné depuis longtemps avec le capital industriel pour donner naissance au capital financier. Ce ne sont pas les méchantes banques qui sont responsables de la crise, comme veut nous le faire croire le Front de gauche, mais c'est le capitalisme lui-même (crise de suraccumulation). On ne peut pas la résoudre avec la simple expropriation des banques : une telle mesure n'a rien de révolutionnaire en soi, puisque c'est ce qu'a fait Mitterrand en 1981, moyennant de juteuses indemnités.

Or la majorité de la direction veut nous entraîner dans le sens d'une politique de type réformiste, notamment avec son projet de texte «*Nos réponses à la crise*». Après avoir formulé, entre autres énormités, la demande d'un simple « moratoire » sur la dette publique, plutôt que son annulation pure et simple, ce texte se prononce contre la nationalisation du système de crédit, contre sa centralisation dans un monopole d'État, et propose un simple «*service public bancaire*» déléguant des «*concessions bancaires* (...) à des entités contrôlées par les parties intéressées : salariés, entreprises, associations, collectivités locales, représentants locaux de l'État». Bref, la direction du NPA nous propose comme solution pour sortir de la crise un nouveau système bancaire manifestement fumeux, mais qui laisse en place l'essentiel : les entreprises privées et l'État bourgeois !

Certes, les dirigeants de l'exposition B critiquent ce texte, mais pourquoi limiter eux aussi leur volonté d'expropriation aux seules banques et refuser de se battre pour la nationalisation de tous les grands groupes capitalistes sous contrôle des travailleurs ? Face à une entreprise qui veut licencier massivement, comme Continental, Arcelor-Mittal, Philips, Freescale, Goodyear, etc, il n'y a pas d'autre alternative que la

grève avec occupation d'usine et la lutte pour l'expropriation sous contrôle ouvrier. Face à une entreprise qui détruit l'environnement dans la course au profit, comme Total hier avec la marée noire de l'Erika ou l'explosion de l'usine AZF, ou BP aujourd'hui et beaucoup d'autres, il n'y a qu'une seule solution, l'expropriation sous contrôle des travailleurs. Bref, on ne peut se borner à parler d'un vague «*contrôle des salariés sur l'économie*», comme le proposent le texte du 6 juin... et la direction. La seule façon pour les salariés de contrôler réellement, c'est d'exproprier le capital sans indemnités ni rachat et de gérer eux-mêmes la production, ce qui renvoie à la tâche de la conquête du pouvoir politique.

Défendre l'objectif de la grève générale pour vaincre Sarkozy et ses réformes

• **Amendement 3 :** Sur la question du combat contre la réforme des retraites, après «*un mouvement d'ensemble*», ajouter : «*une grève générale dont nous défendons l'objectif de façon systématique, comme seule solution pour vaincre Sarkozy et ses réformes*». (2 pour, tous les autres contre.)

Explication : La direction du parti nous parle elle aussi de la nécessité d'un « mouvement d'ensemble », au lieu de fixer clairement l'objectif de la grève générale comme seule solution pour gagner sur les retraites et de se battre en ce sens dans sa presse, ses tracts, les syndicats et les collectifs. Nous ne devons pas nous borner à souhaiter à chaque journée d'action qu'elle soit réussie, ni à militer pour une nouvelle date de journée d'action. Nous devons patiemment proposer aux travailleurs une alternative aux journées d'action dispersées et sans lendemain des bureaucraties syndicales, qui sont inefficaces pour gagner et finissent par démotiver les travailleurs : cela ne peut être que le combat pour la grève générale.

Or, en refusant de faire de ce combat une question centrale et même d'en parler, les dirigeants de l'ex-position B ont beau dire que la direction

propose une orientation confuse, ils ne font pas de propositions alternatives concrètes. D'ailleurs, ils sont sur ce point en deçà du texte du 23 mai, qui disait clairement qu'il s'agit de se battre pour la grève générale... et qui est censé constituer leur mandat ! Mais surtout, ils sont en deçà du niveau de conscience des masses qui n'ont pas peur, quant à elles, de se prononcer pour la grève générale : selon un sondage BVA du 10 juin, «*les deux tiers des Français jugeraient plus efficace la méthode dure, avec une grève générale (promue par FO) plutôt que des manifestations à répétition comme le prônent la plupart des syndicats aujourd'hui*». Les dirigeants de l'exposition B peuvent bien nous dire qu'ils veulent «*construire à la base et nous adresser à la base*», mais il faudrait déjà qu'ils ne rejettent pas des amendements qui sont non seulement justes sur le fond, mais en outre en adéquation avec la conscience la plus actuelle des travailleurs !

Lutter ouvertement contre les directions syndicales et pour l'auto-organisation des travailleurs

• **Amendement 4 :** Au sujet de la politique des directions syndicales, ajouter : «*Les DS refusent de mobiliser les travailleurs et passent leur temps à collaborer avec le patronat et le gouvernement en acceptant de négocier les contre-réformes* [proposition d'amendement supprimée après intégration de l'amendement d'un autre camarade allant dans le même sens : «*les DS (...) qui jouent le jeu du "dialogue social" avec le pouvoir*»]; il est crucial de les dénoncer de façon systématique et de les combattre politiquement, notamment en aidant les militants à se regrouper dans les syndicats sur une orientation lutte de classe et en aidant les travailleurs syndiqués et non syndiqués à s'auto-organiser». (2 pour, 3 abstentions, tous les autres contre.)

Explication : Sur cette question cruciale de la politique des directions syndicales, le texte du 6 juin reste particulièrement faible — et le projet initial des dirigeants l'était encore plus, en ne parlant

même pas du « dialogue social », qui est pourtant clé dans la politique du gouvernement pour faire passer les réformes. Or la critique générale de la mollesse des directions syndicales est faite par la direction du NPA : c'est la moindre des choses ! Mais, dans la pratique, la direction du NPA tend à s'adapter à l'orientation des directions syndicales : elle va jusqu'à signer des textes « unitaires », comme celui d'avril 2009, qui revendiquait la plate-forme intersyndicale scandaleuse du 5 janvier 2009... ou comme la tribune purement réformiste parue dans *Le Monde* du 15 juin, avec la signature d'Olivier Besancenot, qui se revendique du rapport du COR (lequel a pourtant servi à préparer la contre-réforme du gouvernement !), ne définit aucune revendication, ne demande même pas clairement le retrait du projet de gouvernement, demande que la Sécurité sociale soit financée par l'impôt et va jusqu'à se défendre de vouloir mettre en cause la compétitivité des entreprises !

Dans le même temps, malgré les demandes anciennes de nombreux militants syndicaux du NPA, rien n'est fait pour organiser un courant lutte de classe dans les syndicats et les initiatives en ce sens ne sont pas réellement soutenues par la direction du parti. Celle-ci a même gardé un silence presque complet sur la candidature Delannoy au dernier congrès de la CGT, dont la dynamique aurait pu contribuer à la cristallisation d'un large courant lutte de classe dans la confédération.

Enfin, la question de l'auto-organisation des travailleurs est centrale. Au moment où les collectifs de défense des retraites se réduisent le plus souvent aux représentants des organisations, il est crucial de se battre en ce sens.

Là encore, en refusant tous ces amendements, les dirigeants de l'ex-position B prouvent qu'ils ne proposent pas de véritable alternative concrète à l'orientation de la direction sur les questions les plus décisives. De fait, le texte du 6 juin ne montre pas en quoi la campagne retraites qu'il propose se distingue fondamentalement de la politique actuelle du NPA, tant ses propositions restent vagues.

Pour l'intervention systématique dans les luttes ouvrières

• **Amendement 5 :** « Nous pensons que le NPA ne pourra se construire comme parti des luttes des travailleurs qu'en y intervenant de façon systématique en les aidant à s'auto-organiser, à définir les revendications les plus avancées possible et à coordonner les luttes. » (6 pour, tous les autres contre.)

Explication : Cet amendement était entièrement justifié par le bilan du NPA qui, depuis sa fondation, n'a pas été à la hauteur des tâches élémentaires d'un « parti des luttes », notamment en se montrant incapable de prendre des initiatives pour les aider concrètement et pour leur coordination — au-delà bien sûr des initiatives courageuses, mais isolées, d'un certain nombre de militants à la base. Or les dirigeants de l'ex-position B focalisent leur bilan critique du NPA sur la question des élections régionales : ils considèrent que la dérive a commencé seulement en juin 2009. S'ils critiquent à juste titre les compromissions programmatiques faites sous la pression du Front de gauche, ainsi que le renoncement à la campagne emploi qui avait été décidée pour l'automne, ils n'ont presque rien à dire sur la façon dont le NPA, comme parti national, s'est comporté dans les luttes.

Pourtant, la politique de la direction du parti n'avait nullement été à la hauteur des enjeux pendant le premier semestre 2009 (donc bien avant le présumé tournant, situé par les dirigeants de l'ex-position B en juin 2009 lors des déclarations communes avec le PG et le PCG). Alors qu'il y avait un puissant mouvement social contre la crise et Sarkozy, sur fond de grève générale aux Antilles, la direction n'avait pas combattu centralement pour la grève générale, pour l'auto-organisation des travailleurs et contre la politique des réformistes. Elle ne s'était même pas appuyée sur les initiatives les plus audacieuses de la base, qui dessinaient une politique pour tout le parti : soutien actif aux grèves les plus

avancées, Collectif de Résistance Ouvrière de la Meuse et de la Haute-Marne mis en place par des camarades du NPA pour coordonner la lutte contre les licenciements face à la démission de la CGT, combat volontariste pour la convergence des luttes et la structuration d'un pôle alternatif aux directions syndicales, début d'un contrôle ouvrier à l'usine Philips EGP Dreux à l'initiative du syndicat CGT dirigé par un militant du NPA (Manuel Georget), etc.

Le bilan critique des dirigeants de l'ex-position B reste donc très partiel et ne peut pas aller au fond des problèmes qui font que les travailleurs ne viennent plus au NPA faute d'y trouver la radicalité dont ils ont besoin, mais s'en détournent.

La centralité du prolétariat (travailleurs salariés du capital), seule classe capable de renverser le capitalisme, en rassemblant tous les opprimés

• **Amendement 6 :** Ajouter l'idée de centralité de la classe des travailleurs salariés : remplacer partout « classes populaires », « pauvres » et « désespérés » par « les travailleurs et les opprimés ». (2 pour, 1 abstention, les autres contre.)

Explication : Le texte du 6 juin ne dit pas qu'il faut donner la priorité à la construction dans la classe ouvrière, alors que cela n'est pas du tout évident pour de nombreux militants du NPA. Il est indispensable d'expliquer centralement que le prolétariat, par son rôle dans la production, peut seul bloquer l'économie (par la grève) et la reconstruire demain sur de nouvelles bases (collectivisation des moyens de production et réorganisation socialiste du travail). Bien évidemment, le parti révolutionnaire doit aussi prendre la défense de tous les opprimés et se prononcer sur toutes les questions de société, mais ce n'est pas une raison pour mettre sur le même plan les travailleurs, « les pauvres » en général (tous les prolétaires ne sont pas « pauvres » et les pauvres ne constituent pas une classe sociale !) et les « désespérés » (nous misons plutôt sur les travailleurs et les jeunes qui se

battent!). En d'autres termes, le combat révolutionnaire doit se nourrir du marxisme et ne pas prendre le risque de formulations populistes.

Soutien à d'autres amendements proposés par des camarades

Enfin, il était juste de soutenir les amendements d'autres camarades, notamment ceux de la Fraction L'Étincelle :

• **Désignation du NPA que nous voulons comme « anticapitaliste et révolutionnaire » (et non seulement anticapitaliste, comme le disait le projet initial).** — Cet amendement a été intégré à la quasi unanimité, mais il est très préoccupant que deux des trois représentants de l'ex-position B au Comité exécutif du NPA aient voté contre. On peut accuser ensuite les partisans d'une Tendance révolutionnaire de ne pas avoir le même projet que l'ex-position B... mais force est de constater que principaux dirigeants de l'ex-position B ne sont même pas d'accord entre eux sur le parti qu'ils veulent !

• **Proposition de supprimer l'objectif de « revenir à la logique qui avait prévalu à la fondation du NPA » : amendement rejeté à une écrasante majorité** (phrase finale légèrement reformulée : « qui nous avait semblé prévaloir »). — Cet amendement, allant dans le même sens que ceux que nous avions proposés le 23 mai, était légitime pour ne pas fermer le débat sur les textes fondateurs, mais permettre au contraire d'ouvrir la discussions sur leurs ambiguïtés, afin de les dépasser dans un sens clairement révolutionnaire. En refusant cet amendement, les dirigeants de l'ex-position B s'arc-boutent de manière conservatrice sur des textes dont la réalité même a montré l'insuffisance depuis un an et demi et confirment leur volonté d'empêcher la discussions sur des questions de fond.

• **Proposition de supprimer : « Notre objectif n'est pas d'entrer dans des logiques minoritaires (...). Notre projet est de construire une majorité pour le NPA »** (Amendement rejeté à une écrasante

majorité.) — Ces phrases pourraient sembler anodines, car il est évident que nul ne choisit délibérément une « logique minoritaire » et que tout le monde veut convaincre la majorité de son organisation ! Mais en réalité, elles signifient, comme cela a été confirmé expressément à l'oral par les dirigeants de l'ex-position B, que ceux-ci ont une **logique parlementaire**. Bien évidemment, si le congrès avait eu lieu et que les positions de l'ex-position B soient minoritaires, il ne faudrait pas faire la politique du pire, mais réaliser un bloc politique dans la future direction avec la gauche de la direction sortante (gauche de l'ex-position A), pour empêcher l'ex-position C et les droitiers de l'ex-position A d'être majoritaires. Mais nous n'en sommes pas là et toute anticipation de ce type de calculs tactiques ne peut que biaiser la discussion politique de fond qu'est censée ouvrir la préparation du congrès. Ce qui est juste politiquement, c'est de définir le projet politique de l'ex-position B (en partant des acquis du combat mené depuis un an contre toute l'ex-position A) et d'appeler tous les militants à le porter jusqu'au congrès.

Or les dirigeants de l'ex-position B n'ont à peine commencé à définir leur projet qu'ils commencent déjà à vaciller par peur de ne pas être majoritaires ! Ils proposent donc à la « gauche » de l'ex-position A de discuter tout de suite pour constituer une « nouvelle majorité » sur une base bien moindre que celle du 23 mai ! En effet, dans leur « Déclaration à l'issue du CPN » des 28-29 mai, ils ont lancé un appel aux dirigeants de la gauche de l'ex-position A en disant déceler des rapprochements sur les points suivants : « *Ils font désormais un bilan critique des élections régionales, ils insistent sur le rôle décisif des luttes, refusent à juste titre de polariser à nouveau l'attention du parti autour des prochaines élections présidentielles, tout en assumant davantage le choix d'un parti en rupture avec les institutions.* » C'est pourtant bien maigre, pour tout dire la moindre des choses ! Les dirigeants de l'ex-position B seraient-ils prêts à brader leurs idées pour un accord aussi minimal ? D'ailleurs, que veut dire

« *assumer davantage le choix d'un parti en rupture avec les institutions* » ? La gauche de l'exposition A assumerait ce choix « davantage » que la droite... mais pas complètement ? On voit à quels risques nous exposent les dirigeants de l'ex-position B avec leur logique parlementaire : **le risque de dépolitiser les discussions fondamentales du congrès sur l'autel des « négociations » au sommet !**

• De manière significative, le projet de texte initial allait jusqu'à dire : « *Notre projet est de construire une majorité pour le NPA, et donc bien sûr avec tous ceux qui partagent des points essentiels de nos préoccupations.* » (Une toute première version du texte était d'ailleurs encore pire...) **La barre n'était donc pas mise très haut par les rédacteurs du projet : pour trouver un accord avec la « gauche » de l'ex-position A, il suffisait qu'elle partage certains « des points essentiels » non de nos positions, mais de nos simples « préoccupations »...** Grâce à l'intégration partielle de l'amendement d'un camarade issu de la Fraction L'Étincelle, la formulation finale est plus satisfaisante : « *avec tous ceux qui partagent les points essentiels de nos orientations* ». Pour autant, la logique générale des dirigeants de l'ex-position B n'en est pas moins claire : au lieu de tout faire pour que les militants du NPA, à commencer par ceux de leur propre base, se rassemblent sur la base de propositions clairement révolutionnaires, ils prévoient de mettre de l'eau dans leur vin avant même de l'avoir tiré.

Conclusion

Le texte adopté le 6 juin par la première réunion du Comité d'animation provisoire reste donc, comme celui du 23 mai, un point d'appui trop partiel pour combattre en vue d'un NPA révolutionnaire :

• C'est un point d'appui pour résister à l'offensive de la droite du parti et de la majorité de la direction, pour défendre les acquis des principes fondateurs contre leur révision dans un sens purement réformiste, pour relancer la construction du parti parmi les

travailleurs et les jeunes, pour ouvrir la discussion sur ce que doit être une orientation révolutionnaire...

• Mais il est trop partiel, nettement insuffisant sur le fond et d'autant plus fragile qu'une bonne partie des dirigeants de l'ex-position B, par leurs calculs d'appareil, pourraient être tentés de revoir à la baisse les orientations qu'ils défendent aujourd'hui — ce qui serait d'ailleurs catastrophique pour la qualité des débats au congrès, qui exigent des positions bien délimitées les unes des autres, contrairement à la bouillie indigeste que constituent

les bulletins du CPN pour la plupart des militants.

Les dirigeants de l'ex-position B ne vont donc pas jusqu'au bout, pour le moment, du combat pour un NPA révolutionnaire — certains s'opposant même au mot. C'est pourquoi les représentants de la Contribution des 62 et de la Tendance CLAIRE se sont abstenus sur le texte. Nous nous étonnons d'ailleurs que **les représentants de la Fraction L'Étincelle aient voté pour le texte** alors que leurs amendements les plus importants n'ont pas été intégrés et que le texte ne dépasse nullement les ambiguïtés de celui du

23 mai, sur lequel ils s'étaient abstenus comme nous et bien d'autres camarades. En effet, **face à l'offensive réformiste de la droite et de la majorité de la direction, il n'y a pas d'autre solution pour gagner que de défendre le projet d'un NPA clairement révolutionnaire et d'en convaincre les militants de la base du parti.** Tout autre voie, sous prétexte de réalisme, ne peut conduire qu'à la confusion généralisée au lieu d'avancer dans la clarté.

Paris, le 15 juin 2010

❖ ÉCONOMIE

Une nouvelle étape de la crise de l'économie capitaliste mondiale

La crise économique mondiale est entrée dans une nouvelle phase avec la crise de la dette grecque et les sérieuses menaces d'une crise comparable sur d'autres pays de la zone euro, en particulier le Portugal, l'Irlande, l'Espagne et même l'Italie. Les gigantesques plans de sauvetage des banques organisés par les gouvernements capitalistes l'année dernière ont pu empêcher dans l'immédiat l'effondrement du système financier. Mais cela ne s'est fait qu'au prix d'une hausse considérable du déficit budgétaire et de la dette des États concernés. Ce sont désormais ces États qui sont menacés de défaut de paiement, non dans la périphérie, mais au cœur de l'un des principaux blocs impérialistes, l'Union Européenne. Or la crise de la dette n'est que l'expression d'une crise économique plus profonde des capitalismes européens qui ne sont dans l'ensemble plus assez compétitifs sur le marché mondial face à leurs concurrents. Pour l'année 2010, les analystes prévoient une croissance de 10 % en Chine, de 9 % en Inde, de 3 % aux États-Unis, mais de seulement 1 % dans l'Union Européenne. Ce déficit de compétitivité s'explique par la résistance, quoique limitée et inégale, du mouvement ouvrier d'Europe au démantèlement des conquêtes issues de la poussée

révolutionnaire de l'après-guerre trahie par la social-démocratie et le stalinisme. La crise frappe donc de plein fouet l'un des berceaux du mouvement ouvrier qui, malgré son affaiblissement, après trois décennies de remise en cause des acquis par la bourgeoisie et de trahisons des bureaucraties réformistes, continue d'avoir un poids social important et des traditions de lutte significatives, quoique inégales selon les pays. La crise ne pourra être provisoirement repoussée par les bourgeois dans leur intérêt que si elles sont capables d'abaisser brutalement le niveau de vie des prolétaires d'Europe. Cela suppose des affrontements de classes potentiellement violents, comme l'Europe n'en a pas connus depuis longtemps. Cependant, comme la crise s'explique en dernière analyse par une suraccumulation de capital, elle ne peut être fondamentalement résolue sans une destruction massive de capital, permettant de relever le taux de profit et de relancer l'accumulation. Pour cela, il faudrait une vague de faillites ou une guerre, ou les deux à la fois.

La crise de la dette de la Grèce et d'autres pays de la zone euro

La crise s'est déclarée quand les capitalistes ont commencé à estimer que la Grèce, dont la dette représente 115 % du PIB, le déficit budgétaire 13,6 % du PIB et le déficit commercial environ 10 % du PIB, ne serait pas en mesure de rembourser sa dette. Cela a conduit les investisseurs à demander moins de titres de la dette grecque, ce qui a entraîné une hausse des taux d'intérêt, qui ont atteint environ 7 %, soit plus du double des taux exigés pour l'Allemagne. Ce phénomène a été amplifié par la spéculation des capitalistes contre la dette grecque¹. Les difficultés de ce pays à financer son déficit budgétaire se sont ainsi encore aggravées, menaçant de le conduire à la cessation de paiement. La note de la dette grecque a été rapidement dégradée, jusqu'à désigner les titres de la dette comme des «titres pourris» : en clair, le risque de faillite du pays a été jugé extrêmement élevé. Mais la crise ne s'est pas cantonnée à ce petit pays :

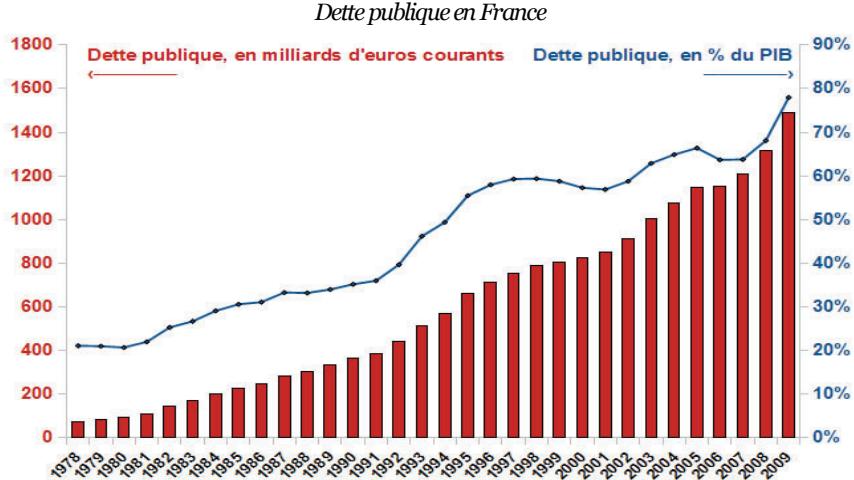
¹ Cf. l'encadré « CDS : l'instrument privilégié de la spéculation contre la dette des États » dans l'article sur la Grèce d'*Au CLAIR de la lutte* n°6.

elle a également commencé à en toucher d'autres. La note du Portugal, dont la dette avoisine les 100 % du PIB et est détenue essentiellement par des étrangers, a été dégradée. Cela a ensuite été le tour de celle de l'Espagne en raison de la hausse de son déficit et d'une économie en plein marasme. Or le PIB de l'Espagne ne représente pas

2 % de celui de la zone euro, comme celui de la Grèce, mais 10 %. La chute d'un tel pays aurait donc des conséquences infiniment plus lourdes pour la zone euro, qui se verrait dès lors exposée à un risque de contagion de la crise de la dette grecque.

D'où vient la dette publique et à qui profite-t-elle ?

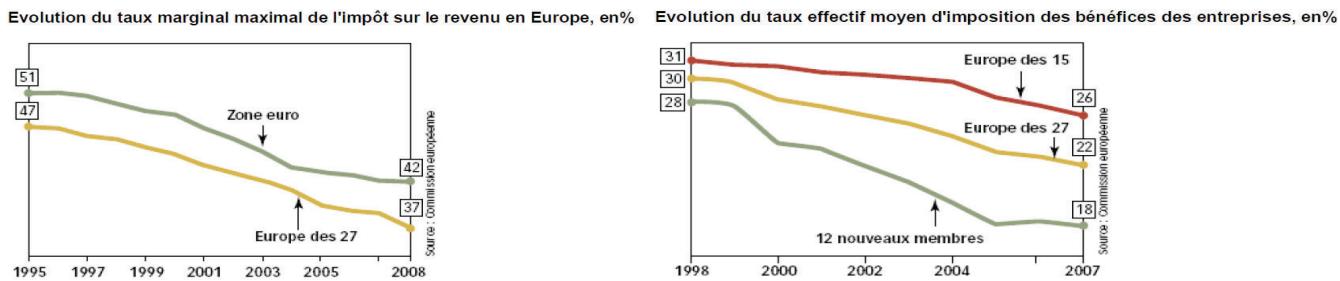
Dans la plupart des pays européens, et pas seulement en Grèce, la dette publique a explosé depuis 30 ans. Ainsi, en France, elle représentait moins de 20 % du PIB avant les années 1980 alors qu'elle représente aujourd'hui environ 80 % du PIB.



Ce n'est pas principalement en raison d'une soudaine poussée des dépenses sociales. En tout cas, pas à cause du surplus de dépenses sociales puisque, durant cette

période, les travailleurs ont vu leurs acquis sociaux remis en cause. La raison principale est ailleurs : elle est dans l'allègement spectaculaire de l'imposition qui pèse sur les plus

riches : à la fois la taxation des bénéfices, et l'imposition des revenus des capitalistes.



Les capitalistes sont doublement gagnants : ils bénéficient des baisses d'impôts et ils touchent en plus les intérêts de la dette que les États ont contractée à cause de ces baisses d'impôts !

Les plans d'austérité : une conséquence nécessaire des « plans de relance » keynésiens de la période précédente

Pour faire face à la crise, la bourgeoisie grecque a fini par se résoudre, sous la pression des principales bourgeoisies de l'Union Européenne et du FMI, à adopter un plan de rigueur sans précédent

depuis la Seconde Guerre mondiale : la durée du travail pour avoir droit à une retraite pleine sera progressivement portée de 37 à 40 ans en 2015, la base de calcul prendra en compte le salaire moyen de la totalité des années travaillées et non plus le dernier salaire, l'âge légal de départ à la retraite va être lié à l'espérance de vie ; les 13^e et 14^e mois de pension sont supprimés ; les 13^e et 14^e mois de salaire sont supprimés pour les fonctionnaires gagnant plus de 3 000 euros et plafonnés à 1 000 euros pour les autres ; les salaires et retraites du secteur public sont gelés jusqu'en 2014 ; le gouvernement va

revoir la législation qui interdit aux sociétés de licencier plus de 2 % de leurs effectifs totaux par mois ; les impôts payés principalement par les travailleurs sont relevés : la TVA augmente de 2 points pour atteindre 21 %, les taxes sur le carburant, l'alcool, le tabac de 10%, etc ; enfin, les réformes « structurelles » consisteront à réduire les investissements publics et à libéraliser les marchés des transports et de l'énergie. Bref, la logique de ces plans consiste à essayer de faire payer la crise aux travailleurs.

Dans le passé, des pays capitalistes ont réussi à réduire

rapidement leur déficit budgétaire grâce à des plans de rigueur brutaux, comme en Irlande où il est passé de 12 % à 2 % entre 1986 et 1989, au Canada de 9 % à 0 % entre 1992 et 1997 et en Suède de 11 % à 3 % entre 1993 et 1996. Cependant, d'une part, ces pays ne souffraient pas d'un déficit chronique de compétitivité, n'avaient donc pas une balance commerciale lourdement déficitaire, d'autre part, le contexte n'était pas celui d'une crise économique mondiale. Si bien que les plans d'austérité n'ont pas entraîné une chute de la croissance : les baisses de dépenses publiques ont été compensées par une hausse des dépenses privées (chute de l'épargne privée). En outre, le blocage des salaires n'a pu que faire monter le niveau des profits, et donc le taux de profit qui est le moteur de l'accumulation et de la croissance.

En revanche, la Grèce est dans une situation différente : le déficit public est couplé à un déficit courant important. Le pays vit au dessus de ses moyens, c'est-à-dire que la consommation du pays excède ce qu'il produit : cela est financé par l'endettement, mais cela ne peut durer qu'un temps. Le problème de la Grèce (et aussi de l'Espagne... ou de la France !) est que leur déficit public important est couplé à un déficit courant important, si bien que l'épargne privée nationale n'est pas suffisante pour financer le déficit public. La seule issue possible est d'ajuster à la baisse la consommation du pays. Dans une économie peu tournée vers l'exportation, cela ne peut qu'accroître le nombre de faillites d'entreprises et conduire à une hausse du chômage. Et par contrecoup cela peut réduire les importations dans ces pays, avec des effets sur la croissance des pays exportateurs¹. Cependant, toute autre politique agraverait les

déficits et provoquerait rapidement une récession plus importante.

Ainsi, après avoir financé sans compter les grands groupes capitalistes (en premier lieu les banques) pour éviter leur faillite, les plans d'austérité étaient inéluctables. Du point de vue du système, le sauvetage des capitalistes (politiques dites « keynésiennes » mêlant baisse des taux d'intérêt et hausse des dépenses publiques en faveur des grands groupes) ne pouvait être payé, dans un second temps, que par les travailleurs. Il n'y a que les faussaires réformistes pour nous faire gober qu'il pouvait en être autrement.

Deux grands types de scénarios selon le niveau de la lutte des classes

Si le prolétariat est écrasé, les plans d'austérité parviendront, à marche forcée, à réduire les déficits publics et à éviter les défauts de paiements des États. Même si les plans d'austérité auront un effet négatif sur la croissance (pour les pays qui ont un déficit commercial important), et donc entraîneront mécaniquement une baisse des recettes (à taux d'imposition inchangé), les gouvernements pourront sans doute atteindre l'équilibre budgétaire en coupant suffisamment dans les dépenses publiques et en augmentant suffisamment les taux d'imposition. La limite principale à ce processus (et donc au rétablissement de l'équilibre budgétaire) est la résistance des travailleurs, pas une « fatalité économique » comme veulent nous faire croire les keynésiens qui prédisent un échec automatique des plans d'austérité.

Si le prolétariat parvient à bloquer les plans d'austérité, les capitalistes ne pourront pas faire payer aux travailleurs l'intégralité des remboursements de la dette détenue par les capitalistes. Ces derniers devront se rabattre sur un « plan B », avec deux variantes possibles : soit le défaut de paiement partiel (annulation, restructuration de la dette), soit le recours à une inflation forte (on fait fonctionner la planche à billets, ce qui revient à spolier partiellement les rentiers qui

détiennent la dette). Dans les deux cas, même si les modalités diffèrent, les conséquences sont similaires : les capitalistes qui détiennent la dette doivent accepter d'être en partie floués. Ce serait pour la bourgeoisie une autre façon de faire payer la crise aux travailleurs. Mais le recours à un tel « plan B » aura des conséquences bien plus négatives sur la croissance que les plans d'austérité. En effet, les banques (qui détiennent principalement les dettes des États) seront en grande difficulté, ce qui aura un effet négatif sur le crédit, et ce qui pourrait également entraîner une vague de faillites importante. Cela conduirait à une situation sociale et politique bien plus convulsive. Cela provoquerait d'un côté le renforcement des tendances fascistes, de l'autre celui des tendances communistes révolutionnaires. Mais il est possible que dans la réalité on se retrouve face à des situations qui combinent, au moins dans un premier temps, des éléments de ces deux scénarios extrêmes.

Laisser la Grèce sombrer ?

Laisser sombrer la Grèce ? Cette possibilité a été évoquée par la bourgeoisie allemande, avant tout pour faire pression sur le gouvernement grec pour l'adoption d'un plan drastique. Devant le Bundestag, la chancelière Angela Merkel a ouvertement évoqué la possibilité d'exclure un pays de la zone euro. Dans la lettre commune adressée par Sarkozy et Merkel à Von Rompuy, président de l'UE, juste avant le sommet européen du 10 mai, l'Allemagne a refusé d'inscrire l'engagement qu'on ne laisserait en aucun cas un pays de la zone être contraint à la cessation de paiement ou à la restructuration de sa dette. Dans l'immédiat, elle veut éviter que la crise de la dette des pays les plus faibles de la zone euro ne renchérisse le financement de la dette des autres pays, à commencer par l'Allemagne. Plus fondamentalement, elle estime que la zone euro n'est pas viable en l'état avec des pays dont l'économie est aussi peu compétitive sur le marché mondial que celle de la Grèce. D'où le fait qu'elle ait imposé aux autres

¹ Ainsi, en 2008, le premier exportateur vers la Grèce était l'Allemagne (12,1 % du total), suivie par l'Italie (11,7 %) ; la France était le cinquième (5,6 %) ; le premier exportateur vers l'Espagne était l'Allemagne (14,5 % du total), suivie par la France (11,1 %) et l'Italie (7,4 %) ; pour le Portugal, c'est l'Espagne qui arrivait en tête des exportations (25,6 %), devant l'Allemagne (12,6 %) et la France (11,1 %).

bourgeoisies de l'UE un contrôle plus strict (avec sanctions à la clé) des politiques économiques des différents États nationaux au niveau communautaire. Il s'agit d'imposer aux pays les moins compétitifs d'ajuster leurs salaires en fonction de leur (faible) productivité afin d'éviter que se créent des déséquilibres que les pays dominants devraient en dernière instance combler. Bref, elle ne consent à la zone euro que si elle lui permet de se renforcer comme impérialisme dominant en Europe.

Aujourd'hui, aucun pays de la zone euro n'a intérêt à voir la Grèce sombrer. D'une part, les banques européennes (allemandes, mais aussi françaises et anglaises) sont fortement engagées en Grèce et une cessation de paiement de ce pays aurait des conséquences funestes pour ces institutions financières. D'autre part, et plus fondamentalement, si un pays de la zone euro se retrouve en cessation de paiement ou doit restructurer sa dette, cela veut dire qu'il est possible qu'un pays de la zone euro se retrouve dans une telle situation. Donc, une cessation de paiement de la Grèce conduirait immédiatement à une hausse des taux d'intérêt pour tous les pays de la zone euro. Et cela risquerait, soit de conduire un ou plusieurs autres pays à une cessation de paiement ou à une restructuration de leur dette (ce qui entraînerait l'explosion de la zone euro), soit d'obliger la BCE à faire fonctionner la planche à billets pour alléger le fardeau de la dette au risque d'engendrer une hyper-inflation incontrôlable. Cela provoquerait des faillites de banques dans toute l'Europe, car les banques européennes détiennent des titres de la dette publiques des États de l'UE pour une part importante dans leur bilan. Réciproquement, les États les plus faibles seraient encore plus violemment touchés par les retraits de capitaux étrangers. Bref, cela risquerait de déclencher une crise de grande ampleur dans la zone euro, devenant incontrôlable. C'est la raison pour laquelle les pays européens, malgré des tensions, ont fini par adopter un plan de

sauvetage colossal des économies les plus fragiles de l'UE.

Le plan européen de sauvetage des économies les plus fragiles : la ligne Maginot de l'UE ?

Le plan adopté

Il s'agit d'un plan d'un montant considérable, d'environ 750 milliards d'euros. Il comprend :

- la création d'un Fonds de stabilisation financière qui pourra emprunter sur les marchés financiers pour ensuite prêter à son tour aux États en difficulté. Les États membres de la zone euro, au *prorata* de leur richesse, garantiront jusqu'à 440 milliards de prêts sur trois ans. Cela signifie concrètement que, si un pays n'est pas en capacité de rembourser ses prêts, le Fonds garantit la solvabilité de cet État et que les autres États payeront indirectement en finançant le Fonds ;

- la possibilité pour la Commission européenne d'emprunter jusqu'à 60 milliards d'euros sur les marchés financiers, pour les prêter à son tour aux États membres de la zone euro en difficulté qui en font la demande ;

- la possibilité de prêts du FMI jusqu'à 250 milliards pour les pays de la zone euro en difficulté ;

- la possibilité pour la Banque Centrale Européenne d'acheter des titres de dette publique sur le marché secondaire (celui de la revente des titres). Cela n'est pas formellement contraire à ses statuts (qui lui interdisent d'acheter directement aux États des titres de dette), mais cela revient au même : la BCE est ainsi transformée en « prêteur en dernier ressort ». Elle pourra donc acheter (et elle a déjà commencé à le faire le 10 mai), comme la Réserve Fédérale des États-Unis ou la Banque centrale du Royaume Uni, autant d'obligations publiques qu'elle le voudra. Elle a cependant promis de « stériliser » ces opérations d'achat, en vendant dans le même temps d'autres titres pour compenser les apports de liquidités liés aux rachats d'obligations d'État. Il s'agit d'éviter

toute dérive inflationniste, qui reste l'objectif central de la BCE.

Portée et limites du plan

Cependant, ce plan colossal de 750 milliards ne représente qu'environ un tiers des besoins de financement des pays membres de la zone euro pour les trois prochaines années. En outre, il ne résout pas du tout en lui-même les problèmes économiques de fond : l'insuffisante compétitivité des pays de l'UE sur le marché mondial, les forts écarts de compétitivité entre pays de la zone euro et l'absence corrélative de véritables institutions politiques communes, qui supposeraient un capital européen unifié. C'est bien la raison pour laquelle certaines mesures du plan renforcent partiellement le pouvoir des institutions de l'UE. Cependant ces institutions ne sont pas l'expression des intérêts d'un capital européen unifié, mais des instruments par lesquels les impérialismes les plus puissants au sein de l'UE s'efforcent d'imposer aux pays les plus faibles une politique conforme à leurs besoins.

Dans la crise actuelle, le capitalisme allemand au premier chef s'est affirmé de façon particulièrement brutale, y compris contre le capitalisme français, son allié traditionnel. Certes, l'Allemagne a dû concéder le droit à la BCE d'acheter des titres de la dette des États, sans se priver de critiquer cette mesure par la voix de son représentant à la BCE. Mais pour le reste, elle a imposé ses exigences. Il est prévu d'accroître le contrôle de l'UE sur les budget des États nationaux, en autorisant la Commission Européenne à examiner chaque budget avant leur présentation au Parlement et à durcir les sanctions en cas d'écart. Merkel évoque même maintenant la possibilité de priver un pays de son droit de vote dans les instances européennes pendant une durée définie. En pratique, cela revient à accroître le pouvoir de contrôle des pays impérialistes les plus puissants sur les plus faibles, comme c'est déjà le cas aujourd'hui pour la Grèce, qui tend à être réduite à l'état de semi-colonie. De même, le fonds propre

dont est dotée la Commission ne sera engagé qu'avec l'accord des plus puissants : Allemagne, France et Royaume-Uni. En outre, ces dispositifs limités ne sont pas formellement contraignants comme un nouveau traité. Et même si c'était le cas, on sait bien que les obligations formelles des traités ne valent pas grand-chose face aux exigences des bourgeoisies plus fortes. Dès 2003, l'Allemagne puis la France ont réalisé un coup de force contre les traités en dépassant les déficits autorisés tout en s'exonérant de toute pénalité.

C'est pourquoi les marchés ont réagi globalement avec scepticisme face à ce plan. Beaucoup estiment que la Grèce ne sera de toute façon pas en mesure de rembourser sa dette. Cette situation annonce de nouvelles difficultés pour la zone euro. En tout cas, la situation économique atone de l'Union Européenne a mécaniquement conduit à une chute de l'euro et inversement à la hausse du dollar et du yen. Cela pourrait atténuer le déficit de compétitivité des pays de l'UE sur le marché mondial, parmi lesquels seuls l'Allemagne et l'Autriche avaient réussi à améliorer leur compétitivité externe de façon suffisante pour encaisser l'appréciation de l'euro dans la période précédente. Ce mécanisme pourrait conduire à transférer en partie la crise de l'UE vers les États-Unis et le Japon. Cela n'empêche pas que, globalement, les bourgeoisies européennes sont dos au mur : il leur faut réussir rapidement à redresser leur compétitivité si elles veulent écarter le spectre d'une grande dépression.

Les bourgeoisies de l'UE dos au mur : l'affrontement de grande envergure avec le prolétariat ne pourra plus être différé longtemps

Les difficultés économiques des bourgeoisies d'Europe de l'Ouest sont le reflet d'une résistance relativement plus importante du prolétariat de leurs pays à l'offensive du capital lancée à la fin des années 70 pour rétablir son taux de profit, qui est passé à la postérité sous le nom de « néolibéralisme ». Les

bourgeoisies ont certes réussi à réduire de façon significative les acquis du prolétariat : cela se manifeste dans une nette hausse de la part des profits dans la valeur ajoutée. Mais, à l'exception de la bourgeoisie anglaise, elles n'ont pas pu infliger de défaites historiques à la classe ouvrière. Ce processus s'est réalisé par le biais d'une intégration croissante des organisations ouvrières à l'État et d'une politique relativement consensuelle, cherchant à désamorcer toute crise grave. Mais aujourd'hui les gouvernements sont forcés d'être plus brutaux, car il y a urgence.

C'est ainsi que, à la surprise de toute la presse espagnole, le premier Ministre Zapatero, plutôt célèbre pour ses mesures sociales et son idylle avec les chefs syndicaux, a décidé de proposer à son tour un brutal plan d'économies, allant au-delà des mesures déjà annoncées en janvier (gel de l'embauche de fonctionnaires, recul de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans, baisse des indemnités de licenciement, hausse de la TVA). Il a annoncé la suppression d'une prime à la naissance, la fin de la revalorisation automatique des retraites et surtout la baisse dès juin 2010 de 5 % du salaire de tous les fonctionnaires, forçant les chefs de l'UGT et CC.OO., les deux grandes centrales syndicales, à rompre formellement la paix sociale, qu'ils avaient garantie sans discontinuer depuis 2004, malgré un taux de chômage de 20 %. Ce plan risque de plonger l'économie espagnole, déjà frappée de plein fouet par la crise immobilière, dans une spirale récessive.

Le gouvernement lui aussi « socialiste » du Portugal a annoncé un plan d'économies drastique pour ramener son déficit budgétaire à 4,6 % dès 2011 : le gel des salaires dans la fonction publique, la suppression de certaines allocations et un vaste plan de privatisation dans les transports, l'énergie, les assurances et la poste, report d'investissements d'infrastructures, hausse de la TVA et des impôts, mesures symboliques de taxation des plus riches.

En Irlande, qui a connu une récession de 7 %, le déficit budgétaire a atteint 14 % en 2009.

Le gouvernement veut le ramener à 11 % en 2010. Pour cela, il a prévu de diminuer les salaires des fonctionnaires de 5 % à 15 %, de réduire les allocations sociales (notamment aux chômeurs) et d'augmenter les impôts.

L'Italie, dont le déficit budgétaire a atteint 5,3 % du PIB en 2009 et la dette plus de 115 % du PIB, est aussi dans une situation difficile. Le gouvernement Berlusconi a déjà refusé des aides aux régions en difficulté, mais étudierait aussi la possibilité de poursuivre le gel des embauches dans la Fonction Publique et d'imposer un an de gel total des salaires des fonctionnaires.

Le gouvernement français a également annoncé un plan de rigueur brutal, avec un gel total des dépenses pendant 3 ans, hors service de la dette et retraites des fonctionnaires. Selon Mathieu Plane, économiste à l'OFCE, l'objectif de ramener le déficit budgétaire à 3 % du PIB en 2013 suppose un effort sans précédent, de l'ordre d'1,7 % de PIB par an, soit plus que les rythmes records de réduction des déficits en France, évalués 0,7 % du PIB par an, comme entre 2003 et 2006 par exemple. Il conclut de façon significative : « *Seules des coupes franches dans les dépenses de protection sociales (près de 50 % de la dépense publique) permettraient un ralentissement aussi marqué de la dépense publique. S'il veut être crédible, l'objectif de réduction des déficits publics ne peut être dissocié d'un projet concret de réforme fiscale ou d'un projet de refonte de notre modèle social.* » (Le Monde, 14/05). Pourtant le gouvernement montre toute sa crainte d'une situation sociale explosive en se refusant même à parler de « rigueur ».

La réaction du prolétariat et les obstacles

En raison de sa brutalité, le plan du PASOK de Papandréou a déclenché une grande vague de colère dans la population grecque, alors même que ses effets ne se sont pas encore concrètement fait sentir dans la vie des travailleurs. Le pays a connu le 5 mai la plus grande grève

interprofessionnelle depuis la chute de la dictature, avec des manifestations de masse, dont environ 100 000 à Athènes. Une partie des manifestants a même voulu envahir le Parlement. Les mesures sont si brutales que les dirigeants syndicaux craignent de ne pas pouvoir contenir leur base.

L'extension et l'approfondissement de la crise risquent de présenter des situations comparables dans d'autres pays. Elles seront d'autant plus explosives que le prolétariat y aura été préparé par une certaine accumulation d'expériences dans la phase précédente.

La politique des bureaucraties syndicales

Cependant, il est clair que les bureaucraties syndicales font tout pour aider les gouvernements à faire passer leurs plans. En Grèce, les centrales syndicales refusent de rejeter purement et simplement le plan et d'appeler à se battre pour son retrait. Elles s'efforcent de paralyser le prolétariat en lui faisant croire qu'il n'y a pas d'issue positive à la crise pour les travailleurs : accepter les mesures est pénible, mais les refuser serait pire, car cela risquerait, selon les bureaucrates et le PASOK, de conduire le pays à la faillite avec un coût social encore plus élevé. Le secrétaire général d'ADEDY, la centrale grecque de la Fonction Publique, a déclaré : « *Les syndicats feront tout leur possible pour faire pression en faveur de leurs revendications d'une répartition plus juste du coût des mesures d'austérité, mais n'ont pas la moindre intention d'aider ceux qui parient une cessation de paiement de la Grèce* ». C'est pourquoi les centrales syndicales appellent à des journées de grève dispersées et sans lendemain, condamnant le prolétariat à l'impuissance. Elles ont ainsi réussi l'exploit de ne réunir que 2 000 personnes en manifestation dans les rues d'Athènes une semaine après l'historique grève du 5 mai.

Cette orientation n'est évidemment pas le propre des bureaucrates grecs. En France, les chefs des centrales syndicales ont honteusement accompagné la

politique du gouvernement Sarkozy depuis 2007 et ont en particulier dispersé et épousé les nombreuses luttes ouvrières contre les licenciements de la l'année 2009. Les dirigeants des confédérations espagnoles respectent scrupuleusement la paix sociale conclue avec le gouvernement Zapatero depuis 2004. Toutes les bureaucraties syndicales, attachées au système capitaliste, sont inévitablement conduites à l'accompagner quand il menace d'entraîner toute la société dans sa chute.

Les illusions réformistes néo-keynésiennes

Lorsqu'ils ne sont pas au pouvoir, les partis bourgeois de gauche et les partis réformistes s'efforcent de faire croire aux masses que la solution aux difficultés consisterait dans une sorte de plan de relance européen. Ce type de raisonnement est faux pour deux raisons.

D'une part, les réformistes néo-keynésiens (PCF, PG ...) nous font croire que l'augmentation des salaires serait la solution à la crise : en augmentant le pouvoir d'achat des travailleurs, on augmenterait la « demande », et on inciterait alors les capitalistes à produire davantage. Ce type de raisonnement tient la route ... à condition de faire abstraction qu'on vit dans un système capitaliste ! En effet, toute hausse des salaires a pour conséquence de faire baisser les profits, et c'est pour cela que les intérêts des travailleurs et les intérêts des capitalistes sont antagoniques. Les réformistes font croire qu'on pourrait financer une augmentation des salaires, en baissant les dividendes mais sans baisser l'investissement. Autrement dit, la baisse du profit (qu'ils ne peuvent pas nier) se traduirait uniquement par une baisse des dividendes, mais pas de l'investissement. Le seul problème, c'est qu'ils font croire que « on » (mais qui est le « on » ?) peut amputer les dividendes sans toucher à l'investissement. Or, dans le cadre de ce système, les choses sont simples : le moteur de l'accumulation, c'est le taux de

profit. La hausse des salaires entraîne une baisse du taux de profit, et donc de l'accumulation. Faire croire que les capitalistes vont se priver de revenus pour maintenir l'investissement est une aberration. Si le profit baisse, c'est l'ensemble des composantes du profit qui baissera (distribution de dividendes et investissement). Bien souvent, les réformistes nous donnent en exemple la croissance d'après-guerre pour preuve que les politiques keynésiennes « marchent ». Là aussi, ils ont tort : ce ne sont pas les fortes hausses de salaires qui expliquent la croissance d'alors. C'est la forte rentabilité des entreprises (liée à la destruction de capital entraînée par la guerre, qui fait que la composition organique du capital était basse) qui explique le niveau de la croissance et le fait qu'il a été possible d'octroyer aux travailleurs (sous la pression de ceux-ci !) des hausses de salaire tout en maintenant un taux de profit élevé. À la fin des années 1970, la chute de la rentabilité des entreprises a fait que la bourgeoisie ne pouvait plus se permettre une telle redistribution des gains de productivité, et l'importance pour elle d'imposer une forte augmentation du taux d'exploitation.

Et l'investissement baissera d'autant plus ... que les capitalistes iront investir ailleurs ! En outre l'histoire a tranché : on sait comment a fini la relance de Mitterrand en 1981 ou du Front populaire en 1936 faute de s'attaquer au cœur du système capitaliste. Pour être juste, le raisonnement des antilibéraux nécessiterait que les capitalistes soient dépossédés de leur maîtrise sur la production... ce qu'ils ne veulent pas entendre puisque leur but est de montrer qu'un autre capitalisme est possible ! Un plan de relance européen, mis en œuvre aujourd'hui dans le cadre du capitalisme, ne ferait que plomber la compétitivité des pays de la zone euro et ne ferait que renforcer la cure d'austérité qui suivrait inévitablement (faute de révolution ouvrière). C'est pourquoi cette orientation keynésienne s'accompagne généralement de projets de réforme de l'Union Européenne,

présentés comme démocratiques et sociaux : mise en place d'un budget européen, fiscalité unifiée européenne, droits sociaux alignés vers le haut, etc. Ils vendent ainsi des illusions à peu de frais. Car il est clair que dans le contexte de crise mondiale, aiguisant la compétition entre les principales puissances impérialistes, tout cela est impossible. Le renforcement éventuel des institutions de l'UE ne peut se faire que sous domination des capitalistes les plus puissants et restera toujours limitée par la persistance des intérêts propres de chaque capitalisme.

La crise alimente la montée du nationalisme et du racisme

Cette situation de crise va inévitablement nourrir des courants politiques bourgeois alternatifs à l'orientation actuellement dominante, courants qui se développeront sur la base du terreau créé par la politique celle-ci. D'un côté, les gouvernements européens s'efforcent encore plus qu'à l'habitude d'alimenter parmi les travailleurs l'illusion selon laquelle les étrangers seraient les responsables des difficultés économiques et sociales et par là de diviser les rangs des prolétaires. C'est le cas en France où le gouvernement Sarkozy a créé un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, lancé un pseudo-débat sur le même sujet pour stimuler le racisme et la xénophobie, fait passer une loi interdisant le port de la burqa pour essayer de stigmatiser tous les musulmans. Le gouvernement belge vient de faire adopter une loi dans le même sens. C'est aussi le cas en Italie, où les pogroms contre les étrangers se sont multipliés avec la caution de la police de Berlusconi. Le Royaume-Uni n'est pas en reste, avec un renforcement du BNP (British National Party).

D'un autre côté, les tensions internes aux États tendent à se développer. En Italie, la Ligue du Nord, parti néo-fasciste et séparatiste lombard, se renforce au sein de la coalition de Berlusconi. En France, le Front National a manifesté un relatif regain de

popularité lors des élections régionales. En Belgique, les différentes fractions de la bourgeoisie sont en lutte, mais essayent toutes les deux d'utiliser la division entre Flamands et Wallons pour détourner la colère des travailleurs : cela s'est cristallisé dans une crise politique autour des communes où sont mélangés Wallons et Flamands près de Bruxelles, ville elle-même à majorité francophone mais qui se trouve en territoire flamand, qui a conduit à la convocation d'élections anticipées.

Enfin, les porte-parole de chaque bourgeoisie dénoncent avec virulence la responsabilité des autres pays. En Allemagne, le discours dominant peut se résumer à « c'est la faute aux Grecs et autres Européens du Sud, qui sont fainéants et laxistes ». En Grèce, on dénonce davantage les pressions des bourgeoisies les plus riches et du FMI que la responsabilité propre du gouvernement « socialiste ». De façon générale, le développement de la résistance des masses à l'offensive du capital, l'aggravation de la crise économique, la situation sans issue de certains pays ne pourront pas être capitalisés durablement par les partis de droite classique, qui ne proposent rien d'autre que ce que font les socialistes au pouvoir en Grèce, en Espagne ou au Portugal. Ils ne peuvent l'être que par la droite souverainiste et proto-fasciste ou par les communistes révolutionnaires. C'est précisément la raison pour laquelle les révolutionnaires doivent combattre de manière particulièrement ferme l'offensive raciste et xénophobe de leur propre bourgeoisie, mettre en avant les intérêts communs de tous les travailleurs, mais aussi avancer un plan d'ensemble face à la crise, dirigé vers la prise du pouvoir.

L'impasse souverainiste de la sortie de l'euro dans un cadre bourgeois

Les souverainistes de tout poil (par exemple Dupont Aignan à droite ou Nikonoff à gauche) recommencent leur dénonciation de l'euro, présenté comme la cause de tous les maux, et tentent de détourner la colère des masses

uniquement vers l'UE ou le FMI, alors que ces armes politiques interétatiques sont en fait entre les mains des gouvernements nationaux les plus puissants.

Certains commencent à évoquer la possibilité de revenir à une monnaie commune. Les monnaies nationales seraient rétablies, mais l'euro continuerait à exister comme une monnaie de réserve (panier de devises des monnaies nationales) pour les transactions monétaires avec le dollar, le yen, etc. Les monnaies nationales ne seraient échangeables que contre des euros à un cours déterminé et fixe. L'avantage de la monnaie commune serait double : elle rendrait impossible la spéculation sur les monnaies nationales (les monnaies nationales n'étant convertibles qu'en monnaie commune, il n'y a pas de marché libre des changes entre les devises des participants), et le taux de change avec les autres monnaies de la zone pourraient être réajustés en fonction des différentiels compétitivité (l'ajustement ne se fait donc pas les salaires et les prix). Ce projet apporterait, sur le papier, une autre réponse (que l'union budgétaire) aux faiblesses structurelles de la zone euro. Avec un tel système, les plans de sauvetage actuels seraient inutiles : la dévaluation des monnaies grecque ou portugaise leur apporterait de l'oxygène sans remise en cause de la monnaie commune.

Toutefois, ce projet n'est pas viable : la modification de ces parités serait soumise à des décisions de l'UE, empêchant ainsi théoriquement toute course à la dévaluation compétitive. Chaque pays aurait pourtant intérêt à avoir la monnaie la plus faible possible. Et s'il n'est pas satisfait par la décision majoritaire, il pourrait toujours être tenté de dévaluer sa monnaie et ne pas jouer le jeu collectif. La zone euro serait donc rapidement menacée de désintégration, chaque bourgeoisie étant tentée de ne pas respecter les décisions majoritaires. En outre, le basculement de la monnaie unique à la monnaie commune pose problème, puisque les pays endettés en euros et dont la nouvelle monnaie nationale serait dévaluée, verraient leur dette exploser.

Pour un programme de transition face à la crise

Pas de victoire possible sans fixer dès maintenant l'objectif de la prise du pouvoir par les travailleurs auto-organisés et du socialisme

Pour affronter victorieusement cette offensive du capital, les travailleurs ont besoin d'un programme clair. Dans le cadre du capitalisme, la crise ne peut être résolue qu'au prix d'un abaissement du niveau de vie des prolétaires d'Europe. Les politiques bourgeois libérales, néo-keynésiennes ou souverainistes-populistes ne sont pas identiques, mais elles ont toutes en commun de vouloir faire payer la crise aux prolétaires : par une cure d'austérité immédiate, par l'illusion d'une relance impossible ou par une fuite en avant dévaluationniste-protectionniste. C'est pourquoi il est crucial dans cette période de lier systématiquement les revendications quotidiennes à l'objectif de la prise du pouvoir par les travailleurs auto-organisés, de l'expropriation du capital et du socialisme, seul capable d'organiser l'économie de façon réellement rationnelle, pour satisfaire les besoins humains¹.

Pour résoudre la crise, il faut réorganiser les forces productives, dont le développement reste entravé par l'existence d'États nationaux malgré la diminution relative des barrières au mouvement de capitaux, à l'échelle européenne et de façon rationnelle, afin de satisfaire les besoins des masses. Le capitalisme s'est montré incapable d'achever l'unification bourgeoise de l'Europe, 80 ans après en avoir lancé l'utopie. Cela s'explique par le fait que les antagonismes entre les bourgeoisies nationales ne peuvent être surmontés que par le triomphe de l'une d'entre elles sur les autres. Pourtant le développement des

forces productives et l'interdépendance croissante des économies de l'UE l'exigent : cette tâche doit être accomplie. Seuls les prolétariats, parce qu'ils ont tous intérêt à renverser la bourgeoisie et à en finir avec le capitalisme, peuvent unifier l'Europe de façon progressiste. C'est pourquoi nous portons non seulement la perspective de rupture avec l'Union Européenne, mais celle de la destruction des États bourgeois nationaux et de la construction des États-Unis Socialistes d'Europe, qui ne pourront se construire que sur la base de l'extension de la révolution à partir d'un ou plusieurs pays.

Pour la construction de partis révolutionnaires et d'une internationale révolutionnaire revendiquant le programme historique de la IV^e Internationale

Quelle que soit l'énergie des masses en lutte, elles ont besoin pour vaincre d'un instrument capable de diffuser un programme de transition, d'être aux côtés des travailleurs à l'avant-garde des luttes et de prendre des initiatives pour centraliser leur combat contre le gouvernement. Bref, il n'est pas possible de vaincre l'obstacle dressé par les variantes bourgeois de tout poil et les bureaucraties syndicales sans construire un parti révolutionnaire.

La crise qui a ébranlé l'Argentine en 2001, comme une sorte de répétition générale de la crise dans un pays semi-colonial, a dégagé des leçons importantes. Le krach économique, l'effondrement du niveau de vie, les massives journées de grève générale, le puissant mouvement des chômeurs, le tournant à gauche des classes moyennes n'ont pas suffi à produire une révolution, encore moins une révolution victorieuse. Cela tient principalement à deux facteurs. Le prolétariat, notamment de l'industrie, n'est pas intervenu comme tel dans les événements, à la fois paralysé par la crainte du chômage et encore dirigé par la bureaucratie syndicale qui a volé au secours du capital. Mais cela reflétait aussi le retard dans la

construction d'un parti révolutionnaire, forgeant la capacité de la classe ouvrière à lutter pour le pouvoir.

Les premiers pas de la crise ont déjà manifesté crûment à quel point les partis aux délimitations programmatiques floues se révèlent impuissants, voire jouent un rôle d'obstacles dans le développement de la lutte de classe jusqu'au bout. La politique du Bloc des Gauches (BE) portugais, présenté il y a encore peu comme un modèle de nouveau parti anticapitaliste, l'illustre de façon particulièrement nette². Ses députés ont voté le plan d'*« aide »* à la Grèce et donc le plan d'austérité imposé aux travailleurs grecs. La présidente du groupe du BE, Cecilia Onorio, s'est justifiée en expliquant que l'on ne pouvait laisser la Grèce faire faillite, car cela pénaliserait encore plus les travailleurs, comme l'explique Papandréou lui-même. Une telle orientation revient à enfermer les travailleurs dans le cadre du capitalisme où il n'y a pour eux aucune issue favorable, mais seulement diverses façons de payer la crise. La politique de la coalition réformiste Syriza en Grèce, sans atteindre cette extrémité, ne propose pas d'alternative et n'affronte pas ouvertement les bureaucraties syndicales : elle ne peut donc pas aider les masses à trouver le chemin d'un combat indépendant.

C'est pourquoi les militants révolutionnaires doivent aujourd'hui plus que jamais s'efforcer de mettre sur pied des partis clairement révolutionnaires, osant opposer leur politique à celle des bureaucraties réformistes et des partis « de gauche ». C'est de ce point de vue que la gauche du NPA doit penser la politique qu'elle propose à l'ensemble du parti. Il s'agit de forger une tendance se battant pour faire du NPA un parti révolutionnaire, avec une délimitation stratégique claire, un programme de transition vivant et une pratique militante audacieuse. C'est la raison pour laquelle il faut lutter pour que les principes fondateurs soient revus, pour

¹ Pour les grandes lignes d'un tel programme, voir la Contribution des 62 pour une Tendance Révolutionnaire dans le NPA, reproduite dans le présent numéro. Pour l'orientation immédiate, nous renvoyons à l'orientation que nous proposons pour lutter en France contre la réforme des retraites (premier article).

² Cf. notre article dans ce même numéro.

trancher les débats stratégiques laissés en suspens depuis le congrès dans un sens révolutionnaire et pour qu'un programme de transition réellement révolutionnaire soit adopté et effectivement mis en œuvre dans la politique quotidienne du parti. Vue la place importante occupée par le NPA au sein de l'extrême gauche dans le monde et notamment en Europe, la portée de cette lutte politique dépasse ses étroites frontières. Une tendance révolutionnaire du NPA à

la fois ferme sur les principes et la stratégie et souple dans la tactique peut être un point d'appui précieux pour tous ceux qui veulent construire de tels partis révolutionnaires.

Ce combat est, bien sûr, indissociable du combat pour une Internationale révolutionnaire se liant au meilleur de l'avant-garde du prolétariat en lutte. Au moment où le gouvernement nationaliste-bourgeois de Hugo Chávez au Venezuela lance son projet d'une

prétendue Ve Internationale aux contours politiques flous et au contenu interclassiste, il nous faut défendre au contraire la validité globale du programme historique de la Quatrième Internationale, actualisé et enrichi, tout en ouvrant la discussion sur le bilan des organisations qui s'en réclament ou s'en sont réclamées, afin de relancer la construction du parti mondial de la révolution.

Anton Gast

❖ INTERNATIONALISME

Après l'attaque meurtrière contre la flottille pour Gaza, tous ensemble contre l'État sioniste, pour les droits du peuple palestinien !

L'attaque par l'armée israélienne de la flottille qui venait apporter à Gaza de l'aide humanitaire est un crime d'État contre des civils, commis qui plus est dans les eaux internationales. La démarche de ces militants internationalistes avait pour objet de révéler au monde le terrible blocus dont est victime la bande de Gaza, véritable prison à ciel ouvert. Israël avait annoncé sa volonté d'interdire l'arrivée de toutes les aides à Gaza. L'agression était prémeditée puisque, avant même que la flottille n'ait atteint la « ligne rouge », elle a été prise d'assaut par l'armée sioniste. Bilan : une dizaine de morts.

La situation dans la bande de Gaza est atroce : 500 000 Palestiniens y survivent dans des conditions inhumaines, privés de tout. Ainsi, selon l'OMS, le manque de médicaments par exemple, auquel s'ajoute l'interdiction de quitter le territoire pour aller se soigner en Égypte ou en Jordanie, aurait provoqué plus de 300 décès depuis 2007. C'est la punition que l'État sioniste lui impose pour avoir porté au pouvoir le Hamas en janvier 2006. Le soutien humanitaire était absolument légitime : ils venaient apporter tout simplement de quoi aider les Palestiniens à survivre (les navires transportaient 5 000 tonnes de matériaux de

reconstruction, de fournitures scolaires et de matériel médical). C'était la plus grande tentative jamais lancée pour briser le siège israélien contre la bande de Gaza.



http://tc-imc.serve.com/filesPalestine_resistance_not_terrorism.JPG

Complicités impérialistes

La complicité et la collaboration des États impérialistes permettent à Israël de mener sa politique. États-Unis et Union européenne lui apportent non seulement un soutien diplomatique, mais surtout ils lui sont un allié

économique vital. Ils multiplient les accords de toutes sortes avec lui et viennent de l'intégrer à l'OCDE. La vente d'armes à Israël provient avant tout des États-Unis, de l'Union européenne (en second), avec la France à sa tête. Les pays impérialistes fournissent ainsi à l'État israélien les armes avec lesquelles il massacre le peuple palestinien. Au-delà de ses incantations, l'ONU leur sert de servile caution puisqu'elle accepte ces accords comme le prétendu droit de l'État sioniste à exister et à se « défendre » contre la résistance des Palestiniens.

Dans un tel contexte, les gouvernements ont beau jeu de condamner du bout des lèvres cette dernière attaque, jugée « disproportionnée » par Nicolas Sarkozy. L'ONU demande une « *enquête prompte, impartiale, crédible et transparente* », donnant ainsi l'idée que les torts sont peut-être partagés. L'État israélien, quant à lui, plaide la légitime défense, avec à son appui une vidéo où l'on voit des ombres chinoises se battre. Il est évident qu'Israël a voulu attaquer la flottille pour montrer au monde entier ce qu'il adviendrait des militants qui s'opposeraient à sa politique et tenteraient de forcer le blocus.

Qu'en est-il du soudain revirement de la Turquie ?

Rappelons que depuis 1996, la Turquie et Israël sont signataires d'un accord de coopération militaire. Par exemple, cet accord permet à l'armée de l'air israélienne de s'entraîner sur le plateau anatolien, dans le cadre de manœuvres conjointes avec la Turquie. Ces liens viennent d'être sérieusement entamés. La Turquie a rappelé son ambassadeur d'Israël et a même annulé un match de foot prévu contre une équipe d'Israël. Mais il ne faut surtout pas se laisser émouvoir par ce soudain revirement turc. Car si l'État sioniste a pu aujourd'hui réaliser une telle démonstration de force, c'est parce qu'il connaissait la complaisance de ses alliés à son égard. Le gouvernement turc, qui collabore à la barbarie sioniste depuis des dizaines d'années, est aujourd'hui offusqué qu'Israël ait pu attaquer un bateau portant un drapeau turc !

Israël bénéficie de beaucoup d'alliés, comme le prouve encore sa récente adhésion à l'OCDE, et elle sait que le soutien des forces impérialistes est une valeur sûre. Ce qu'elle craint le plus, c'est la résistance du peuple palestinien. Cet acte d'intimidation était nécessaire à la politique d'Israël, au risque de mettre en cause la collaboration avec la Turquie. Le message à donner aux soutiens à Gaza devait être clair, précis, malgré les potentiels dégâts collatéraux. L'opération de la flottille avait été très médiatisée et Israël devait en outre montrer à ses habitants qu'elle irait jusqu'au bout dans la punition aux Palestiniens. La Turquie a beau s'offusquer, elle ne rompra pas pour autant ses relations privilégiées avec l'État sioniste.

En fait, cette dernière attaque s'inscrit dans une politique de répression meurtrière systématique : dès le surlendemain, le mardi 1^{er} juin, cinq militants palestiniens ont été tués par l'armée israélienne alors qu'ils tentaient de passer la frontière entre Gaza et Israël. C'est le lot quotidien de tous ceux qui tentent de défendre les droits du peuple palestinien.

L'État sioniste « assouplit » le blocus de Gaza

Le Premier ministre israélien, Netanyahu, l'a dit : l'*« assouplissement »* du blocus est *« la bonne décision pour Israël »*... mais pas forcément pour les Palestiniens ! La *« bonne solution pour Israël »*, c'est la solution qui permet de rattraper un peu le coup de l'agression de la flottille par un geste symbolique, qui ne coûte rien à l'État oppresseur. Une augmentation de 30 % des transferts de vivres et de biens ménagers est promise. Qu'en sera-t-il vraiment ? Mais même si cet *« assouplissement »* était mis en place, il ne changerait rien à la situation des Gazaouis. Israël ne prévoit évidemment pas de faire parvenir des matières premières, ni de leur permettre d'exporter des produits. Ce sont principalement ces restrictions qui causent le désastre dans la bande de Gaza et paralysent son économie. Il n'y aura même pas le matériel nécessaire à la reconstruction des bâtiments détruits par l'attaque de 2009. Les choses ne sont pas formulées aussi clairement, mais par exemple le ciment ou les barres de fer peuvent potentiellement servir d'armes et ne seront donc pas être livrées à Gaza. Ces mesures ont pour seul but de faire un effet d'annonce et de permettre à tous les États complices de réaffirmer leur soutien à Israël en toute impunité. Pire, ils pourront s'en servir pour faire croire qu'ils exercent une quelconque pression sur Israël qui permettrait d'améliorer les conditions de vie du peuple palestinien.



[http://www.kalamu.com/bol/
wp-content/content/images/
palestine%20resistance%2001.jpg](http://www.kalamu.com/bol/wp-content/content/images/palestine%20resistance%2001.jpg)

Le résultat ne s'est pas fait attendre : Tony Blair parle d'un *« très important pas en avant »*, mais n'oublie pas de préciser qu'il faudra *« éviter l'entrée d'armes et de matériel de guerre à Gaza »*. Bien sûr, l'Union européenne trouve le geste *« insuffisant »*, mais elle salue quand même les efforts. Le ministre turc des affaires étrangères, Burak Ozergin, parle lui aussi d'une *« démarche positive mais pas suffisante »*. Mais enfin, c'est quand même pour lui un bon prétexte pour pouvoir continuer sa collaboration avec l'État sioniste.

Combattons l'État sioniste

Il importe ici de revenir sur les bases de l'État sioniste. Le mythe de la culpabilité européenne suite à l'holocauste a bon dos. Lorsque Herzl s'adresse en 1897 au gouvernement français dans l'espoir d'obtenir son appui pour la fondation d'Israël, il écrit : *« Le pays que nous nous proposons d'occuper inclura la Basse-Egypte, le sud de la Syrie et la partie méridionale du Liban. Cette position nous rendra maîtres du commerce de l'Inde, de l'Arabie et de l'Afrique de l'Est et du Sud. La France ne peut avoir d'autre désir que de voir la route des Indes et de la Chine occupée par un peuple prêt à la suivre jusqu'à la mort. »* On est bien avant la tragédie de la Deuxième Guerre mondiale.

Et depuis, ce projet a été mis en œuvre, comme Herzl en rêvait, avec la complicité impérialiste qu'il préconisait. En 1947, l'ONU partage la Palestine en deux grâce notamment à l'énorme pression des États-Unis qui, pour que la résolution 181 soit adoptée, ont menacé d'embargo, voire de représailles les pays de l'ONU s'étant abstenus sur le premier vote. Il faudra trois votes pour que les États-Unis arrivent à leurs fins. L'ONU donne alors une partie de la Palestine aux colons sionistes, sans consulter le peuple qui vit sur place. En 1948, les sionistes déclarent la naissance de l'État d'Israël. Entre-temps, par des actes de guerre, 900 000 Palestiniens ont été expulsés de leur propre pays, se retrouvant dispersés dans le monde, 15 000 ont été tués et des centaines

de villages ont été rasés. Et on n'est alors qu'au début du processus : ce qui attend le peuple palestinien ne va cesser d'empirer. Depuis, les colonies sionistes s'étendent, des murs sont élevés, les *check points* se multiplient. Le territoire palestinien ne cesse de se réduire et plus de la moitié de la population est aujourd'hui expatriée.

Dans cette mesure, renvoyer dos-à-dos, comme le font beaucoup d'organisations, agresseurs et agressés, c'est couvrir la politique raciste et meurtrière d'Israël. Les militants anticapitalistes ne peuvent qu'affirmer leur soutien inconditionnel à la résistance légitime du peuple palestinien et combattre pour la disparition de l'État raciste, au profit d'un seul État, multiethnique, laïque, démocratique et socialiste sur tout le territoire de la Palestine historique.

Soutenons activement la lutte du peuple palestinien

Seul un combat indépendant de la classe des travailleurs permettra d'en finir avec l'agression sioniste. Les organisations bourgeois ou petites-bourgeoises locales, aussi radicales soient-elles, ne peuvent mener qu'un combat limité contre l'agresseur : pour que cette lutte aille à son terme, que les travailleurs y prennent toute leur place et se dotent d'un programme pour détruire le système en place. Mais la lutte pour son émancipation, le peuple palestinien ne saurait l'accomplir seul : il lui faut s'allier avec les peuples des pays voisins, tout particulièrement avec les travailleurs d'Israël eux-mêmes, qui doivent rompre avec le

sionisme.

Partout dans le monde, dès le soir de l'attaque, des milliers de jeunes, de militants, de travailleurs se sont réunis spontanément pour montrer leur solidarité avec le peuple palestinien. Cette mobilisation qui a été impressionnante tant par son ampleur, que sa spontanéité et sa radicalité, ne s'est pour autant pas maintenue dans la durée.



Répression de la manifestation juste après l'attaque de la flottille le 5 juin à Paris

Face à la répression, la solidarité est notre arme. Si Israël peut aujourd'hui perpétrer ce type de crimes, c'est qu'il bénéficie de l'aide de ses complices impérialistes : par une mobilisation d'ampleur, dénonçons l'État sioniste et nos propres gouvernements. Il s'agit de mener une campagne de classe, qui doit être mise en œuvre par les organisations du mouvement ouvrier et passe notamment par des actions de boycott des cargaisons en provenance ou à destination d'Israël, à commencer par les exportations d'armes françaises, par le refus d'accords de coopération dans les universités, les municipalités, etc.

Juste après l'agression sioniste, les dockers suédois ont décidé la mise en place d'un blocus des bateaux en provenance d'Israël. Il ne devrait prendre fin que le 29 juin.

C'est un acte de réponse à l'attaque contre la flottille et contre le blocus de Gaza. Au port d'Oakland en Californie, le déchargement d'un bateau en provenance d'Israël a été retardé par l'action de l'International Longshore and Warehouse Union (ILWU, syndicat de dockers), qui a organisé un piquet de 700 ouvriers, militants, rendant impossible le déchargement. « Nous voulons

vous envoyer le message clair que si vous commettez des actes de piraterie en haute mer, si vous allez attaquer des civils et les tuer de sang-froid, du genre exécution, si vous assiégez la bande de Gaza, si vous construisez un mur d'apartheid, nous n'aurons pas, ici dans cette ville, l'honneur de votre commerce israélien », a déclaré Jack Heyman, le membre du Conseil exécutif d'ILWU Local 10. Ce type d'action nous montre la voie. Ces ouvriers montrent leur solidarité au peuple palestinien opprimé, et c'est en tant qu'ouvriers qu'ils choisissent de l'exprimer.

Face aux crimes de l'armée israélienne, nous apportons notre soutien inconditionnel à la lutte du peuple palestinien :

- **A bas l'État sioniste meurtrier et raciste !**
- **Droits nationaux intégraux pour le peuple palestinien, notamment le droit au retour !**
- **Arrêt immédiat de toute colonisation !**
- **Levée du blocus de Gaza !**
- **Libération de tous les détenus politiques palestiniens !**

Pauline Mériot

Sanction suédoise exemplaire contre l'État israélien Les dockers suédois mettent en place un blocus

En raison de l'attaque contre la flottille humanitaire, le syndicat des ouvriers dockers suédois va démarrer un blocus des navires israéliens à partir du 15 juin. Monsieur B. Borg, président du syndicat a déclaré : « *Nous voulons que les responsables soient traduits en justice, le blocus de Gaza doit être levé.* »

On ne sait pas combien de navires seront affectés, mais selon le syndicat cela concerne surtout les fruits en provenance d'Israël et les produits industriels exportés depuis la Suède. À la télé, M. Björn Borg dire qu'ils vont soulever la question avec l'Union internationale des ouvriers portuaires et demander la mise en place d'un blocus international.

(Source : *Fackförbund i blockad mot Israel, 3 juin 2010*)

Portugal : plan d'austérité du gouvernement PS-PSD, début de réponse ouvrière et politique du « Bloc de gauche »

Le plan d'austérité du gouvernement PS-PSD

Au Portugal comme ailleurs, la bourgeoisie tente de faire payer la crise aux travailleurs. Le Portugal fait partie des pays dont l'économie est plus fragile relativement à celles des grandes puissances de l'UE¹. L'agence de notation Standard and Poor's a abaissé la note de la dette portugaise, en même temps que celle de l'Espagne. En effet, sa dette publique atteint environ 140 milliards d'euros, ce qui représente près de 90% du PIB (soit nettement au-delà de la limite des 60% du PIB fixé par le pacte de stabilité) et est détenue surtout par des étrangers ; en 2009, le déficit budgétaire a atteint 9,4% du PIB.

Sous la pression des bourgeoisies française et allemande qui, via l'UE, poussent les gouvernements des PIGS à mettre en place des plans de rigueur drastiques, la coalition PS-PSD a donc présenté deux plans de rigueur successifs, confirmant que les partis sociaux-démocrates sont devenus des partis bourgeois normaux, prenant directement en charge la politique exigée par le capital, dont la principale institution internationale, le FMI, est présidée par le dirigeant du PS français, Dominique Strauss-Kahn.

Il s'est d'abord agi de réduire le déficit budgétaire à 8,4% en 2010 et à 3% d'ici 2013. Puis le premier ministre José Socrates (PS) a dû se résoudre à donner un tour de vis supplémentaire, prévoyant de réduire le déficit à 7,3% dès cette année et à 4,6% en 2011. Pour les travailleurs portugais, les conséquences de ces plans de rigueur, appelés « Plans de Stabilité et de Croissance » (PEC²) sont nombreuses : augmentation de l'impôt sur le revenu alors que les

salaires sont déjà bas au Portugal (600 euros en moyenne), augmentation des prix via l'augmentation de l'IVA (équivalent de la TVA), diminution des services publics et augmentation du coût de leurs prestations, gel du recrutement et des salaires dans la fonction publique, augmentation de l'âge de départ à la retraite à 65 ans dans la fonction publique, réduction des prestations sociales, ainsi qu'un vaste plan de privatisations dans les transports, l'énergie, les assurances et la poste...

La direction de la CGTP critique le PEC et organise des journées d'action, mais refuse d'affronter le gouvernement

La brutalité du gouvernement de coalition entre le PS et le PSD a contraint les chefs de la CGTP-IN (Confédération Générale du Travail – Intersyndicale Nationale), principale confédération du pays, où le PCP garde une influence prépondérante, à réagir. La direction de la CGTP affirme son « opposition » au PEC. Cependant, elle ne demande pas son retrait et refuse donc d'organiser le combat pour atteindre cet objectif. Corrélativement, elle oppose à la politique du gouvernement, qu'elle juge « néolibérale », une autre politique bourgeoise, plutôt néokeynésienne, appelant à s'attaquer aux spéculateurs et à la finance (mais pas au capital supposé productif), à taxer les riches, à augmenter les salaires, à préserver les services publics, etc.

Les manifestations du 1^{er} Mai ont été plus nombreuses qu'à l'habitude. Le secrétaire général de la CGTP a appelé à une grande manifestation contre le plan d'austérité. Elle a été convoquée pour le samedi 29 mai, autrement dit sans grève. Cet appel, méthodiquement préparé par l'appareil de la CGTP, a trouvé un important écho dans les masses. Plus de 300 000 travailleurs ont défilé à Lisbonne, soit l'une des plus nombreuses manifestations de l'histoire du Portugal. Carvalho, le

secrétaire général de la CGTP, a tenu des discours formellement radicaux, évoquant le spectre de la « grève générale », expression par laquelle il désigne une simple journée de grève interprofessionnelle de 24h (comme FO en France). Cependant, dans la pratique, la direction de la CGT refuse toujours d'engager l'affrontement avec le gouvernement pour le retrait du PEC, désarmant ainsi le prolétariat portugais.

Le « bloc de gauche » portugais n'est pas le parti qu'il nous faut ou la faillite du réformisme face à la crise

Dans le cadre de la crise politique au sein du NPA, certains camarades présentent comme modèle de la « gauche radicale » en Europe le Bloc de Gauche portugais (Bloco de Esquerda, BE), dont le porte-parole, Francisco Louca, est membre du « Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale » (SUQI) comme l'ex-LCR et la majorité des dirigeants du NPA. Ils s'appuient principalement sur ses bons résultats électoraux : plus de 10% des voix aux élections législatives de 2009. Cela semble à première vue alléchant, à un moment où le NPA lui-même n'a obtenu que 2,5% des voix en moyenne aux élections. Mais qu'est-ce que le Bloc de Gauche ? Quelle est sa politique ?

Les origines du Bloc : la démarcation par rapport au PS et au PCP

Le Bloc de Gauche se place, avec le PCP, à gauche du PS dans le paysage politique parlementaire portugais. Il a été fondé en 1999 par la fusion du PSR (Parti Socialiste Révolutionnaire) organisation soeur de l'ex-LCR au Portugal, membre comme elle du SUQI, de l'UDP formation issue du maoïsme et de Politica XXI résultant de l'union d'ex-militants du PCP, en rupture sur la droite avec le stalinisme. Le BE a également été rejoint par

¹ Le Portugal, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne sont regroupés sous l'acronyme infamant de PIGS (en anglais pigs, porcs) qui désigne les pays ayant bénéficié d'aides européennes importantes pour leur développement économique. Ces pays s'en trouvent aujourd'hui d'autant plus soumis aux injonctions de l'UE et donc aux intérêts des impérialistes français et allemands.

² PEC: Plano de Estabilidade e de Crescimento.

l'organisation Ruptura/FER¹, section portugaise de la LIT-QI (Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale) et par de nouveaux militants sans liens avec les quatre organisations précédemment citées.

Ce parti s'est d'abord construit comme une coalition électorale en profitant de l'espace politique créé par la transformation du PS en parti bourgeois, le maintien d'un parti communiste stalinien « orthodoxe » (le PCP) et l'absence de parti écologiste. Il s'est également appuyé sur la dynamique, assez importante à l'époque, du mouvement altermondialiste. Cette union s'est cristallisée entre autre autour de la volonté de présenter des candidats aux élections législatives et européennes de 1999 où le BE a obtenu 2,44 % des voix. Il a ensuite connu une progression électorale constante. Dix ans après, le BE a obtenu 9,85 % des suffrages aux législatives et 10,7 % aux élections européennes qui lui ont donné le droit d'être représentés par 16 députés au Parlement portugais et 3 au Parlement européen. Il revendique 7 000 adhérents, contre 60 000 au PCP, dont les résultats électoraux sont pourtant comparables. C'est en fait l'expression du programme, de l'orientation et par conséquent de la logique de construction du Bloc de Gauche. Cependant, à l'échelle du Portugal, cela reste une force significative (cela équivaudrait à peu près à un parti de 40 000 adhérents en France), qui donne d'autant plus de responsabilité politique au BE.

Le Bloc des gauches s'est construit par une double délimitation. Il entend tout d'abord se démarquer d'un PS « social-libéral ». Cependant, cette délimitation est plus conjoncturelle que principielle. Lors de son congrès en 2009, il a adopté le refus d'un gouvernement avec le PS ou de coalition entre le PS et le centre-droit pour cette législature : « *Le projet du PS pour 2009 est dans la*

continuité des politiques qui ont conduit au développement du chômage, de la précarité et de la pauvreté, que ce soit pour obtenir une majorité absolue ou pour recourir à la formation d'un bloc du centre. Casser cette majorité absolue du PS et combattre la politique du bloc du centre constitue la stratégie de la gauche socialiste. C'est pourquoi il ne participera pas à un gouvernement avec le PS, parce que les programmes sont contradictoires. Il n'acceptera aucune collaboration avec un gouvernement, du PS ou du bloc du centre, car quatre années de gouvernement Socrates (PS portugais) ont démontré que ces politiques doivent être battues. » Le Bloc des Gauches s'est aussi construit en se démarquant du PCP. Cependant, ce n'est pas d'un point de vue trotskiste, en critiquant le réformisme de collaboration de classe repeint en rouge du PCP et le stalinisme, mais d'un point de vue réformiste, consistant à prendre prétexte du désastre stalinien pour refuser d'opposer au capitalisme la lutte pour l'expropriation du capital et le communisme.

Un manifeste de fondation purement réformiste

Le manifeste de fondation² du parti et ses statuts³ définissent le BE comme un mouvement de citoyens et de citoyennes qui « *promeut une culture civique de participation et d'action politique démocratique comme garantie de la transformation sociale (...).* ». Le manifeste, rédigé pour les élections législatives et européennes de 1999, même s'il se réfère formellement au socialisme, ne va guère au delà de l'antilibéralisme. La question de la propriété privée des moyens de production, la division de la société en classes sociales aux intérêts antagoniques, la destruction de l'État bourgeois et la révolution en sont totalement absentes. Ce programme se termine par une partie intitulée « *Notre projet : la démocratie pour le socialisme* ». Sous ce titre, on ne trouve en fait qu'une catalogue de réformes, toutes compatibles avec le capitalisme, c'est d'ailleurs expressément revendiqué dans ce

programme. Le texte se borne à la fin à se référer très vaguement au socialisme. On peut en donner ici seulement quelques extraits⁴ :

• Pour quelques réformes, comme celle des 35 heures, alors mise en œuvre par le gouvernement PS-PCF-Verts-MDC en France avec un ensemble de mesures d'annualisation et de flexibilité sans la moindre mise en cause du caractère capitaliste de « l'économie » : « *Ce Bloc affirmera la nécessité d'une politique de plein emploi avec la sauvegarde des droits acquis. Mettre l'être humain au centre de l'économie commence par là, par la revalorisation du travail comme créateur de richesses. (...) Cela exige le courage d'une grande réforme, la réduction du temps de travail à 35 h (...).* »

• Pour une réforme fiscale, taxant davantage les riches, pour améliorer les recettes, sans la moindre remise en cause de l'État actuel : « *Ce Bloc démontrera la viabilité de ces objectifs. Selon nous, il est possible d'augmenter substantiellement les recettes de l'État pour garantir l'avenir d'un système public et participatif de Sécurité Sociale. Mais il faut avoir le courage d'une réforme fiscale qui promeuve la justice et pénalise les plus puissants et tous ceux qui manquent leurs devoirs sociaux.* »

• Pour une politique fiscale dirigée contre la finance, mais ouvertement favorable aux patrons « créateurs d'emplois » : « *Il est indispensable de taxer de façon exemplaire le capital spéculatif, de la même façon qu'il n'y a pas de raison valable pour que l'emploi paye des impôts et que le capital qui le remplace en soit exonéré. C'est pourquoi la priorité doit être la réalisation d'une réforme fiscale garantissant la justice pour les travailleurs salariés et bénéficiant aux entreprises qui créent des emplois et pénalisant celles qui en suppriment.* »

• Pour une réforme citoyenne et participative de l'État bourgeois : « *Le Bloc affirmera l'urgence de réformes fortes sur le plans des droits et du système politique, en direction d'une démocratie qui trouve dans la citoyenneté la condition de son*

¹ Fusion de militants acteurs du mouvement étudiant (Ruptura) et de l'organisation du Front de Gauche Révolutionnaire (Frente de Esquerda Revolucionaria), affiliée à la LIT-QI (Ligue Internationale des Travailleurs-Quatrième Internationale, fondée par Nahuel Moreno). Nous n'avons pas la place dans le cadre de cet article d'étudier l'orientation de la Ruptura/FER. Nous y reviendrons.

² <http://www.bloco.org/media/comecardenovo.pdf>

³ www.bloco.org/media/estat2009.pdf

⁴ Cf. le texte intégral en portugais sur le site <http://www.bloco.org/media/comecardenovo.pdf>

existence et de sa rénovation permanente.»

• Dans ces conditions, on comprend qu'il ne s'intéresse pas particulièrement au prolétariat et que sa référence au socialisme reste des plus floues : « *Le bloc assume les grandes traditions de la lutte populaire dans le pays et apprend d'autres expériences et défis ; il renouvelle l'héritage du socialisme et y inclut des contributions convergentes de divers citoyens, forces et mouvements qui au fil des ans s'engagent dans la rechercher d'alternatives au capitalisme. C'est de là que nous voulons partir pour reconstruire une gauche populaire, plurielle, combative et influente, qui soit capable de reconstruire l'espoir.* »

C'est sur la base de cette orientation réformiste que le Bloc de gauche a connu un certain succès. Il a mené des campagnes pour la dé penalisation de l'avortement, pour l'abolition du secret bancaire, contre la guerre.

Du programme à la pratique : la politique du Bloc de gauche face à la crise

Les députés du Bloc de Gauche approuvent le plan du gouvernement PS-PSD d'« aide » à la Grèce

Le Bloc de Gauche a bien sûr voté contre le PEC, le plan d'austérité du gouvernement portugais. Cependant, le 7 mai dernier, les députés du Bloc de gauche ont voté pour le projet de loi gouvernemental du PS et du PSD, avec le très à droite CDS donnant la possibilité au Portugal de concéder des prêts financiers aux autres pays membres de la zone euro et notamment à la Grèce. Cette loi a permis le déblocage d'un premier emprunt de 2 milliards d'euros. Le PCP et les Verts ont voté contre. Bien que Francisco Louça (porte-parole et député du BE) mette en avant la nécessité de se positionner comme une alternative claire au PS, ajoutant que c'est dans la confrontation la plus dure que le BE s'est renforcé, comment le BE justifie-t-il ce vote ?

Le journal économique OJE¹ rapporte les propos de Cecilia Honorio, membre du BE : « *Refuser ce plan d'aide reviendrait à imposer*

la banqueroute à la Grèce, reviendrait à une politique de la terre brûlée. » Elle a cependant accusé l'Europe et le FMI de financer la spéculation contre la Grèce, en proposant de créer une agence de notation européenne. Pourtant, le plan « d'aide » qui ira à la Grèce ne bénéficiera aucunement aux travailleurs, mais servira les intérêts des responsables de la crise, des bourgeois nationales à l'Union Européenne en passant par les gouvernements nationaux, avec son lot de « restructurations » et de coupes budgétaires sur lesquelles les travailleurs n'auront pas leur mot à dire. Dans la loi² votée par le Parlement le 7 mai, et dans une autre loi³ à laquelle celle-ci se rapporte, les conditions de l'aide financière sont claires : « *Les opérations de financement auxquelles participera l'État portugais sont coordonnées avec les autres États membres de la zone euro et avec les instances communautaires, elles ne seront pas de nature “concessionnelle” et resteront sujettes à l'adoption par les États membres des conditions déterminées de financement, afin de responsabiliser et d'inciter à un retour aussi rapide que possible au financement par le marché.* » Cecilia Honorio, dans sa justification de vote au nom du BE, abandonne donc tout point de vue de classe : elle ne se demande pas un instant si ce plan est favorable au prolétariat ou à la bourgeoisie. Plus fondamentalement, elle raisonne manifestement en considérant comme intangible le cadre du capitalisme : c'est pour cela qu'elle juge que ce plan d'austérité est le moindre mal. C'est précisément l'argumentation du premier ministre grec du PASOK (PS grec), Papandréou, pour justifier son plan auprès des travailleurs et des bureaucraties syndicales du GSEE et de l'ADEDY et les dissuader de combattre pour son retrait. Logiquement, sa proposition pratique, la création d'une agence de notation européenne, déjà évoquée par des hauts responsables des gouvernements en place, est une proposition de réforme de l'UE purement bourgeoise : elle ne

s'oppose pas aux plans d'austérité, mais vient les compléter.

Dans sa contribution sur la crise, le BE tente à nouveau de justifier son vote face aux critiques du PCP dans sa revue *Avente*. Il prétend tout d'abord que, « *dans cette loi portugaise, aucune condition n'est posée à la Grèce* ». On vient de montrer que cette affirmation est fausse en citant un extrait de la loi, qui s'inscrit bien sûr dans le cadre du plan européen, lequel impose des conditions terribles aux prolétaires grecs. La direction du BE essaye aussi de s'en tirer en critiquant l'impassé de la position du PCP pour jeter un écran de fumée : « *La divergence avec le PCP est plus profonde, le vote du PCP appuie le KKE, qui défend en Grèce la sortie de l'euro et de l'UE. Alors ! Le PCP qui ne propose que cette solution, se place dans une position étrange : il vote pour que l'État portugais aide à imposer la sortie de la Grèce de l'euro, mais ne veut même pas savoir ce qui arrivera dans ce cas.* »

Le PCP a bien sûr tout à fait raison de voter contre les plans d'austérité, mais il ne mène pas une politique conséquente pour les stopper, comme le prouve la politique de la direction de la CGTP qu'il influence fortement. Le BE a raison de dire que le PCP n'offre aucune alternative au plan du gouvernement, sinon une éventuelle fuite en avant souverainiste. En effet, la rupture avec l'UE ne peut être progressiste que si elle est réalisée par un gouvernement révolutionnaire, expropriant le capital et commençant à réorganiser de fond en comble l'économie en s'appuyant sur les masses auto-organisées. Or, le PCP se borne à affirmer abstrairement que pour l'Europe et pour le Portugal, « *il faut un autre chemin* », « *il faut une autre politique* » ; car, par delà ses rodomontades, il est lui aussi réformiste. Pour autant, en essayant de se débattre, le BE ne fait que montrer un peu plus ses illusions de voir l'Union Européenne devenir un agent positif pour la condition des prolétaires et ne fait que s'enfoncer dans les sables mouvants des institutions et du réformisme.

Le BE et la politique de la bureaucratie syndicale

Au délicat sujet de l'implication syndicale, Francisco Louça répond que son parti est investi dans les organisations syndicales et que ses

¹ <http://www.oje.pt/noticias/nacional/parlamento-aprova-apoio-a-grecia-com-votos-contra-do-pcp-e-verdes>

² <http://www.parlamento.pt/ActividadeParlamentar/Paginas/DetalheIniciativa.aspx?BID=35274>

³ http://www.igf.min-financas.pt/inflegal/bd_igf/bd_legis_geral/Leg_geral_docs/LEI_112_97.htm

militants animent des équipes majoritaires dans quelques structures locales et dans toutes les plus grandes entreprises du pays. Selon lui, ces militants défendent de manière organisée une orientation nationale dans les principaux syndicats du pays. Quelle est cette orientation ?

Il faut beaucoup chercher sur la site du BE pour finir par trouver de vagues allusions à ce sujet : « *L'unification de la lutte avec la perspective de la grève générale, qui doit être appelé par les syndicats au moment de la mobilisation sociale la plus forte, est le chemin qui doit être suivi. Une grève forte implique un mouvement de base, la création de la confiance, la multiplication des forces. Dans ce contexte, le Bloc choisira le moment venu les formes de confrontation avec le gouvernement, soit à travers une motion de censure, soit à travers l'exigence d'une motion de confiance, soit à travers la présentation de propositions alternatives qui s'affrontent au PS et à son alliance avec le PSD et avec le CDS.* » (Document sur la crise)

Dans sa résolution du 17 avril consacrée à la lutte contre le PEC, le BE se borne à des formules générales, expliquant que seule l'unité de la gauche et la liaison des diverses mobilisations peuvent permettre d'affronter victorieusement le plan du gouvernement. Dans ce même texte, la direction du BE présente son intervention dans les élections présidentielles de 2011 comme « *une partie essentielle de sa lutte pour vaincre le PEC et les politiques libérales* ». C'est déjà en soi une incroyable confusion réformiste : le PEC ne peut être vaincu que par la lutte de classes directe, par la grève générale. Mais la candidature soutenue par la direction du BE rend cette affirmation encore plus incroyable.

Le BE soutient la candidature à la présidentielle d'un ancien dirigeant du PS, partisan d'une austérité « juste » et du « dialogue social »

Il s'agit de la candidature de Manuel Alegre, poète portugais, l'une des figures intellectuelles de l'opposition au régime de Salazar, longtemps membre de la direction du PS, député pour le PS au Parlement. Sans quitter son parti, il s'est présenté comme candidat indépendant à

l'élection présidentielle de 2006, où il est arrivé en deuxième position au premier tour, avec 20 % des voix, devant le candidat officiel du PS, Mario Soares, mais derrière le candidat du centre-droit, Cavaco Silva, finalement élu président. À cette époque, le BE avait présenté son propre candidat, Francisco Louça, qui avait recueilli 5 % des voix.

La direction du BE soutient la candidature de Alegre, en expliquant que, tout en ayant une politique différente du BE, il a critiqué le PEC, s'est déclaré opposé aux privatisations et au gel des salaires dans la fonction publique. Mais, en fait, elle la justifie surtout en expliquant qu'il faut battre à tout prix Cavaco Silva et permettre la victoire de ce qu'elle appelle « la gauche ». Or, quelle politique propose Alegre ? On peut s'en faire une idée par le discours dans lequel il a déclaré sa candidature. Tout d'abord, Alegre précise sa filiation politique : « *Je salue les représentants ici présents [aux Açores] du Mouvement d'Intervention et de Citoyenneté, du Bloc de gauche, de la Rénovation Communiste et du parti Démocratique de l'Atlantique. Je salue les citoyennes et les citoyens qui, sous de multiples formes, ont donné l'impulsion au mouvement qui a été à l'origine de ma candidature. Je salue mon parti, le Parti Socialiste, dans la personne de son président, Almeida Santos et de son secrétaire général, José Socrates [premier ministre, auteur du PEC].* » Puis il expose sa conception du rôle de président de la République : « *Il revient au Président, outre son devoir de garantir la stabilité politique et le fonctionnement régulier des institutions, d'être l'interprète de la nation et le mobilisateur des énergies du pays.* »

Il explique à propos de la crise que, « *au-delà de ses causes structurelles propres, elle est inséparable de problèmes jamais résolus au sein de l'Union Européenne, à savoir l'absence de coordination des politiques économiques comme complément nécessaire à l'union monétaire* ». Tout en regrettant que l'UE se montre moins prompte à venir en aide aux pays en difficultés qu'à sauver les banques, il se place dans une perspective de pure réforme bourgeoise de l'UE. Au sujet de la situation au Portugal, il se présente en partisan d'une austérité formellement

partagée et du « dialogue social » pour la faire passer : « *Il est l'heure, aussi, dans le cadre des difficultés existantes, de tout faire pour sauver l'État social. Le pays doit être mobilisé. Mais il le sera seulement s'il comprend le sens des mesures et des sacrifices qui lui sont demandés. C'est pourquoi, au delà de la rigueur et de l'austérité, il faut une grande exigence éthique.* (...) Les Portugais sauront y répondre. À une condition : il ne peut y avoir de sacrifices pour presque tous et des bénéfices pour quelques-uns. Plus que jamais il faudra promouvoir un plan concerté entre le gouvernement, les partis politiques et les partenaires sociaux ». Enfin, il conclut dans une envolée lyrique par une déclaration de fidélité à l'État bourgeois « social » : « *Je suis un candidat au-dessus des partis, mais pas un candidat neutre (...). Je ne serai pas neutre dans la défense d'une école publique exigeante et de qualité, je ne serai pas neutre dans la défense du système national de santé, je ne serai pas neutre dans la défense du système public de sécurité sociale (...), je ne serai pas neutre dans la défense du rôle irremplaçable des forces armées et dans le soutien aux militaires portugais engagés dans des missions découlant des engagements internationaux de notre pays (...). Vive la République ! Vive le Portugal !* »

Bref, le Bloc des gauches portugais, qui se dit anticapitaliste, veut soutenir un candidat qui, malgré quelques phrases « de gauche », n'est rien d'autre qu'un démocrate bourgeois.

Quelques conclusions

Dans une interview pour la revue *Contretemps*¹, proche du NPA, François Sabado et Cédric Durand, tous deux membres du NPA et du SUQI, interrogent Fernando Louça, porte-parole du BE et lui aussi membre du SUQI, sous l'angle du succès de la construction de ce parti. De nombreux éléments de cette interview touchent aux questions stratégiques parmi les plus sensibles pour les anticapitalistes.

¹ <http://www.contretemps.eu/interviews/parti-pese-quand-son-opinion-est-incontournable>

Une certaine conception du rôle des élus

Les intervieweurs posent l'expérience du BE comme percutante car soulevant dans les conditions présentes la question du rapport aux institutions. Ils demandent ainsi : « Comment transformer les institutions sans être happé par leur logique ? ». Voici la réponse donnée par le leader du BE : « Si un parti participe aux élections, il doit savoir exercer les mandats qu'il obtient de manière exemplaire à travers ses propositions, sa capacité d'innovation, l'attitude de ses élus, la cohérence des positions défendues et la fidélité au programme qu'il a proposé aux électeurs-trices. » Alors que la politisation des débats est un pivot pour la reconstruction de la conscience de classe, le chemin de l'électoralisme conduit à limiter les débats au positionnement du parti par rapport aux autres et dans le cadre des étroites limites fixées par les institutions nationales et européennes actuelles, non par rapport au débat politique de fond sur le projet de société et le processus pour y parvenir. C'est ainsi que la construction du BE en tant qu'alternative au PS se révèle n'être qu'un argument de marketing électoral puisque les pourtant très moraux députés du BE finissent par voter avec les députés du PS et même du PSD, cédant à la pression de l'État, du patronat et des médias pour faire passer le plan d'aide à la Grèce comme moindre mal. Les révolutionnaires ont une tout autre conception du rôle de leurs élus dans les Parlements : ils y sont pour dénoncer de l'intérieur la politique de la bourgeoisie, pour profiter de cette tribune pour appeler tous les travailleurs à lutter, sans jamais craindre d'être isolés à l'assemblée ni d'être vilipendés dans les médias, car ce qui compte, ce sont les besoins et l'avis des prolétaires.

La lutte de classes subordonnée aux calculs parlementaires

Francisco Louça précise : le BE « doit réussir à démontrer une capacité de conflictualité et de mobilisation sur lesquelles les luttes peuvent s'appuyer. Mais avoir des élus et participer aux institutions c'est aussi apprendre : grâce à cela, le Bloc est aujourd'hui beaucoup plus fort, connaît mieux la réalité et est davantage prêt à mener la lutte pour

l'hégémonie sur tous les terrains. C'est en effet à partir de cette capacité globalisante que se construit un rapport de forces durable. Ainsi, parce que le Bloc a un groupe parlementaire, il est confronté en permanence avec TOUTE la politique. Le Parlement doit être, et a été, le lieu de notre guerre de mouvements et non d'une guerre de positions. Le dialogue politique et l'alliance avec des secteurs qui sont capables de prendre des positions anti-libérales est la clé d'une stratégie qui vise à isoler les réponses traditionnelles de tous les gouvernements de droite ou sociaux-libéraux. C'est une forme de lutte pour la direction politique, devant l'échec historique des classes dominantes (...). »

On ne saurait mieux dire que, en cohérence avec son manifeste fondateur purement antilibéral, le BE a une stratégie de réforme bourgeoise et de lutte principalement parlementaire, à laquelle les mobilisations sont subordonnées. Vouloir gagner le maximum de voix aux élections, comme un but en soi, amène nécessairement un certain suivisme vis-à-vis de l'état d'esprit immédiat des masses. Dès lors, dans l'interview donnée par Francisco Louça à *Contretemps*, les deux phrases socialistes, qui ne sont nulle part dans les textes du BE, ont, semble-t-il, pour principale fonction de vendre le BE aux militants du NPA encore attachés au marxisme révolutionnaire en lui adjointant un discret vernis révolutionnaire : « Ce qui définit ceux et celles qui luttent pour le socialisme est l'expérience concrète de la société de classes, du capitalisme réellement existant, de la fonction d'organisation de l'État et de la stratégie d'organisation sociale des travailleurs-ses pour une société sans exploitation. Cela exige une politique dense de lutte pour l'hégémonie, d'alliances et surtout une clarté politique mobilisatrice. »

La perspective d'une réforme de l'UE

S'en remettre aux institutions pour régler la crise sociale ne permet pas aux travailleurs de prendre en main l'amélioration de leur vie. Faire intervenir la médiation institutionnelle pour améliorer la situation du prolétariat revient à déléguer cette entreprise aux experts

qui ont jusque-là travaillé pour l'autre camp. C'est hélas ce que fait le BE quand il se rattache à l'UE en ne mettant pas en avant la nécessité de détruire cette institution bourgeoise et de construire son alternative, les États-Unis Socialistes d'Europe, et l'outil politique pour la réaliser. Au lieu de cette perspective pour la mobilisation des travailleurs, le BE propose¹ de continuer de lutter pour la refondation démocratique et sociale de l'UE ou encore de soumettre les fonds d'investissement aux règles anti-spéculatives en exigeant la transparence de son contrôle par la population. Il faut ici remarquer la subtilité de la formulation qui consiste à exiger la transparence du contrôle et non le contrôle direct par les travailleurs eux-mêmes, en contradiction avec la « *clarté politique mobilisatrice* » appelée par Francisco Louça pour la réalisation du socialisme...

Pour barrer la route à ceux qui veulent transformer le NPA en Bloc de gauche à la française, il faut leur opposer la seule alternative crédible, celle d'un NPA révolutionnaire

Ce qu'il faut, c'est un processus se fondant sur l'action directe des travailleurs pour la défense de leurs intérêts et un combat ouvertement révolutionnaire. Ce processus doit dépasser le simple dépôt d'un bulletin de vote dans une urne. Il passe par la grève générale et la prise en main par les travailleurs auto-organisés de la production et du pouvoir ! Les détracteurs de cette logique disent qu'il ne suffit pas d'en parler pour que celle-ci se réalise : ils ont raison. Mais pour justifier que notre parti ne doit pas porter publiquement les axes principaux de cette logique, ils doivent faire la preuve que c'est en la taisant que celle-ci a davantage de chance de se réaliser !

Nicolas Faure et Antoni Mivani

¹ Pour plus de détails, cf. les documents suivants : http://www.esquerda.net/sites/default/files/textocrise_o.pdf et http://www.esquerda.net/sites/default/files/textocrise_o.pdf

Marée noire du golfe du Mexique : au-delà des évidences, deux réflexions sur les désastres de l'industrie pétrolière

Le 20 avril 2010, dans les eaux du golfe du Mexique, une explosion accidentelle a détruit la plate-forme de forage *Deep Water Horizon*. La marée noire qui s'en est suivie est d'une énorme importance. Jusqu'au 3 juin, date à laquelle la compagnie pétrolière BP a réussi à stopper partiellement la fuite de pétrole brut, 20 000 à 40 000 barils par jour se sont répandus en mer¹. Il s'agit de la pire catastrophe écologique de l'histoire des États-Unis. Le 14 juin, Barack Obama a comparé cette marée noire à un 11-Septembre écologique.

D'un point de vue communiste révolutionnaire, plusieurs leçons peuvent être tirées de ce désastre. La cupidité des dirigeants, particulièrement révoltante², est évidente. Si la presse bourgeoise se déchaîne contre les dirigeants de BP, elle n'explique pas que leur comportement est parfaitement rationnel d'un point de vue capitaliste. Comme toutes les entreprises capitalistes, le seul objectif de BP est la maximisation du profit à court terme, quelles qu'en soient les conséquences sur le plan social ou écologique.

Face aux intérêts privés des entreprises comme BP, l'incapacité des États (structurellement au service du système capitaliste) à imposer des conditions d'exploitation correctes de sécurité apparaît au grand jour. Obama, fragilisé pour cette raison, peut bien faire de grandes promesses : il ne peut ni ne veut régler le fond du problème. Par ailleurs, cette marée noire est également l'occasion de rappeler la corruption de la classe politique institutionnelle, compromise

jusqu'au cou par les mille et une affaires de financement par les trusts pétroliers, depuis des dizaines d'années³.

Ceci étant, il nous semble intéressant d'évoquer ici deux questions communément moins discutées. La première est la désinformation concernant le vrai prix du crime permanent perpétré par l'industrie pétrolière. La seconde, la question de fond, concerne la finalité de cette industrie.

Étrangement, lorsqu'il s'agit de pays pauvres, les marées noires sont passées sous silence

De façon générale, le traitement médiatique des questions écologiques et environnementales est biaisé, incomplet, pourri. Il suffit pour comprendre cette réalité de considérer les raisons idéologiques d'une part, l'intérêt des gouvernements et des propriétaires des médias, d'autre part. Les exemples sont légions. Un des plus connus, en France, est celui du nuage de Tchernobyl qui, en 1986, s'était miraculeusement arrêté à la frontière. Mais si la dénonciation de ce mensonge d'État a pu finalement connaître un certain écho, c'est en bonne partie parce qu'il nous concernait directement. En revanche les scandales environnementaux des lointains pays pauvres restent largement tus.

Ainsi le traitement médiatique des marées noires ne fait-il pas exception. On ne peut que constater l'hypocrisie et la manipulation que constitue le choix de sur-médiatiser une région ou un aspect plutôt qu'un autre, au mépris de toute déontologie journalistique. Pour ne prendre qu'un seul exemple, considérons le cas du Nigeria. Ce pays a certes moins de

¹ Selon les estimations parues dans la presse. Le chiffre de 5 000 barils par jour avancé par BP a été qualifié de mensonge (*Le Monde*, 12 juin 2010). L'explosion de la plateforme a causé la mort de 11 ouvriers.

² « BP, résistant aux pressions politiques, a réaffirmé vendredi son attachement au versement d'un dividende à ses actionnaires en dépit du coût élevé de la marée noire provoquée par l'un de ses puits de pétrole dans le golfe du Mexique. » (Londres, 4 juin, Reuters.)

poids que les États-Unis. Mais il est dévasté depuis cinquante ans par les marées noires continues des compagnies pétrolières, Shell en particulier. La description de la réalité de la vie dans le delta du Niger donne des haut-le-coeur. Les fuites continues de pétrole rendent les terres incultivables, les poissons crèvent, la pêche devient impossible, la puanteur est atroce, les maladies dues à l'inhalation sont légions, l'eau potable vient à manquer. Ainsi, John Vidal écrit dans *The Guardian* du 6 juin 2010 : «Avec 606 champs pétroliers, le delta du Niger fournit 40 % du total des importations américaines de brut. C'est la capitale mondiale de la pollution pétrolière. L'espérance de vie dans ses communautés rurales, dont la moitié n'a pas accès à l'eau potable, est tombée à 40 ans à peine depuis deux générations. La population locale maudit le pétrole qui pollue ses terres et trouve incroyables les efforts déployés par BP et les autorités américaines pour colmater la brèche dans le golfe du Mexique et protéger le littoral de la Louisiane contre la pollution. Si la même mésaventure était survenue au Nigeria, ni le gouvernement ni le pétrolier ne s'en seraient beaucoup préoccupés, explique l'écrivain Ben Ikari. Cela a lieu en permanence dans le delta !»

L'indifférence des compagnies pétrolières de la région aux conséquences de leur activité d'extraction sur la population est un crime. Un crime qui dure depuis cinquante ans, une des illustrations de l'inégalité des rapports Nord/Sud, et dont les médias se font complices par leur silence. Pour leur défense, les compagnies pétrolières avancent l'existence de réparations financières. Mais les montants sont ridiculement faibles. Ainsi les fonds prévus par l'accord Opol, ratifié en 1974, s'élèveraient actuellement à 120 millions de dollars⁴ – une goutte d'eau par rapport aux profits des compagnies – alors que les dégâts des

³ C'est particulièrement vrai aux EU, où le financement par les lobbies est officiel et légal. cf. article « Celui qui est accusé du désastre dans le Golfe du Mexique, British Petroleum, a parrainé Obama », par David Brooks, 12 juin 2010.

⁴ *L'Humanité*, 19 juin 2010.

catastrophes se chiffrent rapidement en milliards. Et quand bien même ces montants seraient augmentés, ils ne rachèteraient jamais les vies brisées et les ravages écologiques causés. Mais l'idée que tout peut être ramené à une question d'argent est décidément une perversion, typique de l'idéologie capitaliste.

La question de fond : l'industrie pétrolière capitaliste est-elle défendable ?

Dénoncer les conditions actuelles d'extraction du pétrole est nécessaire. Mais ce serait une erreur de s'en tenir à cette question. En effet, l'épuisement progressif des sites conventionnels mène inévitablement à la multiplication des sites dangereux : en mer, dans des zones de forage toujours plus profondes ; sur terre, dans des zones protégées¹ où les conséquences écologiques – même sans l'hypothèse optimiste d'accidents² – sont désastreuses.

La question de fond essentielle est celle de la remise en cause de l'existence même de l'industrie pétrolière et du mode de vie qu'engendre son utilisation capitaliste nécessairement hyper-intensive³. Car

à quoi sert cet usage capitaliste du pétrole ? À provoquer des millions de cancers des poumons dans les mégapoles ? À permettre à des millions de travailleurs de perdre des millions d'heures dans les embouteillages ? Certes, ces questions se heurtent à la nécessité de réorganiser en profondeur la société... Cela tombe bien : nous sommes révolutionnaires !

Entre les morts à l'extraction et les morts à la combustion, il est permis de se demander si le prix à payer pour le pétrole n'est pas un petit peu élevé. Cela nécessite de se libérer des schémas de pensées inculqués par le moloch capitaliste pour penser à un autre type d'industrie, de production et de consommation.

La question clé du pouvoir va se poser. Qui des travailleurs ou des industriels capitalistes vont décider de la limite tolérable des dégâts écologiques de l'exploitation pétrolière ? Qui va l'emporter des peuples des pays pauvres ou des États perpétuant une forme non-avouée de domination coloniale ? Ensuite, l'épuisement du pétrole étant à terme inéluctable, qui va arbitrer entre la nécessaire révision des modes de vie et de consommation et le pari des énergies renouvelables ? Le souci de la collectivité ou la logique du profit ?

De façon transitoire, les questions qui se posent dès aujourd'hui, concernant l'industrie pétrolière comme toutes les autres, sont les suivantes : Qui finance ? Dans quel contexte ? Dans quel but ? Pour quelle utilité sociale ? En répondant à ces questions, on prend conscience de l'emprise effrayante de la logique capitaliste sur les choix majeurs de société. Pour commencer, parce qu'une démocratie réelle supposerait une information sérieuse sur les enjeux. Or les lobbies de l'énergie possèdent un pouvoir de propagande quasi-orwellien... et également une influence écrasante sur les gouvernements.

Aux États-Unis, Bush avait déclaré le mode de vie des Américains « non négociable » (du moins de la bourgeoisie et des classes moyennes américaines, celles de la voiture reine et du pavillon individuel). À cet égard, Obama marche sur les pas de son

¹ On se souvient, par exemple, du tollé provoqué en 2005, sous la présidence Bush, par la levée du Sénat américain de l'interdiction de forage dans les réserves naturelles d'Alaska (Arctic National Wildlife Refuge).

² On sait ce que valent les promesses des experts des compagnies jurant leur grands dieux que les mesures de sécurité sont telles que les accidents « ne peuvent pas arriver ». L'histoire est malheureusement riche de lignes Maginot « infranchissables » et de Titanic « insubmersibles ».

³ Question que ne pose par exemple pas *L'Humanité* du 19/06/2010 : malgré le titre de « une » parfaitement juste (« Pétrole : l'addiction meurtrière »), tout comme le titre page 2 (« Chasse à l'or noir : le fléau des mers »), malgré les articles dénonçant correctement l'industrie du pétrole – avec le mérite de l'objectivité, le cas du Nigeria étant traité –, la question de la remise en cause de la société capitaliste elle-même n'est pas abordée. En revanche, indépendamment des critiques que l'on peut et doit formuler à l'encontre du mouvement des objecteurs de croissance, on peut leur reconnaître le mérite de proposer depuis plusieurs années une réflexion non dénuée d'intérêt sur la révision des

prédecesseur. Ainsi lorsqu'il déclare : « *De la même façon que le 11 septembre 2001 a durablement modelé la manière dont nous percevons nos faiblesses et notre politique étrangère, la marée noire va nous pousser à repenser notre politique environnementale et énergétique pour les années à venir (...) il est temps (...) d'opérer la transition d'une économie reposant sur le pétrole vers de nouvelles sources d'énergies* »⁴, il ne faut pas s'attendre à ce que les conséquences environnementales potentielles des « nouvelles sources d'énergie » (notamment le nucléaire) puissent être mises en balance dans le cadre d'un débat collectif informé.

Sur la question énergétique, une position communiste révolutionnaire conséquente ne peut qu'affirmer l'objectif de répartition globale des coûts et des bénéfices à égalité pour toutes les populations du monde. Il reviendra au futur gouvernement des travailleurs de prendre des décisions écologiquement soutenables. Les désastres mortels liés à l'extraction du pétrole et par exemple au stockage des déchets nucléaires doivent être assumés par tous ou par personne. La réalité aujourd'hui est que les pays pauvres sont les poubelles du monde occidental. Une réponse communiste, nécessairement internationaliste, ne peut l'ignorer.

Le problème n'est pas qu'une question de technologie. Pour le pouvoir capitaliste, il est inconcevable de sortir du productivisme, du gaspillage, et de la société consommation ; sa logique capitaliste le lui interdit, il est condamné à la fuite en avant, la terre entière dût-elle être transformée en delta du Niger.

Tristan Yego

**Vous êtes travailleur,
jeune militant... et ce
bulletin vous intéresse ?**

Contactez-nous :

tendanceclaire@free.fr

Tél. : 06 64 91 49 63

⁴ Entretien au quotidien américain *Politico*, 14 juin 2010.

Mondial 2010 : Un pion de l'échiquier capitaliste

Le 11 juin s'est ouverte en Afrique du Sud la 19^e édition de la Coupe du monde de football, organisée sous l'égide de la FIFA (Fédération internationale de football association). Avec près de 30 milliards de téléspectateurs prévus en audience cumulée et environ 73 000 heures de retransmission dans 214 pays, à raison de 64 matchs, le Mondial est l'événement le plus médiatisé de la planète. Mais c'est aussi la manifestation sportive qui rapporte le plus d'argent au capitalisme derrière les jeux olympiques. Et le fait qu'elle se tienne en Afrique du Sud n'est pas un hasard. Depuis les années 2000, ce pays émergent a connu une forte croissance et malgré la récession due à la crise entre le 4^e trimestre 2008 et le 2^e trimestre 2009, la croissance est à nouveau revenue au 1^{er} trimestre 2010 : 4,6%. Soutenue notamment par les investissements étrangers, cette Coupe du monde permettra donc d'asseoir encore plus la domination du capitalisme dans ce pays rongé par la pauvreté et l'exploitation. Regardons alors de plus près quels sont les enjeux de cette manifestation sportive et quels impacts ils peuvent avoir sur le pays et dans le monde. Nous analyserons ensuite le rôle que joue la classe ouvrière dans cette Coupe du monde, puis nous évoquerons le sentiment d'attachement national que cette compétition provoque.

Une manifestation au service du capitalisme

Petite mise en bouche

Entre les droits de retransmission, les contrats publicitaires, la billetterie et les partenariats avec les entreprises, la FIFA espère engranger près de trois milliards d'euros de recette globale. Une partie est destinée aux joueurs, sous forme de primes à multiples zéros ; une autre partie aux clubs, dont les plus importants, comme le Real Madrid, Barcelone ou Chelsea, seront grassement « indemnisés » pour avoir bien voulu « prêter » leurs joueurs aux équipes nationales. L'organisation dirigée par le Suisse Joseph Blatter – dont le salaire annuel, tenu secret, est estimé à près de 4 millions de dollars –

affiche par ailleurs une santé comptable des plus radieuses : son bénéfice se montait en 2009 à 147 millions d'euros, ses fonds propres atteignant 795 millions d'euros...

À partir de ce simple constat il est difficile de croire encore que la Coupe du monde de Football est un événement purement sportif et fraternel comme l'avance la devise de la FIFA : « *For the game, for the world* ». Il est évident que cette manifestation est pourrie jusqu'à la moelle par l'argent et les profits. Mais la FIFA n'est que l'organisateur de cette compétition qui permet surtout à différents groupes capitalistes de faire des profits mirobolants sur le dos de la classe ouvrière mondiale.



Des stades luxueux construits par des ouvriers sous-payés

Vive le sponsoring !

Les profits des sponsors historiques de la FIFA comme Coca-Cola, Fujifilm ou encore Phillips sont gigantesques et pour certains équipementiers sportifs les enjeux sont énormes. Le match entre Adidas et Nike prend notamment toute son ampleur avec les équipes nationales. Nike est le sponsor du Brésil alors qu'Adidas est l'équipementier de formations telles que l'Allemagne et la France. Ces principaux équipementiers se disputent donc en amont de la Coupe du monde une véritable guerre commerciale pour bénéficier d'un maximum de retombées économiques lors de la compétition.

Pour avoir un ordre d'idée, en 2006, les profits liés au sponsoring de la Coupe du monde en Allemagne ont atteint environ 16 milliards de dollars... Dans le même temps, on a pu voir que des firmes comme Philips continuaient pourtant de licencier à tour de bras en France et dans le monde et que des milliers de femmes et d'enfants toujours plus nombreux

travaillent, souvent en Chine et en Asie du Sud-Est, dans les usines des équipementiers sportifs comme Nike, Puma et Adidas pendant des journées de douze heures et plus, pour vingt-cinq centimes d'euros l'heure, sans droits et sans syndicats.

Il faut noter également le diktat incroyable imposé sur les supporters par les sponsors avec l'aide de la FIFA : durant un match, des jeunes femmes, supportrices des Pays-Bas, ont été interpellées par la police et ont comparu devant un tribunal d'exception créé pour l'occasion (on y reviendra ci-dessous) qui les a remises en liberté contre une caution de 10 000 rands (environ 1 000 euros). Leur arrestation fait suite à une plainte de la Fifa pour « publicité clandestine » lors du match Pays-Bas/Danemark. Une trentaine de jeunes femmes s'étaient présentées au stade vêtues de mini-robés oranges, offertes par le brasseur néerlandais Bavaria, qui n'est pas un sponsor de la Coupe du monde ! Le groupe avait alors été arrêté et deux des supportrices interrogées par la police pendant plusieurs heures... On croit rêver !

En marge de ces faits une manifestation de 3 000 personnes à Durban (sud-est du pays) a défilé en scandant « *Dehors, la mafia de la Fifa !* », « *Le gouvernement a pris tout l'argent des contribuables pour la Fifa* », s'est emporté l'un des organisateurs de la manifestation, Desmond D'sa. « *S'il y a de l'argent pour les stades, il ne devrait pas y avoir de sans-abri et de gens qui vivent dans des bicoques* », a renchéri un co-responsable, Allan Murphy.

Le marché juteux de la télévision

Les chaînes de télévision profitent aussi pleinement de cette Coupe du monde. TF1 par exemple, qui a payé 120 millions d'euros pour retransmettre les différentes rencontres, diffusera pour la finale un spot publicitaire de trente secondes dont le prix se monte à 300 000 euros bruts (lequel sera néanmoins divisé de moitié puisque l'équipe de France n'a pas atteint le stade ultime de la compétition). Et avec la libéralisation récente des paris sportifs en ligne, les

annonceurs et les sponsors sont bien plus nombreux qu'en 2006, ce qui augmentera encore davantage les profits des chaînes privées françaises.

Pour preuve de l'impact des résultats de l'équipe de France sur le capitalisme, au lendemain de la défaite de la France face au Mexique, le 18 juin dernier, vers 15 heures, l'action de TF1, filiale du groupe Bouygues, perdait 2,09 %. Une analyse de Natixis pour *Le Figaro* (18 juin 2010) explique : « *Les investisseurs anticipent une baisse du prix des spots publicitaires pour la phase éliminatoire de la Coupe du monde. Cela devrait se traduire par un recul de la croissance des revenus publicitaires au troisième trimestre pour la chaîne télévisée.* » Et de préciser : « *Si l'équipe de France de football ne se qualifiait pas pour les huitièmes de finale, TF1 pourrait perdre deux points de croissance de revenus publicitaires, soit six millions d'euros de chiffre d'affaires publicitaires et cinq millions d'euros de résultat opérationnel.* »

L'analyste de Natixis relativise toutefois l'impact financier qu'a l'élimination de l'équipe de France pour TF1. « *Le coût financier de cette élimination sera largement compensé par l'apport de nouvelles recettes publicitaires que vont générer les paris sportifs en ligne. Cette baisse du cours de l'action est donc très exagérée* », affirme-t-il. Ouf, nous voilà rassurés !

Les retombées économiques sur les États organisateurs

Pour le pays hôte, le gain vient en premier lieu de l'afflux de visiteurs étrangers, eux-mêmes sources de devises (500 000 millions d'euros pour l'Allemagne en 2006 selon *Standard & Poor's*). Le tourisme que la manifestation engendre peut doper la croissance des pays organisateurs, notamment grâce à la consommation, mais aussi à la construction d'hôtels et à l'aménagement, voire la création de moyens de transport...

Mais les sommes investies pour rénover ou construire stades et infrastructures sont considérables et si le Mondial est une aubaine pour l'Afrique du Sud entrée en récession fin 2008 pour la première fois en 17 ans, il n'est pas si évident qu'elle s'en sorte plus forte économiquement. Son produit intérieur brut (PIB) a en effet enregistré une chute vertigineuse

de 6,4 % au premier trimestre 2009. Et au total, les pouvoirs publics ont déboursé 3,5 milliards d'euros pour, notamment, les infrastructures et la sécurité, bien plus que les 230 millions d'euros sur lesquels le gouvernement tablait au départ. Le ministère des finances a par ailleurs révisé à la baisse les retombées de la compétition sur la croissance. Ces dernières étaient évaluées à 1 % ; le chiffre a été divisé par deux et pourrait bien être encore plus bas.

De plus, quand on sait que le prix d'une place en plus mauvaise catégorie pour assister à un match de groupe (1^{er} tour) en Afrique du Sud est au minimum de 80 dollars, il est facile de se rendre compte que ce ne sont pas les travailleurs pauvres (qui ont construit les stades, les hôtels ou les axes routiers) qui iront voir ces matchs, mais bien la classe la plus riche, c'est-à-dire la bourgeoisie. Cette Coupe du monde renforcera donc inévitablement le fossé entre les classes, entre le prolétariat sud-africain et sa bourgeoisie.

Plus généralement, les pays organisateurs tirent un bilan économique toujours positif pour la croissance. En 1998 par exemple, le Produit Intérieur Brut (PIB) français a progressé de 3,5 % et de 3 % en 1999, alors qu'il était de 2,3 % en 1997. En Corée du Sud, il a progressé de 3,1 % en 2003, 4,6 % en 2004 (pays organisateur) et 4,0 % en 2005. Cependant, l'impact de l'événement est difficile à évaluer du fait de la multitude d'autres facteurs rentrant en compte dans l'évolution du PIB.

Certaines analyses¹ montrent par ailleurs que, historiquement, les renversements de tendance économique précédent les bons ou mauvais résultats sportifs et avancent donc que c'est la croissance économique qui favorise les chances de victoire d'une équipe. Cette théorie est également confirmée au vu du sport bourgeois en général, où les meilleures équipes et athlètes (lorsqu'il s'agit de sports mondialement médiatisés avec un impact capitaliste très important) proviennent des pays capitalistes les plus riches (États-Unis, Allemagne, Japon, France, etc.). En pleine crise capitaliste mondiale actuelle, plusieurs défaites de « grandes » équipes lors de cette

compétition, contribueraient donc à confirmer cette analyse. À suivre...

Que ce soit donc pour les sponsors, les chaînes de télévision ou même les États, il paraît donc évident que la Coupe du monde de football est d'abord et avant tout une vitrine sans pareil pour le capitalisme et ses profits indécents. Mais la barbarie et l'ignominie de ce système prennent toute leur ampleur lorsqu'il place sa vitrine au cœur même d'un pays comme l'Afrique du Sud, pays d'une extrême pauvreté, déjà ravagé par l'impérialisme, le racisme et à présent par le gouvernement bourgeois de Zuma.

Une totale indifférence à la situation du prolétariat sud-africain

Pauvreté extrême de la population

Avec la disparition de l'apartheid en 1991, le racisme d'État a officiellement pris fin en Afrique du Sud. Cependant, depuis l'arrivée au pouvoir en 1994 de l'ANC (Congrès National Africain) de Nelson Mandela (avec la participation du PC stalinien et du COSATU — Congrès des Syndicats d'Afrique du Sud), le prolétariat d'Afrique du Sud subit toujours une extrême exploitation et une extrême pauvreté, ainsi que la persistance de discriminations terribles pour les Noirs.

Sitôt élu en avril 2009, et comme Mandela et Mbeki avant lui, Zuma a rassemblé dans son gouvernement bourgeois fondé sur l'exploitation de la classe ouvrière noire, un large éventail politique. Le vice-ministre de l'agriculture et de la pêche est par exemple un dirigeant de l'extrême droite blanche et celui du tourisme vient d'une scission de l'ancien parti national. Ils siègent aux côtés du secrétaire général du PC, ministre de l'éducation supérieure et de dignitaires de COSATU. Ce gouvernement qui se veut donc « populaire » ne fait en réalité que servir les intérêts de la bourgeoisie sud-africaine, qui reste principalement blanche. Depuis 1994 et la « démocratisation » du pays, on assiste en fait à un renforcement de la pauvreté, de la précarité et finalement de l'opposition des classes sociales.

Dans ce pays où le Sida tue chaque année plus de 300 000 personnes, on estime à 3/5^e la

¹ « *Soccer and Emerging Market* », ABN AMRO Economics Department.

population vivant sous le seuil de pauvreté. L'espérance de vie y est de 50 ans et le taux d'analphabétisme adulte d'au moins 15 % ! 1,1 million de familles vivent encore dans des bidonvilles et un million d'enfants travaillent. Le chômage touche plus d'un quart de la population active et bien plus chez les Noirs pauvres. 2 millions de personnes ont été expulsées de leur logement de 1994 à 2004. Au cours de l'année 2008, plus de 750 000 emplois ont été détruits.

Selon l'indicateur du développement humain (IDH) du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'Afrique du Sud a reculé de 35 places dans le classement entre 1990 et 2005, à cause de l'appauvrissement général de la population. Le nombre de personnes vivant en dessous du seuil d'extrême pauvreté a doublé en dix ans, passant de 1,9 à 4,2 millions, soit 8,8 % de la population. Plus de 43 % de la population vivent avec moins de 3 000 rands (260 euros) par an. Le chômage a un taux officiel de 23,2 %, mais les syndicats l'estiment proche de 40 %. Près de 40 % des villes en Afrique du Sud sont d'ailleurs composées de *townships* (bidonvilles ayant une existence « légale » du point de vue gouvernemental). Par exemple, le township d'Alexandra avait été prévu pour loger 30 000 personnes lors de sa construction sous l'apartheid. Il en abrite 700 000 à présent. Comme beaucoup d'autres townships, à Alexandra, la plupart des routes sont en terre battue, un tiers des foyers n'ont pas l'eau potable, un tiers ne sont pas desservis par la collecte des ordures et 80 % n'ont pas de sanitaires. Et à quelques kilomètres de là, se situe le riche centre de Johannesburg, avec le quartier de Sandton, le plus cher de tout le continent africain...

En revanche, la bourse de Johannesburg a quant à elle augmenté de 30 % depuis avril 2009, à l'image du regain de l'activité spéculative de la bourgeoisie mondiale. Et l'Afrique du Sud a été conviée à devenir membre du G 20, ce qui permet à Zuma de parader devant les caméras aux côtés de Sarkozy et compagnie.

Insécurité mon amour

Les médias mondiaux nous font part de l'insécurité qui règne en Afrique du Sud et de ces pauvres journalistes qui se font voler leurs

appareils photos et leurs caméscopes par de méchants bandits... Pour répondre aux conditions draconiennes imposées par la FIFA en matière de sécurité, dans un pays qui compte une moyenne plus de 20 000 meurtres par an, le gouvernement sud-africain n'a pourtant pas lésiné sur les moyens. Près de 150 millions d'euros ont été investis pour garantir l'ordre public pendant la manifestation sportive. Plus de 40 000 policiers ont été spécialement recrutés et formés – notamment par la gendarmerie française. En tout, environ 200 000 gardiens de la paix sont mobilisés officiellement pour faire face à la criminalité ainsi qu'au hooliganisme (et officieusement aux manifestations et grèves qui pourraient se développer). Ils ont à leur disposition des équipements anti-émeutes, des fusils d'assaut dernier cri, des hélicoptères, des véhicules blindés, des caméras de surveillance disséminées dans tout le pays, un système de protection aux frontières et même des sous-marins et des avions de chasse (on ne voit pas encore très bien l'intérêt d'avoir un sous-marin ou un avion de chasse pour arrêter un hooligan ou un voleur d'appareil photo, mais bon, pourquoi pas...). Sans oublier les 420 000 agents de sécurité privés présents sur tout le territoire.



Des stades bien gardés... car pour les riches

Une cinquantaine de tribunaux spéciaux, sous la houlette de plus de mille juges, avocats et clercs, ont en outre été installés pour traiter les affaires le plus rapidement possible. Ils fonctionnent sept jours sur sept, de 8h30 à 23 h. Ainsi des journalistes portugais se sont vu voler leur appareils à l'ouverture de la Coupe du monde, les voleurs ont été retrouvés, jugés en comparution immédiate et envoyés en prison pour 15 ans fermes... Quelle belle justice implacable !

Mais la déception de la population face à la politique de l'ANC (et de sa justice) depuis 1994 a renforcé considérablement l'individu-

alisme. Ainsi les townships sont souvent gérés par de petites mafias issues de l'ANC qui considèrent les finances locales et les habitants comme leur propriété. Ils imposent un racket par la force. Et parallèlement se développe donc inévitablement le « gangstérisme »... On assiste alors à l'éternel cercle vicieux engrangé par le capitalisme : misère, vol pour survivre, répression policière et judiciaire, misère, etc.

C'est donc dans ce contexte de pauvreté extrême que le vampire capitaliste, en organisant cette Coupe du monde, vient sucer encore plus le sang de la classe ouvrière. C'est aussi dans ce contexte que la ville de Pretoria a procédé à des expulsions massives à travers le pays, comme au Cap, où 20 000 personnes ont été déplacées de force pour « embellir » la ville, ainsi que le souligne un rapport de l'ONU présenté en mars dernier à l'Assemblée générale des Nations unies¹. C'est dans ce contexte également que l'État et les sociétés privés exploitent pour un salaire de misère des milliers de travailleurs pour faire construire des hôtels luxueux avec piscine et tout l'attirail pour accueillir les équipes nationales... C'est dans ce contexte encore, pendant que certains enfants des bidonvilles à quelques kilomètres de Johannesburg jouent au foot avec une vieille canette et des poubelles en guise de buts, que certains joueurs pourront empocher jusqu'à 500 000 euros de gains, sans compter les contrats publicitaires, pour jouer au même jeu (et pas forcément mieux en plus) dans des stades gigantesques construits pour des sommes exorbitantes avec les impôts de leurs parents. Et c'est dans ce contexte enfin, que Rama Yade et les « Bleus » sont venus « visiter » un township comme on visite un zoo, attendris certainement par ces pauvres petits enfants vivant dans la misère. Qu'il aurait été bon pour la télévision et la cote de popularité du gouvernement qu'une petite larme tombe...

Mais toute cette véritable barbarie n'est bien sûr pas propre à ce pays, elle est due au système capitaliste que les gouvernements du monde entier (qu'ils soient de gauche ou de droite) servent avec une ferveur toujours plus intense pour augmenter

¹ Voir le rapport de l'ONU sur le site <http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrcouncil/docs/13session/A-HRC-13-20.pdf>

la richesse de leur bourgeoisie sur le dos de la classe ouvrière. Mais ce qui paraît encore plus ignoble c'est cette ignorance totale de la classe ouvrière sud-africaine de la part des médias capitalistes, alors qu'elle a construit toutes les infrastructures et toute l'organisation du Mondial...

Une couverture de l'événement qui nie le rôle de la classe ouvrière sud-africaine et mondiale

On nous vante, dans les médias, les mérites des organisateurs, de la FIFA et du gouvernement pour avoir construit de si beaux stades, rénové l'aéroport et les axes routiers et construit un train très moderne, le Gautrain, qui relie l'aéroport international de Johannesburg à Pretoria. Ce grand projet ferroviaire est à l'origine du plus important partenariat public-privé. Construit par un consortium qui réunit notamment le Canadien Bombardier, le Sud-Africain Murray & Roberts et les Français Bouygues et RATP, le projet coûte 2,7 milliards d'euros.

Mais ce qu'on ne dit pas aujourd'hui, c'est qu'en 2009 une grève illimitée des ouvriers, lancée par le syndicat des mineurs, le plus important du pays, regroupant 70 000 ouvriers, a perturbé la construction des stades et du train. Les ouvriers demandaient des augmentations de salaires de 13 % (alors qu'ils étaient payés 221 euros par mois) afin notamment de compenser la hausse des tarifs d'électricité qui ont fait un bond de plus de 30 % en mai 2009 — les prix des produits alimentaires ayant également augmenté de 12,3 %. L'appel à la grève concernait la totalité des dix stades en construction ou en cours de rénovation, ainsi que les chantiers du train rapide Gautrain à Johannesburg et l'aéroport international King Shaka. Les ouvriers se sont donc mis en grève le 8 juillet 2009 pour une durée illimitée. Les patrons étaient inquiets, comme l'expliquait Jo Campanella, le porte-parole de la Fédération des employeurs du bâtiment (SAFCEC) : « *Les touches finales sont plus complexes d'un point de vue structurel. Par conséquent, nous sommes plus vulnérables. Si la grève s'installe dans la durée, nous courrons au désastre. Les travaux sur le stade à Durban sont déjà*

arrêtés depuis près de deux semaines. » Finalement, sous la pression des syndicats d'un côté et des groupes capitalistes de l'autre (et sûrement de la FIFA qui commençait à s'inquiéter elle aussi du non avancement des travaux), le patronat a concédé 12 % d'augmentation, ce qui est une victoire pour la classe ouvrière africaine, mais montre également que le patronat avait énormément de marges en payant si peu les travailleurs... Cela prouve aussi que les vrais bâtisseurs de ces « magnifiques » stades, ce sont bien les ouvriers exploités, sans qui rien de tout cela n'aurait été construit...



Manifestation d'ouvriers construisant les stades pour une hausse de salaires

Quant aux stadiers, qui ont la lourde responsabilité de se charger de l'organisation dans ces stades de plus de 60 000 spectateurs, ils gagnent environ 26 euros la journée mais ont découvert qu'ils seraient payés seulement la moitié les jours sans match alors qu'ils effectuent les mêmes horaires (de 18 heures à minuit)! Dimanche 13 juin, à l'occasion d'Allemagne-Australie, plusieurs centaines de stadiers ont donc manifesté à Durban. La police a chargé, lancé du gaz lacrymogène puis tiré des balles en caoutchouc. Plusieurs stadiers se sont retrouvés à l'hôpital et d'après certains témoignages il y aurait même eu un mort. Mais la Fifa dément. La société qui emploie les stadiers (allée au comité local d'organisation) a alors jeté à la porte plusieurs centaines de grévistes sans aucun scrupule, les remplaçant par des policiers ! Et tout cela évidemment avec la complicité de la FIFA qui serait bien embêtée si un match devait être annulé (imaginons alors, d'après ce que nous avons dit plus haut, la perte de profits pour les sponsors et les chaînes de télévision !)

Signalons également l'existence d'une jolie petite mascotte, Zakumi. Elle est montrée dans le monde entier par la télévision. Le secrétaire général de la Fédération internationale de

football, Jérôme Valcke, a dit d'elle : « *Zakumi représente le peuple, la géographie et l'esprit de l'Afrique du Sud, et incarne ainsi l'essence même de la Coupe du Monde 2010.* » C'est beau ! Ce qu'on oublie de dire, c'est que Zakumi est fabriquée par des adolescents chinois travaillant 13h par jour pour 2,2 €. Tout de suite la phrase selon laquelle Zakumi « *incarne ainsi l'essence même de la Coupe du monde* » prend toute sa véritable signification...

Enfin, les chaînes de télévision du monde entier affichent leur grande fierté pour la diffusion intégrale des matchs, mais ce qui est passé sous silence c'est que, notamment en France, ce sont bien en majorité des intermittents du spectacle précaires qui sont les responsables de ces diffusions. Sans ces techniciens, ces preneurs de sons, ces caméramans etc, pas de diffusion dans le monde entier. Et ces derniers luttent d'ailleurs régulièrement contre la direction de leurs chaînes qui leurs imposent, sous couvert de l'intermittence (régime précaire car sans statut défini), des horaires ultra flexibles et des salaires très variables mais toujours très bas...

Il va donc de soi que cette Coupe du monde servant le capitalisme et la bourgeoisie n'existerait pas sans la classe ouvrière... Et il serait alors intéressant d'assister à une grève générale de tous ces employés en même temps, qu'ils soient ouvriers, stadiers, travailleurs précaires, intermittents, pour porter un coup d'arrêt à cette manifestation purement pourrie par le fric et porteuse d'exploitation toujours plus abominable... Les capitalistes deviendraient alors impuissants... C'est en ce sens qu'il faut encourager vivement toutes ces grèves ou ces possibilités de grèves autour de la manifestation...

Le problème de l'attachement national

En plus de tous les aspects développés plus haut, la Coupe du monde est un véritable atout pour les partisans de l'« identité nationale », en France ou même ailleurs. En effet, une victoire de l'équipe de France est toujours un petit plus pour la cote du gouvernement. Et c'est pour cela que la plupart des politiciens commentent, polémiquent, analysent et parlent de la Coupe du monde. Pour eux, les matchs nationaux sont acclamistes (« *tous derrière les Bleus !* ») et

permettent donc de renforcer la « cohésion nationale » autour des valeurs républicaines bourgeoises, indispensables à la préservation du système capitaliste.

Déjà, Nicolas Sarkozy avait regretté que tous les joueurs de l'équipe de France ne chantent pas la *Marseillaise* à l'ouverture des matchs. Un député UMP, Jean-Claude Guibal, a même déposé une proposition de loi à l'Assemblée visant à contraindre les sportifs français à chanter l'hymne national... sous peine d'exclusion ! On saluera tout de même les quelques rares joueurs qui ne la chantent jamais pour des raisons politiques, comme Christian Karembeu en 1998, le Kanak qui avait refusé de chanter l'hymne à chaque match pour une des bonnes mais pas seules raisons : la vue de photos de ses ancêtres de la Nouvelle-Calédonie, exhibés comme des sauvages à l'Exposition universelle de Paris en 1931 en hommage au colonialisme français...

En France, la publicité, les journaux, la radio, tout est fait pour un engouement populaire énorme autour de cette Coupe du monde et de l'équipe nationale... Et malheureusement, à force de matraquage médiatique, une partie toujours plus importante de la classe ouvrière mondiale regarde ou suit plus ou moins intensément cette compétition, ce qui a pour but d'entretenir ce cercle vicieux entre les téléspectateurs, les parts d'audience, les profits et l'exploitation capitaliste.

Il faut donc essayer de comprendre ce phénomène. Extirpé de tout ce battage médiatique et capitaliste, le football reste un jeu

populaire principalement apprécié et pratiqué par la classe ouvrière, qui plus est parfois agréable à regarder, avec du suspense, des actions de jeux collectives intéressantes, etc. On pourrait notamment faire l'analogie avec le plaisir au travail qu'un ouvrier peut trouver dans son domaine lorsqu'on enlève la dimension de l'exploitation capitaliste. Il semble donc important de bien distinguer deux choses : d'une part, il y a le plaisir simple de regarder tout simplement un match, d'apprécier le jeu, du suspense parfois réel, des joueurs heureux après un but, de l'ambiance, etc. Tout ces éléments font du football à la télévision un loisir comme un autre pour le prolétariat... Mais d'autre part il y a la volonté des gouvernements capitalistes de transformer le football en un sport entraînant un regain de patriotisme acclamiste où tout le monde, les pauvres, les riches, les exploités, les exploiteurs, seraient alors sur le même plan... heureux ensemble si l'équipe nationale gagne et tristes ensemble si elle perd. Tout cela pour détourner l'attention de la lutte des classes.

Conclusion

Pour toutes les raisons avancées dans cet article, les communistes révolutionnaires doivent s'intéresser de près à ce qui se passe autour de cet événement et proposer des revendications pour que la classe ouvrière, indirectement touchée par la Coupe du monde, prenne conscience de la nécessaire destruction de cette compétition capitaliste pour leur émancipation. Il est donc utile et

indispensable de dénoncer inlassablement le rôle de l'argent et du capitalisme qui pourrissent ce sport et qui ne font qu'alimenter une opposition croissante entre richesse et pauvreté, avec d'un côté des profits toujours plus indécents pour la FIFA, les grands sponsors et les chaînes de télévision et de l'autre une pauvreté grandissante à deux pas des stades.

Il est également utile d'encourager au maximum les grèves qui naissent autour de l'événement et les mettre en relation avec la pauvreté qui règne en Afrique du Sud aujourd'hui pour avancer le fait que seule une grève générale et la mise en place d'un pouvoir des travailleurs pourra mettre fin à cette exploitation.

Enfin, il faut mettre également en évidence qu'avec les sommes faramineuses dépensées pour le mondial et plus généralement pour le football professionnel aujourd'hui, on pourrait offrir à de milliers de jeunes Sud-Africains le droit de pratiquer le sport en association ou en club au lieu de les condamner, en avançant la fatalité comme le font les capitalistes, à jouer dans les bidonvilles au milieu de la misère.

Pour le football comme pour le sport professionnel et pour le reste, le système capitaliste au niveau national et, plus encore, au niveau mondial, n'offre rien d'autre que le luxe et l'opulence pour une infime minorité, et la misère pour l'immense majorité... Il est donc indispensable et urgent de le détruire.

Lászlo Merville

TRIBUNE LIBRE

À bas le consensus national contre la « grève » de l'équipe de France

Lors de la mi-temps du match France-Mexique, dans les vestiaires, le joueur Nicolas Anelka *aurait* proféré des insultes à son entraîneur¹, ce

¹ L'*Equipe* a d'abord rapporté, en gros titre, qu'Anelka aurait lancé à Domenech : « *Va te faire enculer sale fils de pute !* » Personne n'a confirmé ces propos, alors que plusieurs joueurs ont affirmé que les paroles d'Anelka n'étaient pas celles-là. En fait, il semblerait que la vraie phrase ait été : « *Va te faire foutre, toi et ta tactique de merde.* » Mais L'*Equipe* a probablement déformé

dernier étant énervé que le joueur ne soit pas, selon lui, bien placé sur le terrain. Quoi de plus commun dans ce genre de compétition sportive ? Ce n'est pas la première fois et ça ne sera bien sûr pas la dernière... Mais ce qui est plus rare, c'est que ces propos sortent du vestiaire pour aller tout droit se loger (de façon déformée) dans l'autre médiatique... La meute des journalistes et des politiciens s'est

volontairement les propos pour mieux vendre son torchon.

ensuite jetée avec une violence incroyable contre Anelka et de façon plus globale contre ces joueurs millionnaires qui faisaient honte à « la France ». Il fallait bien un bouc émissaire. La haine est d'autant plus grande que les sponsors et médias vont perdre beaucoup d'argent. Il fallait donc tenter de rattraper le coup en proposant des émissions spéciales, des articles à tout-va, des analyses, des commentaires, et même des interventions politiques, sur l'*« affaire*

Anelka », « l'équipe du désastre », « les usurpateurs »...

Mais l'affaire ne s'arrête pas là. Après la publication dans *l'Équipe* samedi 18 juin, Sarkozy, depuis Moscou, condamne de façon solennelle les propos « inacceptables » d'Anelka. Le soir même, la Fédération Française de Football l'exclut sur la seule base de l'article de *l'Équipe*, sans preuve, sans réunion, sans conseil de discipline, sans droit de se défendre. C'est un abus de pouvoir total, qui vise à jeter un joueur en pâture, pour mieux faire oublier ses propres responsabilités et tenter de sauver sa tête (on parle ici non seulement des dirigeants de la FFF – qui auront du mal à la sauver ! – mais aussi du pouvoir politique qui avait tant misé sur les « Bleus »).

Là où tout devient plus intéressant, c'est le lendemain de l'exclusion d'Anelka... quand les joueurs sortent de leur rôle et font la « grève » de l'entraînement. Solidaires de leur coéquipier, bien conscients qu'il a été jeté en pâture et que cela aurait pu arriver à n'importe lequel d'entre eux, les joueurs de l'équipe de France sont venus au stade et ont signifié leur refus de s'entraîner. Ils ont rédigé une lettre unanime justifiant leur action et expliquant, de façon claire, leur opposition à la décision de la FFF d'exclure Anelka et leur volonté d'agir collectivement pour « marquer leur opposition à l'attitude des plus hautes instances du football français ».

De façon assez surprenante, Domenech, le sélectionneur, a lu le communiqué des joueurs sans qu'on sache s'il s'en solidarisait dans une certaine mesure. Le doute était permis puisque le matin, dans l'émission *Téléfoot*, il avait complètement minimisé les propos d'Anelka, affirmant que « ça n'a pas d'importance ». Le lendemain, recadré, Domenech a corrigé le tir et a bien montré qu'il n'était qu'un pion grassement payé servant les intérêts de ses patrons, déclarant : « Je tiens à préciser que la sanction prise contre Nicolas Anelka est justifiée et que je soutiens la Fédération dans cette décision. » Il a aussi affiché toute sa morgue et son mépris pour la « grève » des joueurs.

Quelle est la signification de cette « grève » ?

Attardons-nous sur la signification de cette « grève ». Certes, les joueurs sont des millionnaires pourris par le fric. Mais ils n'en demeurent pas moins des pions à qui on demande de jouer au foot et de fermer leurs gueules. Tant qu'ils jouent au foot (bien si possible...), chantent gentiment la Marseille, clamant leur fierté de représenter « la France », l'élite politico-médialique ne trouve rien à redire à leurs salaires mirobolants.

Or, avec cette « grève », les joueurs ont montré que même eux, qui pourtant évoluent dans un milieu où s'exacerbent l'individualisme et le cynisme, pouvaient sortir au moins un instant de leur statut de « marchandise ». Ils ont eu une réaction collective en rupture avec la logique marchande, contre la domination et l'arbitraire. Ils se sont pris en main et ont oublié un (court) temps le rôle dans lequel on voulait les cantonner. Ils ont redressé la tête et ont fait passer la solidarité avec leur pote réprimé avant toutes les autres considérations. Ils ont osé mettre en péril leurs contrats et leurs revenus futurs. Il ne s'agit évidemment pas de pleurer sur leur (futur) sort, mais de comprendre la logique de leur acte. On pourrait postuler que rien d'intéressant ne peut sortir d'un tel milieu et regarder tous ces épisodes avec condescendance et mépris¹. Mais il nous semble au contraire intéressant de souligner que, même au cœur d'un monde pourri par le fric, il existe des contradictions, des luttes et une part d'humanité qui n'a pas été totalement anéantie par la réification marchande. Un grain de sable est apparu et a déréglé le spectacle capitaliste où chacun doit être à sa place et ne pas en bouger.

La haine de la bourgeoisie contre les « grévistes »

Il est édifiant de voir à quel point cette « grève » a désarçonné les autorités du foot. Le directeur délégué de la FFF a démissionné de rage, des

membres du staff ont pleuré d'incompréhension, avant bien sûr de se ressaisir dans un second temps. Le sens de la « mutinerie » des joueurs de l'équipe de France est confirmé par les réactions des porte-parole de la bourgeoisie. Ils se déchaînent et montrent leur vrai visage, hypocrite, moralisateur, répugnant. Le poète, romancier et dramaturge Fernando Arrabal l'exprime fort bien : « *Les vrais traîtres sont les accusateurs. Publics. Aux micros. Aux écrans. Unanimes. Les calomnies se haussent, indélébiles. Les charognards éclaboussent de leur propre ignominie les révoltés. La frontière entre vie privée et domaine public est napalmisée. Les victimes sont couvertes de crachats et clouées au pilori. Amen.* »² Le parallèle avec la haine pour les grèves ouvrières est frappant :

- On cherche à faire passer les joueurs pour des enfants gâtés qui s'amusent à « faire grève » alors que les Français souffrent. Cela fait irrésistiblement penser à la façon dont les médias cherchent à disqualifier les grèves étudiantes quand elles vont trop loin. On cherche à réduire leur action à un « caprice » et on refuse de parler de « grève », préférant les termes de « fronde », « mutinerie », « putsch », etc. Autant de mots pour éviter le spectre de la « grève » à la veille de la mobilisation du 24 juin...

- On cherche à opposer les « meneurs » qui manipulent et terrorisent les « gentils » qui voudraient travailler (s'entraîner). Dès le lendemain de la « grève », la presse a crié victoire en prétendant avoir identifié les meneurs (Malouda, Evra, Henry, Abidal... des « racailles » qui exportent dans l'équipe de France les mœurs barbares de leurs cités d'origine) et les « gentils » (Gourcuff, Sagna, Lloris, etc.), qui sont allés pleurés dans les jupes de Bachelot et des dirigeants de la FFF. La presse a raconté ensuite que les méchants meneurs avaient empêché les gentils de sortir du bus et d'aller s'entraîner !

- On dénonce la « prise en otage » du bon peuple et on incite les grévistes à se désolidariser des meneurs. Ainsi, Lizarazu, consultant pour TF1 et RTL, aboie le message voulu par ses patrons : « *Ce qui m'a profondément choqué, c'est la prise en otage de ce maillot de l'équipe de*

¹ C'est grosso modo l'axe de l'article de *Tout est à nous !* sur le sujet jeudi 24 mars, qui ne voit que « feuilleton ubuesque » et « propos machistes », et qui passe ainsi complètement à côté de la signification de la « grève » des joueurs.

² <http://laregledujeu.org/arrabal/2010/06/22/643/23-gavroche-sans-dieu-ni-maitre-f-arrabal-liberation-foot/>

France qui n'appartient à personne. L'espace d'une journée, ils se le sont approprié. C'est impardonnable. J'espère que très vite, certains joueurs vont se désolidariser. » Tout est dit : l'espace d'une journée, ils se sont comportés comme des êtres humains réfléchissant, écrivant ce qu'ils pensaient et agissant sans en avoir référencé à leurs sponsors qui les couvrent de millions tout en les tenant en laisse.

• On appelle au châtiment des mutins, les meneurs ou ceux qui refusent de se repentir. Ainsi, Domenech a puni le capitaine Evra, Malouda (unanimement considéré comme le meilleur bleu lors de cette Coupe du monde), Abidal, Henry, en refusant de les faire débuter le dernier match (Malouda et Henry rentreront malgré tout en cours de match... pour limiter la casse !). Il s'agissait de siffler la fin de la récréation et de montrer que le pouvoir reprenait les choses en main. Mais cela ne suffira pas. Ils devront payer d'une manière ou d'une autre. Jean-Jacques Bourdin, présentateur de la matinale de RMC, a lancé une pétition pour que les Bleus renoncent à l'argent perçu pendant le Mondial. Par contre, ce même Bourdin s'est bien gardé de lancer une pétition au sujet des 12 000 euros de cigarettes de Christian Blanc, de l'appartement de Fadela Amara mis à disposition de son frère aux frais du contribuable, des accointances de Woerth avec Bettencourt la fraudeuse, du gros chèque de Christine Boutin pour son rapport sur la mondialisation, etc. Et Jean-Philippe Maurer (député UMP du Bas-Rhin) en a rajouté une couche en demandant la mise en place d'une « enquête parlementaire » pour faire toute la lumière...

• On appelle enfin au rétablissement de l'ordre. Sans craindre d'en faire trop, Guy Roux a martelé : « Mai 68, c'était une république qui tournait rond à côté de ça. On est quand même dans un stade avancé d'anarchie. » Heureusement, le général Sarkozy reprend les choses en main pour en finir avec la chienlit, il convoque Thierry Henry à l'Élysée dès sa descente d'avion au moment même où deux millions de travailleurs manifestent contre sa contre-réforme des retraites et il annonce solennellement des « états généraux » du football...



Concertation des joueurs de l'équipe de France pendant leur « grève »

Racisme et mépris de classe s'étalent au grand jour

Les joueurs ont réussi à susciter une vaste union nationale, du FN au PCF, dénonçant l'outrage à la France et aux Français dont se seraient rendus coupables les joueurs ! Lizarazu exprime sa « *honte d'être français* », Bachelot martèle aux joueurs : « *C'est l'image de la France que vous avez ternie.* » On ressort les vieilles interviews pour démasquer « l'anti-France » qui se cache au cœur même de l'équipe nationale. Ainsi Abidal, qui avait osé déclarer : « *J'ai pris la peine de lire les paroles en détail et je ne me sens pas représenté par cet hymne [...]. Je représente la France, je suis très heureux d'être français, mais cet hymne, lui, ne me représente pas.* »

Mais pourquoi ces joueurs sont-ils aussi indifférents à l'importance de représenter « la France » ? Finkielkraut a la réponse : cette équipe est une « *bande de onze petites frappes* », une « *bande de voyous qui ne connaît que la morale de la mafia* » et qui souffre de « *divisions ethniques et religieuses* ». Finkielkraut se sent mal : « *On a plutôt envie de vomir avec cette génération caillera. Il est temps de recruter des gentlemen* » (comme Gourcuff, précise-t-il). Ces discours aux relents racistes pointent du doigt ces joueurs issus des quartiers populaires (bien souvent noirs et arabes) qui pourrissent les joueurs bien élevés, blancs, parlant un « *français correct* », qui persécutent les premiers de la classe. Pour Finkielkraut, il faut en finir avec cette racaille, qui prétend pouvoir naviguer sur le terrain de l'élite bien élevée.

De même, *Libération* rapporte mercredi 23 juin que, lors de leur réunion de groupe, les élus UMP se sont « lâchés », caractérisant les joueurs de l'équipe de France de « *racailles* » et « *petits merdeux* ». Partout, les éditorialistes déversent leur haine, trop longtemps retenue : « *sous-éduqués* », « *caïds de collège* ». Ce sont pourtant les mêmes qui, en 1998, avaient voulu nous faire croire à l'unité nationale derrière la belle équipe « *Blacks-Blancs-Beurs* » dont les origines sociales et ethniques n'étaient pourtant guère différentes, mais qui avait quant à elle emporté la coupe du Monde, qui plus est en France même.

Quant à Pierre Laurent, nouveau dirigeant du PCF, il pleurniche que « *la fête soit un peu gâchée* ». Qu'il se rassure, le show capitaliste continue, *business as usual*, après une parenthèse « consternante » (selon les mots du PCF).

Le business reprend ses droits

La plupart des joueurs ont en effet des remords : ils ont été entraînés par la logique de leur action de solidarité sans se rendre compte des conséquences. Malouda explique ainsi : « *Personne n'a imaginé l'image que cet épisode [le refus de s'entraîner] donnerait de nous.* » Ils sont désormais anxieux des conséquences de ce moment de « folie ». Ils s'excusent, regrettent et promettent de ne plus recommencer. Ce revirement n'est pas étonnant et la rébellion ne pouvait pas avoir de base solide dans un tel milieu, même si quelques joueurs persistent et signent. Chacun doit rentrer dans le rang pour que continue à tourner ce monde capitaliste et pathétique. Mais ce que l'équipe de football ne peut pas faire, la grande équipe anti-capitaliste et anti-impérialiste de France, la classe ouvrière unie au-delà des différences de catégories, de genres et d'origines ethniques, prenant conscience de sa force et de sa capacité à prendre en main son propre destin, le fera demain en se soulevant par la grève générale...

Gaston Lefranc
et László Merville

Les années 70, un âge d'or des luttes ? À propos du livre de Lilian Mathieu

Pas question de « devoir de mémoire » ou de solennité de l'histoire. S'il est important de revenir sur les luttes qui ont marqué la décennie 1970, c'est pour saluer, bien sûr, leur intensité et leurs ponctuelles convergences, mais plus encore peut-être pour aider les militants révolutionnaires à tirer partie de leurs expériences et de leurs limites, de leurs conquêtes et de leurs échecs. À cet égard, le bref ouvrage de Lilian Mathieu¹, sociologue chargé de recherche au CNRS, membre de la revue *Contretemps*, militant de l'ex-LCR et du NPA, est une synthèse intéressante sur cette période.

L'auteur s'efforce de dresser un panorama de ce qu'il nomme l'« humeur contestataire » de l'époque. Il était sans doute difficile d'échapper à un tableau cloisonnant les champs de lutte (le « monde du travail », les « luttes des immigrés », la « politisation de l'intime », l'opposition aux « autoritarismes »...). L. Mathieu est bien conscient de ce problème conduisant à figer les catégories (travailleurs, immigrés, femmes...) ; il est donc soucieux d'indiquer, sans approfondir cependant cette dimension importante, que des passerelles s'établissaient entre les secteurs et les acteurs. Au-delà, le point de vue qu'il adopte ici n'est pas marxiste ; ce n'est pas principalement en termes de lutte de classes qu'il aborde ces mobilisations. Et dès lors, plus qu'une question de structuration, ce plan séparant les lieux et moments des luttes s'explique aussi par l'absence d'une vision réellement unifiante, si ce n'est sous le terme assez vague de « contestation ».

C'est en suivant la thèse incontournable de Xavier Vigna que Lilian Mathieu aborde les luttes des travailleurs². Dans *L'insubordination ouvrière*, X. Vigna montre comment les ouvriers se réapproprient leurs usines au cours des nombreux combats de cette période, comment ils

y prennent le pouvoir et la parole, avec de nouveaux répertoires d'action témoignant d'une inventivité sociale sur les « territoires de la grève » : grèves bouchons, grèves thromboses ou grèves tétanos - menées par une fraction d'ouvriers, elles s'en prennent à un maillon stratégique de la production au point de la paralyser -, mises à sac de bureaux, séquestrations, renouveau de la pratique du sabotage qui indique une véritable « virtuosité ouvrière retournée » - car il y faut beaucoup d'habileté et de savoir-faire. Les occupations, sans se banaliser, deviennent autant d'« actes ritualisés » qui offrent aux ouvriers la possibilité de se réapproprier le temps et l'espace de l'usine. Il faut souligner l'importance du combat des travailleuses dans ces luttes, révoltes contre leur double statut de dominées, comme ouvrières et comme femmes. Les ouvriers immigrés, pleinement partie prenante de ces différentes formes de grève, sont au cœur même de cette centralité ouvrière, occupant les postes les moins rémunérés et les moins qualifiés. Reprenant certaines descriptions faites par X. Vigna sur le monde de l'usine, Lilian Mathieu souligne l'archaïsme et la précarité des conditions de travail — pénibilité, usure physique, vieillissement prématuré, accidents nombreux... Le rejet de l'aliénation et de l'exploitation se combine alors avec la lutte contre les fermetures d'entreprises et les plans de licenciements. Le combat des travailleurs de Lip en est bien sûr le moment le plus marquant : dans cette entreprise horlogère de plus d'un millier de salariés, menacée de fermeture, la « grève productive » contourne l'évacuation par la police, puisque les travailleurs en ont rapidement soustrait le matériel indispensable à une production autonome. Il faudrait toutefois une réflexion d'une autre ampleur pour mesurer la force et les limites de cette lutte. Si les « Lip » veulent démontrer que l'usine peut tourner sans patrons — « On fabrique, on vend, on se paie, c'est possible » — , ils recherchent aussi et avant tout un repreneur —

l'entreprise est finalement placée en liquidation en 1977.

Le livre n'a pas le format qui lui permettrait de revenir précisément sur le rôle joué par les syndicats dans ces luttes — il évoque, brièvement, « un certain modérantisme » de la CGT. On sait que, depuis 68, l'attitude du PCF, et par là même de la direction de la CGT, ne varie pas. Soucieux d'union de la gauche et d'électoralisme, ils voient dans toute affirmation d'une perspective révolutionnaire un obstacle au chemin qu'ils imaginent tout tracé vers la victoire électorale. Dès lors, ils taxent de « gauchisme » tout combat déterminé contre le patronat et tout regroupement de travailleurs soucieux de généraliser les grèves et de les faire converger. Une évolution similaire affecte la CFDT d'alors : traçant depuis la fin des années 1960 la perspective d'une autogestion aux contours cependant flous, la centrale syndicale effectue son « recentrage » à partir du milieu des années 1970, misant elle aussi sur la victoire du PS aux différentes étapes du processus électoral. Quant à FO, hormis les quelques bastions où sont actifs les militants trotskistes ou anarchistes, elle adopte une attitude soucieuse d'ordre et de conservation sociale.

On l'a dit, les luttes des travailleurs immigrés, celles des OS en particulier, très exposées à la répression patronale, sont à l'époque d'une grande intensité. Elles peuvent aussi être replacées dans le cadre de mouvements contre le racisme, pour le droit au logement et le droit de séjour. En cette fin de « Trente Glorieuses », les conditions de vie des étrangers en France sont tout particulièrement scandaleuses. De 1973 à 1981 a lieu une mobilisation d'une ampleur impressionnante des résidents des foyers Sonacotra qui, refusant une augmentation de 30 % de leurs « redevances », se lancent dans un refus illimité et collectif des paiements. Mais c'est aussi aux règlements intérieurs des résidences qu'ils s'opposent dans cette lutte, puisque les visites qu'ils reçoivent sont soumises à une autorisation préalable

¹ Paru chez Textuel en 2009.

² Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

et qu'ils n'ont pas le droit de tenir des réunions politiques. Cette mobilisation est remarquable aussi par sa structuration à l'échelle nationale, grâce à un système de comités et de délégués par foyer. Elle résiste à la répression (expulsions, fermeture de foyers) et finit par gagner sur la plupart de ses revendications. Cette lutte s'associe à la résistance plus générale aux expulsions et aux refus de renouvellement des titres de séjour, qui se multiplient, conduisant aux premières mobilisations des « sans papiers » (que l'on commence à appeler comme tels).

Croisant ces différentes luttes, tout en s'en autonomisant pour partie, les combats féministes et, plus largement, de genre occupent une place singulière. Un certain nombre de groupements féministes s'efforcent d'analyser avec une méthode marxiste les relations entre les sexes. Mais une divergence de fond apparaît entre les féministes accordant une priorité à la lutte de classe — « pas de socialisme sans libération des femmes, pas de libération des femmes sans socialisme » — et celles qui considèrent que la résistance au patriarcat, non réductible selon elles au capitalisme¹, doit primer. Il y a lieu de tirer les leçons de cette période car nombre de militantes féministes ont quitté les organisations d'extrême gauche parce qu'elles reproduisaient encore trop souvent les lois de la domination masculine ; ces militantes se sont orientées dès lors vers un féminisme moins soucieux de s'inscrire dans une lutte de classe frontalement anticapitaliste. La responsabilité en revient aux organisations se réclamant du communisme révolutionnaire. Incontestablement, la remise en cause de la domination masculine trouve un enracinement décisif au cours de ces années même si elle n'a pas suffi à en éradiquer toute trace jusqu'aujourd'hui. Il en va de même des mobilisations concernant les identités sexuelles : le Front homosexuel d'action révolutionnaire

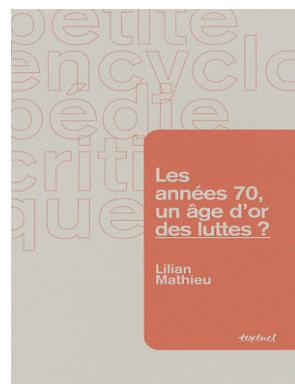
(FHAR) lutte d'abord lui aussi dans une perspective marxiste afin d'obtenir l'abolition de la législation discriminatoire à l'égard des homosexuels (classement de l'homosexualité parmi les maladies mentales, interdiction des rapports homosexuels avec des mineurs de plus de 16 ans alors que les rapports hétérosexuels au même âge sont autorisés...). Mais à partir de la fin de la décennie, le mouvement homosexuel tend à refluer d'un point de vue politique, « au profit d'une commercialisation des modes de vie que l'on commence à désigner comme gais ».

d'« intellectuels », parmi lesquels les autoproclamés « nouveaux philosophes » (A. Glucksmann, B.-H. Lévy), se jettent sur la traduction de *L'Archipel du Goulag* de Soljenitsyne parue en 1974 pour faire mine de découvrir les ravages du stalinisme, que Trotsky et l'Opposition de gauche, puis les organisations qui s'en sont réclamées, dénonçaient depuis les années 1920... Ils s'en servent en croyant siffler une fin de partie, affirmant sceller le terme d'une période et, avec elle, de toute espérance révolutionnaire.

Et dès lors, un certain nombre de militants révolutionnaires se reconvertisse vers un engagement plus spécifique, spécialisé, partiel, tandis que des organisations qui se réclamaient de la révolution se dissolvent (c'est le cas de Vive la Révolution en 1971 et de la Gauche prolétarienne en 1973). Ce qui intéresse donc Lilian Mathieu en achevant son ouvrage, c'est l'autonomisation des mouvements sociaux (luttes féministes, des immigrés, des prisonniers...) par rapport à l'engagement révolutionnaire visant le renversement du système capitaliste. C'est aussi l'absorption de militants sur le terrain électoral décisif pour le PS et le PCF, puis dans la politique partisane et institutionnelle favorisée par leur arrivée au pouvoir en 1981.

La conclusion de l'auteur se veut pourtant à la fois optimiste et déterminée. Contre la vision servant les intérêts de la bourgeoisie — et défendue par les premiers concernés — selon laquelle les révolutionnaires des années 1970 s'en seraient « repents », L. Mathieu note les continuités de vies consacrées aux luttes et à la résistance. Pour autant — et c'est un trait général du livre —, on ne sait plus bien quelle est la nature même de cette résistance et à quoi elle s'oppose, lorsqu'elle mêle les membres de la Confédération paysanne, d'Attac ou de la Ligue des droits de l'homme : en réalité, davantage à certaines formes revêtues par le capitalisme — le libéralisme — qu'au capitalisme lui-même. C'est le parti pris de l'auteur, et c'est aussi le reproche qu'on pourra lui faire, en tant que communistes révolutionnaires : explicitement ou entre les lignes, et finalement de façon systématique, préférer la « contestation » à la révolution.

Laura Fonteyn



Outre la description de ces différentes luttes — il évoque également les causes régionalistes et écologistes, antimilitaristes et pacifistes —, l'ouvrage de Lilian Mathieu a l'intérêt d'analyser les interprétations sociologiques qui en ont été faites. C'est l'époque où un Alain Touraine, à la suite de Ronald Inglehart ou d'Alberto Melucci, croit pouvoir analyser ces luttes sous l'appellation de « nouveaux mouvements sociaux », identifiés par leur nature jugée plus éthique que matérielle et dès lors caractérisés comme post-matérialistes, moins centrés sur le rejet de l'exploitation, somme toute plus culturels que sociaux. Or Lilian Mathieu a raison de souligner l'aveuglement de cette analyse sociologique, à la fois « déconnectée de la réalité des luttes sociales » et opposant artificiellement les dimensions éthique et matérielle. C'était en fait, pour Touraine et ses disciples, une façon de prétendre en finir avec les luttes de classes et avec le rôle central des luttes ouvrières jugées tout à la fois « intéressées » et dépassées.

L'émergence de ce courant sociologique est un symptôme parmi d'autres de la contre-offensive idéologique qui a eu lieu tout au long de ces mêmes années 1970. La presse bourgeoise, un grand nombre

¹ Christine Delphy, dans la revue *Partisans* en 1970, consacre à cette question un numéro important pour le féminisme français, intitulé « Libération des femmes, année zéro » ; elle y analyse le travail domestique non rémunéré des épouses au profit de leur mari comme relevant d'un mode de production économique qu'elle nomme patriarcat et qu'elle disjoint du capitalisme.

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO (64 pages)

➤ Lutte des classes en France

- Mobilisation contre la réforme des retraites : que faire ? (p. 2)
- Ce que le NPA doit cesser de faire : cautionner les analyses et la politique des bureaucrates et des réformistes (p. 8)
- La CGT Goodyear demande un blocage des zones industrielles en France (Document) (p. 8)
- Grève très combative à la poste du 92, répression patronale contre les militants, notamment du NPA (p. 9)
- Mead emballages (Indre) : les dégâts du capitalisme (p. 10)
- Nouvelle répression envers le syndicat CGT Philips Dreux (Document) (p. 11)
- Le management de la qualité totale : un projet totalitaire de réduction du cerveau de l'être humain à une simple « ressource » au service du capital (p. 12)
- Vers la transformation radicale de l'INSEE : le management de la « qualité totale » ou comment contraindre les agents à fournir un travail maximal (Document) (p. 14)

➤ Pour l'orientation du NPA

- Contribution de 62 militants pour une Tendance révolutionnaire du NPA à l'occasion de la réunion nationale de la position B du 23 mai : un an après la fondation du NPA, nous avons besoin d'un programme et d'une stratégie ouvertement révolutionnaires (p. 27)
- Contribution de la Tendance CLAIRE après la réunion de 350 partisans de l'ex-position B le 23 mai : poursuivons les discussions communes pour une plate-forme de congrès radicalement alternative à celle de la direction. Avançons en même temps vers une tendance révolutionnaire du NPA avec tous les camarades qui en sont d'accord ! (p. 26)
- Contribution de la Tendance CLAIRE : Le comité d'animation provisoire de l'ex-position, qui dit vouloir relancer le projet du NPA comme parti révolutionnaire, décide d'exclure les partisans d'une Tendance révolutionnaire ! Pour quelle politique veulent-ils ainsi empêcher les discussions de fond ? (p. 31)

➤ Économie

- Une nouvelle étape de la crise de l'économie capitaliste mondiale (p. 37)

➤ Internationalisme

- Après l'attaque meurtrière contre la flottille pour Gaza, tous ensemble contre l'État sioniste, pour les droits du peuple palestinien ! (p. 47)
- Portugal : plan d'austérité du gouvernement, début de réponse ouvrière et politique du « Bloc de gauche » (p. 48)

➤ Leur société

- Marée noire du golfe du Mexique : au-delà des évidences, deux réflexions sur les désastres de l'industrie pétrolière (p. 53)
- Mondial 2010 : un pion de l'échiquier capitaliste (p. 55)
- À bas le consensus national contre la « grève » de l'équipe de France ! (Tribune libre) (p. 59)

➤ Histoire

- Les années 70, un âge d'or des luttes ? À propos du livre de Lilian Mathieu (p. 62)

Qui sommes-nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et RévolutionnairE) a été fondée le 14 février 2009. Elle est animée par des militants qui participent activement au processus NPA depuis son lancement (présents dans onze départements, les uns viennent de l'ex-Groupe CRI, d'autres de l'ex-LCR, d'autres étaient sans parti auparavant). Sa base, qui s'enrichira au fur et à mesure des discussions dans le NPA selon les besoins de l'action commune, est constituée par le programme fondateur de la IV^e Internationale et par les textes du Projet de Tendance défendant le communisme, la révolution et l'auto-organisation, adoptés le 13 décembre 2008, soumis aux AG électives, puis au congrès fondateur du NPA, où ils ont obtenu entre 1,61 et 2,82% des voix. Sa nécessité est due aux importantes limites et faiblesses cristallisées par ce congrès. Son objectif est de convaincre la majorité des militants du NPA d'adopter les orientations révolutionnaires qu'elle propose.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le Bulletin *Au CLAIR de la lutte*. — N° ISSN : 2101-6135.
Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Danièle Cobet, Joséphine Dangeant, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Véronique Rouvière, Wilbur Schäfer, Frédéric Traillé et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

Site du NPA : <http://www.npa2009.org>

Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>

Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr — Téléphone : 06 64 91 49 63